

Université de Montréal

**Exploration des modes d'habiter
tels que révélés par une catastrophe**

par
Esther Beaudry

Faculté de l'aménagement

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de
Maîtrise ès sciences appliquées (M.Sc.A) – Aménagement
(option « aménagement »)

août 2003

© Esther Beaudry, 2003



NA

9000

U54

2003

V.017

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :
**Exploration des modes d'habiter
tels que révélés par une catastrophe**

présenté par
Esther Beaudry

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

J. Vacher.....
président-rapporteur

P. Jacobs.....
directeur de recherche

R. Fishler.....
membre du jury

RESUME

Le parcours de cette exploration doit permettre d'apprécier en quoi l'étude des catastrophes constitue une approche fertile pour l'analyse des pratiques de l'habiter qui traduisent les besoins des résidents et les fonctions du logement. À cet égard, elle devrait s'avérer un outil de connaissance prisé par les aménagistes auxquels on demande de concevoir une habitation dont on sait qu'elle demeurera suffisamment longtemps pour voir les modes de vie qu'elle doit supporter, se transformer parfois de façon importante. Plus précisément, elle vise à identifier les modes d'habiter et certaines fonctions du logement que révèle la catastrophe; à comprendre les relations que les besoins et les fonctions du logement entretiennent; et, à démontrer la pertinence de ces études en aménagement.

L'étude d'une catastrophe comme celle du verglas, survenue en janvier 1998 au Québec, est vite apparue justifiée en ce qu'elle nous a fait prendre conscience de la fragilité non pas de la vie, comme le font d'autres catastrophes, mais de nos modes de vie. L'examen des différentes phases de cette catastrophe a permis de faire ressortir les phénomènes qui ont eu un impact sur les comportements et les besoins des sinistrés en rapport avec leur domicile.

Les constats de cette exploration exposent que l'expérience de la catastrophe, parce qu'elle met l'accent sur la fragilité et la vulnérabilité de l'habitation, met de l'avant les valeurs liées à la sécurité, à la santé et à la notion de refuge. Par ailleurs, ils dévoilent l'importance de la fonction de communication du domicile, de même que celles liées aux notions d'identité, d'intimité et d'autonomie du domicile. Enfin, ils soulèvent le rôle des valeurs plus traditionnelles comme l'entraide, la solidarité et le troc davantage associées au milieu rural qu'au milieu urbain d'une société moderne.

Mots clés : habitations, aménagement, modes de vie, comportement spatial, catastrophes, verglas, temps, espace personnel.

SUMMARY

This research is meant to evaluate the study of disasters as a valuable and meaningful approach for the analysis of housing patterns. These patterns refer to the needs of the residents and the functions of the housing unit. In this respect, it should be regarded as a knowledge tool by the designer who is asked to propose a housing space that will last long enough to see the housing patterns it supports change extensively over time. More precisely, it aims at identifying the ways of living and the housing functions revealed by a disaster; at understanding the relations they either reinforce or undermine; and at demonstrating the pertinence of these studies for the designer.

The study of a disaster such as the ice storm that took place in Quebec in January 1998, was founded on the fact that it revealed more the fragility of our lifestyles than the vulnerability of our houses. The close examination of the different disaster stages has allowed to bring out the events that reflected on the behavior and the needs of the disaster victims in relation with their home.

The results of the study show that the experience of a disaster, as it puts emphasis on our vulnerability, promotes the values associated with security and health as well as the notion of refuge of the house. It also shows the importance of the communication function of the home, and functions linked with the notions of identity, privacy and autonomy. Finally, it points out the significance of more traditional values such as mutual aid, solidarity and exchange usually more fitted in rural areas than in an urbanized modern society.

Key words: Housing, design, lifestyles, social behavior, disasters, ice storm, time, personal space.

TABLE DES MATIERES

Résumé	iii
Summary	iv
Remerciements	vii
Liste des tableaux	viii
 Chapitre 1	
Problématique	1
Stratégie	4
Organisation du mémoire	6
Méthodologie	7
 Chapitre 2	
Recension des écrits et délimitation conceptuelle	9
2.1 Les catastrophes	9
2.1.1 L'étude des catastrophes	9
2.1.2 Définition	15
2.1.3 Trois catastrophes récentes avec leurs spécificités	19
2.2 Les temporalités	26
2.2.1 Dimensions	26
2.2.2 Les familles de temps	29
2.3 Les pratiques de l'habiter	31
2.3.1 L'habiter	31
2.3.2 Les besoins, les fonctions, les valeurs	32
2.3.3 L'habitation et les modes d'habiter	37

Chapitre 3	
La tempête de verglas de janvier 1998	41
3.1 Le phénomène météorologique	42
3.2 Le phénomène social	43
3.2 Pourquoi est-ce une catastrophe ?	45
3.3 Les temporalités	48
3.3.1 La durée	48
3.3.2 Les phases	49
3.4 L'avant-catastrophe	52
Bref	58
3.5 La catastrophe	59
3.5.1 L'éclatement : les premières heures de la panne	59
3.5.2 Le court-terme : les quatre premiers jours	62
3.5.3 Le moyen et long terme : après plus de quatre jours	65
Le maintien à domicile	65
Les premiers à partir	67
Les lieux de refuge	69
La gestion de la cohabitation	72
Le rôle de l'information	75
Le milieu urbain	78
Le milieu rural	82
Bref	85
3.6 L'après-catastrophe	86
Bref	91
3.7 Résumé	92
Chapitre 4	
Retour d'expérience	99
4.1 Le maintien à domicile	101
4.2 Le choix d'un refuge	104
4.3 Les problèmes de cohabitation	106
4.4 Durée, incertitude et information	108
4.5 Milieu urbain et milieu rural	109
4.6 La valeur de refuge	110
Conclusion	111
Bibliographie	123

REMERCIEMENTS

L'aboutissement de ce travail n'a pas été le résultat d'un parcours en ligne droite, loin s'en faut. La seule constante en a été le sujet : les modes de vie, les comportements spatiaux et les espaces personnels liés à l'habitation et aux temporalités. En revanche, l'objet d'étude, lui, a subi de nombreuses mutations au cours de ces dernières années. J'ai d'abord penché, en raison d'un itinéraire personnel, pour l'étude des camps de réfugiés, suivi de celle d'un quartier portugais de Montréal, puis retour vers les camps de réfugiés, et enfin la catastrophe !

Dans tous ces méandres, je n'ai jamais cessé de bénéficier de la patience, de la compréhension et du soutien de mon directeur, Monsieur Peter Jacobs. Sans sa clairvoyance et ses encouragements, ce mémoire n'aurait sans doute pas vu le jour. Je l'en remercie vivement.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I :	L'évolution du nombre de clients non alimentés	47
Tableau II :	La possession et l'achat de divers articles dans les ménages	54
Tableau III :	Les moyens utilisés par les sinistrés pour s'informer.....	57
Tableau IV :	La priorité du rétablissement du service électrique tel que prévu par Hydro-Québec; et La révision des priorités commandées par l'état d'urgence.....	61
Tableau V :	Les raisons invoquées pour rester chez soi pendant le sinistre	67
Tableau VI :	Les raisons invoquées pour recourir à de l'hébergement extérieur	68
Tableau VII :	Les changements de lieux d'hébergement	70
Tableau VIII :	Les difficultés des familles hébergées.....	74
Tableau IX :	Les principaux constats sur les besoins en information des sinistrés	76

CHAPITRE 1

PROBLÉMATIQUE

Dans leur pratique, les spécialistes de l'aménagement¹ sont tous les jours en contact avec les facteurs d'ordre technique, naturel et culturel de l'habitat. Ils doivent conjuguer avec les aspects technologiques du construit, avec les multiples formes du paysage et avec les besoins et les modes de vie de la population, qu'ils aspirent à traduire de la façon la plus harmonieuse possible, en proposant des espaces de qualité qui, tout en répondant à des exigences réglementaires, expriment les pratiques du quotidien. Cette interprétation pose un défi important car, pris individuellement, chacun de ces facteurs est en constante mutation et, pris ensemble, chacun exerce une influence profonde sur les autres.

De ces trois facteurs, le facteur culturel dont relèvent les besoins et les modes de vie en matière d'habitation est sans doute le moins tangible. L'architecte appelé à le convertir en un aménagement d'espace spécifique, n'est jamais véritablement assuré d'y répondre, principalement parce que les modes de vie et les besoins évoluent, en ce qu'ils sont le reflet de l'organisation de la société, alors que le cadre construit a plutôt comme caractéristique d'être fixe et immobile. Tout au plus peut-il tenter de répondre au mieux de ses connaissances actuelles à des conduites tout aussi actuelles, laissant à l'avenir le soin de corriger les décalages qui ne manqueront pas de survenir. Et si, jusqu'à présent, l'évolution des sociétés s'est réalisée selon un tempo lent qui permettait facilement de gommer les asymétries entre modes d'habiter et espace d'habitation, aujourd'hui l'accélération des

¹ Les spécialistes de l'aménagement étant des architectes, des designers, des architectes du paysages ou des urbanistes.

changements sociaux, des rythmes et des cycles de vie risque de creuser des écarts significatifs entre eux, qui, tout en créant de nouveaux besoins, favorisent le développement de nouvelles fonctions du logement.

L'exemple des technologies de l'information et des télécommunications est, à cet égard, éloquent : le télétravail rendu possible grâce au développement de ces technologies a bouleversé le quotidien des travailleurs qui y ont recours. Dorénavant affranchis des contraintes du transport aux heures de pointe et libres d'aménager leurs plages de travail au gré de leurs contrats, de leurs besoins spécifiques, ou de ceux des autres membres de leur ménage, les télétravailleurs n'ont plus l'obligation de choisir leur domicile en fonction de sa proximité au lieu de travail. Ils ont donc, de ce point de vue, un plus grand choix d'emplacements pour la résidence². Ils doivent en revanche partager leur domicile avec leur lieu de travail. Cela signifie notamment qu'il faut aménager le logement de façon à pouvoir permettre cette nouvelle fonction : une pièce ou un coin du logement sera donc converti en bureau où l'on aura accès à des équipements (ordinateurs, appareils d'éclairage...) et à des infrastructures spécifiques (ajout de circuits électriques et de connexions téléphoniques ou internet...), parfois au coût d'un sacrifice (chambre d'ami, pièce de loisir ou de rangement...). Par ailleurs, le lieu de travail auquel était jadis assorti un rôle de socialisation n'est plus. Pour le remplacer, le résidant sollicitera d'autres espaces de rencontre et des services de soutien à proximité de son domicile comme les services professionnels (comptables, avocats, graphistes, ateliers de photocopie, salle de conférence, lieux de rencontres, etc.) et personnels (garderie, nettoyeur, coiffeur, centres de conditionnement, etc.)³. Aussi, non seulement le télétravail modifie-t-il la façon dont les travailleurs utilisent leur domicile, et aussi leur quartier, mais les perceptions, les besoins et les modes de vie des membres de la maisonnée en sont tous sinon transformés, du moins dérangés.

² C. Levy-Leboyer, « L'avenir du travail, les modes de vie et leurs conséquences sur les villes et l'habitat », dans Driant et Asher, *Habitat et villes. L'avenir en jeu*, Paris, L'Harmattan, 1992.

³ P. Blais, *La révolution de l'information et l'aménagement résidentiel : rapport sommaire*, Ottawa, SCHL, 2000, p. 16-22. Aussi, SCHL « Le télétravail et le travail à domicile dans les collectivités canadiennes », *Le point en recherche et développement*, Ottawa, SCHL, 1995.

La modification de la composition des ménages constitue un autre exemple. En 30 ans au Québec, les ménages sont passés de quatre personnes en moyenne à deux personnes à la fin des années 90. Les besoins en matière d'espace domestique ne se sont pas pour autant transformés de façon drastique puisque les logements sur le marché, qu'ils soient neufs ou rénovés, n'offrent pas moins de pièces dans l'ensemble. Or, à en juger d'après les normes de la SCHL⁴ qui suggèrent que la taille d'un logement se calcule au nombre de pièces habitables et qu'au total, il devrait compter *au moins* autant de pièces que d'habitants, les logements offriraient désormais plus d'espace aux ménages québécois. On pourrait en déduire que les pièces « en surnombre » sont donc affectées à de nouvelles fonctions (loisirs, détente, travail, rangement).

Dans le premier exemple, une nouvelle technologie pose des contraintes à l'espace domestique et le modifie. Dans le second exemple, la disponibilité de l'espace favorise l'apparition de nouvelles fonctions. Ce ne sont que des exemples, mais ils illustrent, d'une part, la relation que les modes de vie et l'espace d'habitation entretiennent et, d'autre part, la difficulté à laquelle se heurtent les spécialistes de l'aménagement qui doivent proposer des espaces de vie concordant le mieux possible avec les modes de vie des habitants actuels et éventuels ou, en d'autres termes, qui s'adaptent à un usage présent et aussi à un usage futur. La situation peut se résumer à une question : comment concevoir l'habitation quand on sait qu'elle demeurera suffisamment longtemps pour voir les modes de vie, auxquels elle devait à l'origine satisfaire, se transformer parfois de façon importante ? À défaut d'anticiper l'évolution des modes de vie, peut-être pouvons-nous à tout le moins identifier quelques pratiques saillantes.

⁴ SCHL, « Comparaison des mesures utilisées au Canada, aux États-Unis et en Angleterre pour déterminer les besoins en logement », *Le point en recherche et développement*, Ottawa, SCHL, 1992, p. 2.

Cette interrogation sur le caractère communément anachronique de la relation « modes de vie – habitation » met en évidence le rôle que le temps est appelé à jouer dans cet exercice d'exploration. Elle suppose également que l'on accepte le postulat selon lequel habitation et mode de vie entretiennent un lien de résonance voulant qu'une transformation significative chez l'un trouve un écho chez l'autre. Mais avant tout, elle aimerait suggérer que, pour répondre au « comment » de l'énoncé, il serait souhaitable de faire appel à une stratégie de recherche qui réussisse à mettre en scène simultanément, mais distinctement, les deux phénomènes, soit le temps et les pratiques de l'habiter.

Stratégie

Au nombre des stratégies possibles, l'étude de situations exceptionnelles, en l'occurrence les catastrophes, est vite apparue avantageuse. Trois raisons ont motivé ce choix.

- (1) Les catastrophes lorsqu'elles surviennent envahissent le temps et le monopolisent. Elles nous atteignent dans tous les gestes du quotidien et, de ce fait, le propulsent à l'avant-scène en braquant sur lui une lampe grossissante.
- (2) Du moment que les catastrophes menacent l'habitation sous quelque forme que ce soit, dans ses structures ou dans ses fonctions – qu'elles obligent à une évacuation ou non –, elles forcent un regard sur les fonctions essentielles de l'habitation et met en évidence les modes de vie que celles-ci sous-tendent; et parce que la catastrophe crée un écart entre la routine et les besoins quotidiens de notre manière d'habiter, elle nous aide à voir ce que nos gestes, nos perceptions révèlent à leur propos.
- (3) Enfin, malgré toutes nos connaissances et nos avancées technologiques, les catastrophes ne cessent de se multiplier⁵. Elles peuvent donc constituer un champ de connaissance prometteur.

⁵ H. Denis, *La réponse aux catastrophes : Quand l'impossible survient*, Montréal, Presses internationales polytechnique, 2002, p. xiv.

Aussi croyons-nous que l'étude des situations exceptionnelles telles que les catastrophes – par le pouvoir qu'elles ont de faire éclater le quotidien et de diriger vers lui toutes les attentions – peut éclairer le processus de perception du domicile. Dès lors, elles permettent de mettre en perspective certaines fonctions liées à la résidence et d'apprécier leurs liens avec les modes de vie et les besoins auxquels elles correspondent. En outre, l'on sait que les modes de vie, en ce qu'ils sont des traits culturels, évoluent et, ce faisant, ils répondent alors à une dynamique d'adaptation pour laquelle le temps est l'un des grands architectes. Cependant l'étude des catastrophes en rapport avec les modes d'habiter soulève de nombreuses questions, à savoir : qu'est-ce qu'une situation catastrophique, donc forcément temporaire, peut nous révéler sur nos modes d'habiter ? Quels sont les fonctions du logement et les modes d'habiter ainsi mis en lumière ? N'ont-ils pas qu'une portée restreinte, de courte durée ? En effet, l'on risque de nous objecter que les catastrophes, en ce qu'elles sont des événements temporaires, ne peuvent exposer que des modes de vie également temporaires. Toutefois, il est permis de croire qu'il s'agit là d'événements tellement extraordinaires qu'ils sont ainsi susceptibles de remettre en lumière des pratiques oubliées, de faire apparaître des priorités parmi ces pratiques et même, peut-être, de promouvoir des modes d'habiter à plus long terme. En d'autres mots, la catastrophe devrait agir comme le révélateur de modes d'habiter qui se tiennent hors du temps parce qu'ils répondent à des besoins de base.

Objectifs

Ce travail, qui se veut être avant tout une exploration, a donc principalement pour objectif de montrer en quoi les catastrophes constituent un terreau fertile pour l'analyse des modes d'habiter. Plus précisément, il vise à :

- identifier certains modes d'habiter que révèle la catastrophe;
- comprendre les relations que les besoins et les fonctions du logement entretiennent;
- démontrer que l'étude des catastrophes est un outil pertinent en aménagent.

Organisation du mémoire

Le présent travail se divise en trois parties. La première partie procède à une revue de la littérature et à une délimitation des concepts de la catastrophe, du temps, de même que ceux liés aux pratiques de l'habiter, c'est-à-dire les modes de vie ou d'habiter, les besoins, les fonctions et les valeurs du logement (chapitre 2). Au terme de cette partie, nous espérons être en mesure de montrer en quoi les catastrophes constituent des événements exemplaires qui permettent d'étudier les modes d'habiter et comment ceux-ci sont façonnés.

La deuxième partie se penche sur l'étude d'une catastrophe, soit la tempête de verglas qui a frappé le Québec en janvier 1998 (chapitre 3). Cette partie s'attardera d'abord à montrer en quoi cette tempête constitue une catastrophe, puis tentera de faire ressortir les phénomènes qui ont eu un impact sur les fonctions de l'habitation et les modes de vie des résidents à travers l'examen des différentes phases de la catastrophe en insistant sur les modes d'habiter différents et les ajustements requis.

Finalement la troisième partie présente et discute le retour d'expérience de la catastrophe sur quelques pratiques de l'habiter qui pourront alors être mis en parallèle avec les concepts élaborés en première partie (chapitre 4). Et

dernièrement, la conclusion met en perspective les résultats de l'exploration en rapport avec les objectifs énoncés ci-dessus.

Méthodologie

La délimitation des concepts de la catastrophe, du temps, et des pratiques de l'habiter (chapitre 2) fait appel à la sociologie, à l'anthropologie et aussi à la psychologie et à la philosophie. Cette partie fait ressortir l'aspect multidisciplinaire d'une recherche en aménagement.

L'étude du sinistre du verglas (chapitre 3) a été réalisée à partir de diverses sources documentaires : des rapports de recherche, de comptes rendus officiels, des dossiers et des documents, des archives, des articles de journaux et de périodiques et des données statistiques. En outre, il faut souligner que les comptes rendus d'entrevues, les sondages et les enquêtes auprès de la population sinistrée et des différents intervenants auxquels nous faisons référence dans l'étude sur la tempête de verglas, ne relèvent pas d'une observation directe de notre part, mais ont été relevés dans divers rapports de recherche réalisés notamment par la Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 et par le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR). Ces rapports se sont avérés être des outils documentaires remarquables. Nous avons abondamment puisé dans les rapports sectoriels de la Commission, notamment dans le volume deux qui porte sur *Les impacts sociaux, économiques et environnementaux* en faisant une large part aux aspects psychosociaux et dans un des documents du GRIR portant sur *Les conséquences de la tempête de verglas sur la santé biopsychosociale des familles, personnes âgées et agriculteurs sinistrés en fonction du mode d'habitation*⁶. Nous y

⁶ D. Maltais, S Robichaud et A. Simard, *Les conséquences de la tempête de verglas sur la santé biopsychosociale des familles, personnes âgées et agriculteurs sinistrés en fonction du mode d'habitation*, Groupe de recherche et d'intervention régionales, collection « Notes et rapports de recherche », Université du Québec à Chicoutimi, mai 2001.

avons soutiré tout ce qui se rapportait aux comportements et aux besoins des sinistrés en rapport avec leur domicile.

Cette partie du travail, comme on peut le constater, a été réalisée à partir de sources secondaires, avec les avantages et les inconvénients que cela comporte. Qu'il suffise de mentionner que l'objectivité, du moins dans la cueillette des données, est mieux assurée, que l'économie de moyens et de temps n'est pas négligeable, mais qu'en revanche le fait de ne pas avoir procédé nous-même à cette cueillette nous prive d'une expérience sur le terrain et nous empêche d'y confronter nos analyses et d'alimenter les données.

Par ailleurs, et bien que nous ne nous soyons pas prévalu directement des outils méthodologiques de l'analyse qualitative que sont les enquêtes et entrevues, cette analyse a d'emblée coloré notre travail. En effet, dès lors qu'il s'agit d'observer des acteurs dans leur quotidien, en interaction avec leur milieu, et, en quelque sorte, de décoder leur expérience, la souplesse de l'analyse qualitative « s'impose » en autorisant une part d'imprévu et surtout l'évolution en cours de recherche.

CHAPITRE 2

RECENSION DES ÉCRITS

ET DÉLIMITATION CONCEPTUELLE

2.1 LES CATASTROPHES

Cette section présente d'abord quelques disciplines qui s'intéressent à la catastrophe, avant de s'attarder à trois études sur les conséquences d'une catastrophe sur l'habitat. Elle propose ensuite les définitions qui viennent cerner le concept de catastrophe. Finalement, afin de mieux comprendre les limites de cette délimitation conceptuelle, elle soumet le cas de trois catastrophes qui se sont produites au Québec pour fins de comparaisons et soulève la pertinence d'étudier les catastrophes pour observer les modes d'habiter.

2.1.1 L'ÉTUDE DES CATASTROPHES

L'étude des catastrophes a donné lieu à une littérature abondante depuis quelques années. Le domaine de la protection civile, bien sûr, se penche de façon active sur le sujet et il est permis de croire que les récents attentats terroristes ne vont qu'accroître cette production. Mais des domaines aussi variés que l'anthropologie, l'économie, le génie, la géographie, la gestion, la médecine, la psychologie et la sociologie sont, depuis un moment déjà, activement engagés dans la recherche sur les catastrophes. En sociologie notamment, le courant de recherche qui a pris naissance aux États-Unis au lendemain de la seconde guerre mondiale, a grandement contribué à enrichir notre compréhension de la réaction sociale aux

désastres⁷. Dans le domaine de l'architecture, les études ont principalement porté sur la prévention, l'analyse « légiste » (c'est-à-dire sur les causes d'effondrement) et la mise en place de normes de construction plus sécuritaires, de même que l'élaboration de structures et de matériaux plus résistants. C'est donc l'aspect « génie » qui prévaut dans ces études. Quant à l'aspect social, beaucoup plus discret, il commence à émerger.

Au Canada, l'intérêt pour la recherche sur les catastrophes comme facteur de changement social est récent, à l'exception notable d'un cas isolé qui remonte à 1920, au moment où S.H. Prince publie son étude sur l'explosion d'un bateau chargé de munitions dans le bassin de Halifax et qui fit 1400 victimes en décembre 1917⁸. Plus près de nous, les inondations au Saguenay en juillet 1996 et la tempête de verglas de janvier 1998, par exemple, ont laissé une documentation importante, issue notamment de commissions scientifiques et techniques⁹, mais aussi d'autres études qui ont inspiré plusieurs auteurs. Nous en avons retenu trois :

■ **Hélène Denis**

Professeure à l'École Polytechnique de Montréal, Hélène Denis a en outre été commissaire à la Commission scientifique et technique chargée d'analyser la tempête de verglas. Elle est l'auteure de plusieurs articles et monographies portant sur les catastrophes¹⁰. Ses recherches ont d'abord porté sur des sinistres survenus

⁷ E.L. Quarantelli, *Inventory of the Disaster Field Studies in the Social and Behavioral Sciences*, n° 20, University of Delaware, 1984. Signalons aussi la contribution de *l'International Journal of Mass Emergencies and Disasters* que le comité de recherche sur les désastres de l'association internationale de sociologie (Université du Delaware) publie depuis 1983, à raison de trois numéros par année.

⁸ É. Lepointe, « Le sociologue et les désastres », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. XC, 1991, p. 147. L'explosion aurait plutôt fait près de 2000 morts selon H. Denis, *La réponse aux catastrophes*, p. 294.

⁹ Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages, 1997 et Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, 1999.

¹⁰ Voir la bibliographie pour le titre de quelques-unes des monographies sur le sujet. Signalons que sa dernière publication sur le sujet est parue en 2002, il s'agit de *La réponse aux catastrophes : Quand l'impossible survient*.

au Québec¹¹, pour s'ouvrir par la suite à d'autres parties du monde afin de proposer une vue d'ensemble de la méga-organisation de l'urgence en réponse aux catastrophes. Le champ d'intérêt de cette auteure porte sur les multiples aspects de la gestion de la catastrophe. De ce fait, elle met l'accent sur les actions à entreprendre *pendant* la catastrophe pour répondre le plus adéquatement possible aux innombrables problèmes soulevés lorsque « l'impossible survient ».

Le rôle et l'intervention de l'ensemble des spécialistes, des bénévoles, des victimes, des décideurs qui doivent coordonner leurs efforts, font l'objet d'une minutieuse analyse dans ses recherches. En trame de fond, l'incertitude et les efforts déployés afin de l'apprivoiser, « plutôt que de tenter l'impossible mission de la contrôler », montrent bien la place allouée à la communication lors d'une catastrophe. Pour Denis, l'information doit être la plus transparente possible, elle doit répondre à trois catégories de problèmes : techniques, sociopolitiques et scientifiques; elle doit en tout temps considérer trois questions vitales : que se passe-t-il ? que faut-il faire ? les miens sont-ils en sûreté ?¹² Elle met également l'accent sur la culture et sur l'humain dans les catastrophes pour finalement s'interroger sur le sens et les leçons que l'on peut tirer de la catastrophe.

Les processus d'évacuation, les conditions d'hébergement et aussi de réintégration du domicile y sont relevés, de même que les différentes philosophies qui s'affrontent selon que le traitement est adapté à certaines catégories de sinistrés ou qu'il est bureaucratique et considère alors tous les sinistrés égaux. Vus sous l'angle de la gestion, la coordination de toutes les actions et décisions révèlent la catastrophe dans toute sa complexité humaine, administrative, juridique, financière, et médicale.

Pour Denis, les catastrophes offrent l'occasion de repenser nos vies. À cet égard, elles agissent comme révélateurs de nos valeurs, de ce qui est important dans la vie

¹¹ H. Denis, *La gestion de catastrophe : Le cas d'un incendie dans un entrepôt de BPC à Saint-Basile-le-Grand*, Québec, Publications du Québec, 1990, 116 p.

¹² H. Denis, *La gestion de catastrophe*, p. 65.

et pose la question du sens profond de la vie. Par exemple, la crise du verglas de 1998 aurait fait prendre conscience à la population de la vulnérabilité de la communauté québécoise à certains risques et aurait renforcé chez le sinistré l'importance de protéger sa famille, d'établir des liens sociaux (famille, amis), et d'appartenir à la communauté¹³.

■ **Danielle Maltais, Suzie Robichaud et Anne Simard**

Spécialisées en intervention sociale, les recherches que Maltais, Robichaud et Simard ont menées à la suite des inondations au Saguenay en 1996, portent sur les impacts sur la santé des sinistrés, de même que sur la redéfinition de l'habitat suite à la catastrophe.

Pour les auteures, les itinéraires résidentiels des sinistrés suite à des relocalisations involontaires rendues nécessaires par la catastrophe sont à la source de tension très grande que les sinistrés eux-mêmes associent à une rupture, à une perte sentimentale, ou à un deuil. L'environnement souvent jugé inadéquat par les sinistrés du Saguenay lors de leur relocalisation leur fait prendre conscience d'avoir perdu, avec leur domicile, leurs habitudes de vie, leur routine, leur confort, leur intimité, leur liberté et leurs racines, et aussi d'être atteint dans leurs valeurs¹⁴. Des douze stress que doivent surmonter les sinistrés tels qu'identifiés par les auteures, on retiendra la nécessité « de se trouver une place pour subvenir à ses besoins de base : dormir, manger, se laver »; l'adaptation à un nouveau lieu, à de nouveaux voisins; au fait de « s'endetter pour se mettre à l'abri du froid, pour retrouver son intimité » et « changer de style de vie parce qu'on a moins d'argent »¹⁵.

Les enquêtes menées par les auteures révèlent que les sinistrés ont connu en moyenne au moins deux déplacements avant d'intégrer une nouvelle résidence

¹³ H. Denis, *La gestion de catastrophe*, p. 275-277.

¹⁴ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Le sinistre de juillet 1996 au Saguenay...*, p. 39.

¹⁵ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Le sinistre de juillet 1996 au Saguenay...*, p. 44.

permanente¹⁶. La première relocalisation, dictée par l'urgence, répondait à un besoin de s'abriter, de dormir, de manger et de sécurité. Les sinistrés optent pour un hébergement chez des membres de leurs familles, chez des amis et, finalement, pour un centre d'hébergement communautaire. Les inconvénients les plus souvent notés par les sinistrés lors de cette première relocalisation sont le sentiment d'être importun, le manque d'intimité, la promiscuité et l'adaptation à de nouvelles habitudes de vie. Les avantages ont trait à l'accueil, au support, à la sécurité, au confort, aux repas préparés.

Dans la quête d'un deuxième lieu d'hébergement, les sinistrés recherchent la proximité des services, des centres d'information et de leur ancien lieu de résidence. Ils optent alors pour la location d'un appartement, d'une maison ou d'un chalet. Parmi les principaux inconvénients retenus par les sinistrés, on trouve toujours le manque d'intimité et la promiscuité auxquels s'ajoutent un environnement étranger et bruyant, des espaces restreints et le manque de commodités. Les avantages lors d'une relocalisation dans une demeure louée se rapportent au fait de disposer d'espace, de retrouver son intimité, sa stabilité, son indépendance, du repos et le bien-être familial¹⁷.

Dans l'ensemble, les nouvelles maisons des sinistrés – pour lesquelles ils ont souvent conçu les plans – comportent de nombreuses caractéristiques communes avec leur ancienne demeure : même nombre d'étages, de pièces et même superficie habitable et dimensions de terrain. Ce nouveau chez-soi des sinistrés, construit selon leurs plans, leurs goûts, en fonction de leurs besoins, est dominé par le côté pratique et fonctionnel, mais sans la chaleur, la sécurité et l'attachement qu'ils éprouvaient envers leur ancien domicile. Enfin, les auteures font ressortir par leurs enquêtes que le temps ne vient pas atténuer le sentiment de perte qu'éprouvent les sinistrés.

¹⁶ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Le sinistre de juillet 1996 au Saguenay...*, p.62.

¹⁷ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Le sinistre de juillet 1996 au Saguenay...*, p.71-72

■ **Stephen Sweet**

L'étude du sociologue américain Stephen Sweet porte sur les perceptions des relations sociales dans la communauté universitaire rurale de Postdam (16 850 hab.) en bordure de la frontière canadienne dans l'état de New-York, un mois après que la tempête de verglas de janvier 1998 eut frappé cette communauté (126 membres de cette communauté ont été interviewés). Les habitants de Postdam ont vu leur environnement subir des dommages importants lors de la tempête et certains ont été privés d'électricité pendant deux semaines. Les résultats de son enquête ont été comparés à une étude sur les perceptions de la qualité de vie de cette même communauté réalisée trois ans plus tôt, en 1995, auprès de 127 personnes¹⁸. Les résultats de cette comparaison établissent que la tempête de verglas a eu un impact majeur sur la vie des membres de cette communauté. Près de la moitié des sinistrés de Postdam ont dû évacuer leur domicile pendant les pannes de courant pendant une moyenne de cinq jours et se sont réfugiés chez des parents, des amis, des centres ou dans des hôtels ou motels. Seulement 4 % ont demeuré chez un voisin. Les résidants ont perçu beaucoup de support de la part de leur communauté pendant le sinistre, surtout dans les moments qui ont immédiatement suivi la tempête. Les nombreux gestes d'entraide et de générosité remarqués à cette occasion et l'importance du soutien social enregistré pendant la tempête montrent, pour Sweet, une hausse de l'appréciation des habitants face à leur communauté. Pourtant, l'appréciation globale de la communauté de Postdam demeure, après le sinistre, au niveau qu'elle était en 1995. Les résidants étaient appelés à évaluer l'attitude amicale des membres de la communauté, la bienveillance que les habitants démontrent les uns envers les autres et l'intérêt de la vie communautaire. La seule exception qui perdure après le sinistre concerne le désir des habitants de quitter Postdam, si leurs conditions financières le leur permettaient, exprimé par 41 % des répondants; cette proportion était de 27 % en 1995. Sweet établit que le désir de quitter cette communauté est fonction des impacts subis par les individus lors du

¹⁸ S. Sweet, « The Effect of a Natural Disaster on Social Cohesion : A Longitudinal Study », *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, 1998, vol. 16, n° 3, p. 321-331.

sinistre : plus les individus ont été affectés par le sinistre, plus les pertes qu'ils ont subies sont grandes, plus ils désirent partir. Toutefois, il y a peu de différence entre les sinistrés qui ont évacué leur domicile et ceux qui sont restés. Dans l'ensemble, à long terme – en comparant les résultats de 1995 à ceux de 1998 –, aucun changement notable n'est enregistré quant à la solidarité manifestée par les membres de la communauté. Sweet établit ainsi que le sinistre du verglas a eu peu d'impact sur la cohésion sociale.

2.1.2 DÉFINITION

Si la très grande majorité des études portant sur la réaction des individus face à la catastrophe relèvent des domaines de la psychologie et de la psychiatrie, c'est à la sociologie toutefois que revient le mérite d'avoir soulevé le problème de la définition de la catastrophe¹⁹.

En effet, la définition du concept de catastrophe est loin de faire l'unanimité. La difficulté à définir la catastrophe tient, pour Oliver-Smith²⁰, à la complexité du phénomène, à la diversité des forces et des impacts en présence qui varient considérablement dans le temps et dans l'espace. Au fil des ans, les définitions ont mis tantôt l'accent sur les agents environnementaux ou les agents destructeurs, tantôt sur les critères de rupture physique et sociale, d'autres encore sur les perceptions culturelles plutôt que sur les impacts matériels réels. Il est d'autant plus difficile de définir ce concept que le terme qui y renvoie fait partie du vocabulaire quotidien qui peut aussi bien qualifier un gâteau raté qu'un ouragan. Il est difficile dans ces conditions d'atteindre une définition qui soit à la fois précise, claire et

¹⁹ A. Oliver-Smith, « "What is a Disaster ?" : Anthropological Perspectives on a Persistent Question », dans *The Angry Earth : Disaster in anthropological perspective*, New York, Routledge, 1999, p. 18-34. Aussi, le numéro de novembre 1995 de l'*International Journal of Mass Emergencies and Disasters* (vol. 13, n° 3) porte essentiellement sur ce sujet avec des articles de E.L. Quarantelli, C. Gilbert, W.R. Dombrowsky, G.A. Kreps, B.N. Porfiriev, T. Horlick-Jones et K. Hewitt.

²⁰ A. Oliver-Smith, « "What is a Disaster ?"... », p.19.

surtout simple. De plus, le concept s'est expansé au fil des années et, bien qu'il continue d'inclure des dimensions traditionnelles faisant référence à des événements de type environnemental, il englobe aujourd'hui des dimensions technologiques et sociopolitiques²¹.

Certains auteurs tiennent cependant à exclure les phénomènes sociaux tels que les crises économiques, les fermetures d'usine, et peut-être aussi des ratés de haute technologie, à moins qu'ils n'occasionnent des pertes humaines et matérielles²².

On peut définir un désastre en expliquant ce qu'est un désastre ou en énumérant ce qu'il fait, tout en omettant d'expliquer pourquoi il a lieu. Il faut alors cesser de confondre les conditions antécédentes et les conséquences subséquentes avec les caractéristiques du désastre. Plutôt, on doit tenter de cerner les définitions en termes de comportements d'un groupe à un moment et à un lieu précis. La perception d'une communauté et sa réponse deviennent alors les enjeux cruciaux de la définition du désastre²³.

Pour Éric Lepointe, la remarque de Quarantelli selon laquelle le terme « disaster » est l'un des plus spongieux de la langue anglaise²⁴, s'étend à toutes les langues. Pourtant, si en effet le français, qui emploie plutôt indifféremment les termes génériques de « catastrophe » ou de « désastre²⁵ », donne des définitions ouvertes et perméables à ces termes et à leurs synonymes, à savoir un bouleversement, un malheur effroyable et brusque, ou encore un événement funeste, leur évolution historique en revanche révèle un glissement quant à leur perception.

²¹ A. Oliver-Smith, « "What is a Disaster ?"... », p. 23.

²² G. Kreps, « Disaster as Systemic Event and Social Catalyst : a clarification of subject matter ». *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, nov. 1995, vol. 13, n° 3, p. 255-284.

²³ A. Oliver-Smith, « "What is a Disaster ?"... », p. 24.

²⁴ E.L. Quarantelli, *Human Behavior in Disaster*, Chicago, IIT Research Institute, 1973, p. 54, cité dans E. Lepointe, « Le sociologue et les désastres », p. 153.

²⁵ H. Denis souligne que la principale différence entre les deux termes est la soudaineté qui qualifie la catastrophe mais non le désastre (*Gérer les catastrophes*, p. 13.).

En français, l'étymologie du terme catastrophe est pour la première fois attestée en 1546²⁶, mais bien avant l'apparition du terme catastrophe, les locuteurs de la langue française ont d'abord employé, dans l'ordre, les mots « fléau » (XII^e siècle), « calamité » (1355), « sinistre » (début XV^e siècle), « désastre » (1544), puis « catastrophe » (1546), et enfin les termes « cataclysme » (1548) et « crise » (1690 pour l'extension non médicale). Le concept semble donc avoir évolué au gré des perceptions de l'origine du phénomène. On passe ainsi d'une intervention divine, le fléau – ce châtiment envoyé par Dieu –, à une interprétation scientifique, le désastre – (« sous une mauvaise étoile ») qui souligne les avancées de l'astronomie –, et enfin à une ingérence humaine, la crise qui, après avoir désigné une phase grave dans l'évolution des événements, prend une connotation sociale et politique au XVIII^e siècle.

Du reste, l'exercice de définition de la catastrophe qui la pose selon son origine est la plus classique. En 1993, H. Denis²⁷ en distinguait deux : les catégories d'origine divine, c'est-à-dire celles qui ont trait aux forces de la nature, et celles d'origine humaine qui incluent les tueries, les massacres aussi bien que les catastrophes technologiques. En 2002, ses catégories se précisent en ce qu'elles ne désignent non plus des responsables – Dieu ou les hommes –, mais plutôt les causes; elles sont donc désormais soit d'origine naturelle, soit d'origine technologique et parfois aussi anthropique²⁸. Cette dernière catégorie réunit la catastrophe d'origine individuelle (comme la tuerie de l'École Polytechnique de Montréal en décembre 1989) et celle d'origine sociale comme les guerres, le terrorisme et les affrontements religieux. La définition de la catastrophe qu'elle nous propose est la suivante :

« Un événement soudain, à faible probabilité qui, s'il survient, a des conséquences si importantes en pertes (humaines, matérielles,

²⁶ D'après le *Nouveau Dictionnaire étymologique et historique*, Éditions Larousse, 1971.

²⁷ H. Denis, *Gérer les catastrophes*, p. 9.

²⁸ H. Denis, *La réponse aux catastrophes*, p. 3.

financières, etc.) pour une collectivité donnée qu'il provoque des tensions dans le tissu social de cette collectivité²⁹. »

Le sociologue Éric Lepointe, pour sa part, adhère à la définition élaborée par C. Fritz dès 1961, à savoir :

« Le désastre doit être décrit comme la situation où un événement, concentré dans le temps et dans l'espace, fait subir à la communauté qui en est la victime des lésions telles qu'il en résulte un éclatement de la structure sociale et un empêchement de tout ou partie des fonctions sociales³⁰. »

Par ailleurs, la loi québécoise identifie le « sinistre » comme étant :

« Un événement grave, réel ou attendu prochainement, causé par un incendie, un accident, une explosion, un phénomène naturel ou une défaillance technologique, découlant d'une intervention humaine ou non, qui par son ampleur, cause ou est susceptible de causer la mort de personnes, une atteinte à la sécurité ou à leur intégrité physique ou des dommages étendus aux biens³¹. »

Nous retenons que les catastrophes sont des événements concentrés dans le temps et dans l'espace et sont dépeintes comme étant une exception, un déséquilibre qui entraîne de l'incertitude, du désordre, un empêchement des fonctions et un bouleversement social. Dans ce cadre, les catastrophes se distinguent des situations régulières qui possèdent un niveau de prévisibilité élevé. Elles s'en distinguent aussi par l'inefficacité des efforts déployés qui, aussi rapides soient-ils, ne peuvent modifier ni le cours ni l'impact de l'événement.

²⁹ H. Denis, *Gérer les catastrophes*, p. 13.

³⁰ E. Lepointe, « Le sociologue et les désastre », p. 158-159.

³¹ Gouvernement du Québec, *Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre*, 1993.

Et à cet effet, nous nous distançons de la définition juridique qui permet de qualifier un événement à venir de catastrophe (ou plutôt de « sinistre »), rendant ainsi inopérante la caractéristique d'imprévisibilité. Il est à noter que les événements à déploiement lent, comme la désertification et la déforestation par exemple – qui viennent complètement chambouler les paysages de certaines régions du monde, et qui sont, au sens humain, véritablement « catastrophiques » – sont exclus de la plupart des définitions de la catastrophe du fait de leur prévisibilité.

Il va de soi que le domaine d'action dans lequel œuvre l'auteur vient colorer sa définition de la catastrophe. Cependant, tous s'entendent pour dire que la catastrophe est rarement uniévénementielle. Une catastrophe d'origine naturelle, telle une tornade, peut venir endommager des barrages et ainsi entraîner une catastrophe technologique. À l'inverse, une catastrophe d'origine anthropique peut entraîner une catastrophe naturelle ou qui habituellement est d'origine naturelle. Par exemple, en plus de souffler une partie de la ville de Halifax, l'explosion en 1917 d'un bateau contenant des explosifs a causé un raz-de-marée de 13 m de haut qui a ensuite balayé la ville et est responsable, à lui seul, de 10 % des décès imputables à cet événement.

2.1.3 TROIS CATASTROPHES RÉCENTES AVEC LEURS SPÉCIFICITÉS

Les catastrophes majeures telles que le déluge du Saguenay et la tempête de verglas qui ont frappé le Québec ces dernières années sont aussi de type multiévénementiel.

Les pluies diluviennes qui surviennent au Saguenay à l'été 1996 sont à l'origine de la pire catastrophe que la région ait connue :

- inondations, ruptures de digues, glissements de terrain qui font 10 morts et 16 000 évacués;
- près de 600 résidences et 43 entreprises sont détruites;

- certaines industries comme les papetières de la région doivent fermer leur porte jusqu'à 6 semaines;
- ces fermetures provoquent la mise à pied de 1 500 travailleurs³².

C'est ainsi que, d'un côté, les gestionnaires des barrages tiennent la nature responsable des bris de leurs équipements, alors que, de l'autre côté, les environmentalistes et la population en général accusent les gestionnaires d'avoir contribué à l'envenimement de la situation.

La tempête de verglas de janvier 1998 a également une origine naturelle : trois tempêtes successives en autant de jours déposent des accumulations exceptionnelles et couvrent d'une chape de glace un territoire de près de 40 000 km². Le réseau de transport électrique québécois qui est aérien s'effondrera sous le poids de la glace, causant la panne d'électricité la plus importante de mémoire de Québécois. C'est le début de la catastrophe technologique qui touchera 3,5 millions de personnes, soit la moitié de la population du Québec et qui mettra, en certains endroits, jusqu'à un mois pour retrouver l'électricité. La catastrophe fait 30 morts.

Un peu plus loin, soit en août 1988, à Saint-Basile-le-Grand, un incendie dans un entrepôt de transformateurs usés contenant environ 3 800 barils de BPC force l'évacuation de plus de 6 000 personnes pour une durée de 18 jours, jusqu'à ce qu'un comité d'experts internationaux se prononce sur la nocivité de l'incendie sur la santé³³. Cet exemple que l'on peut mettre sans aucun doute au compte des catastrophes d'origine technologique et de l'incurie humaine dépend toutefois d'un phénomène naturel incontrôlable pour sa propagation, le vent. En effet, c'est la direction et la vitesse du vent poussant le panache de fumée toxique qui déterminera la zone d'évacuation. Il serait toutefois exagéré de dire que le facteur nature a ici aggravé la catastrophe technologique. La catastrophe n'a fait aucune victime directe.

³² Les données sont tirées de H. Denis, *La réponse aux catastrophes*, p. 285.

³³ D'après H. Denis, *La réponse aux catastrophes*, p. 297.

Ce dernier exemple permet, d'une part, de mettre en relief les ressemblances et les différences qui existent entre ces catastrophes et, d'autre part, d'illustrer que pour bien délimiter la catastrophe, il est nécessaire d'ajouter à la définition et à la détermination de l'origine, d'autres variables. Celles qui nous intéressent, inspirées de la typologie de R. Dynes³⁴, ont trait à la soudaineté, la visibilité, l'étendue spatiale, à l'étendue temporelle, à l'étendue humaine, aux pertes et aux conditions de retour, qui participent toutes à la prise de conscience de la catastrophe.

■ **La soudaineté**

C'est lors de la catastrophe du Saguenay que la soudaineté s'est le mieux exprimée. Si les pluies diluviennes des jours précédant les inondations ont éveillé les citoyens à la possibilité d'un danger, la vitesse avec laquelle l'eau a envahi les résidences et affouillé les terrains suppose un événement soudain et a forcé à une évacuation rapide. Bizarrement, dans le cas de l'incendie de Saint-Basile, alors que le feu s'est propagé rapidement, c'est la signification du danger qui a mis du temps à être connue. Quant à la tempête de verglas, l'élément de soudaineté n'y a pas joué de rôle dans la perception de la catastrophe pour plusieurs raisons. D'une part, la tempête de verglas a duré plusieurs jours, de sorte que la glace s'est progressivement accumulée et non de façon soudaine, ensuite parce que le verglas est un phénomène courant au Québec en hiver; d'autre part, les pannes de courant subséquentes sont aussi un phénomène commun et si elles surviennent inévitablement brusquement (l'action d'une interruption électrique est toujours immédiate), elles ont pour effet d'interrompre toute activité, de plonger les lieux dans le noir et le silence et non de provoquer des perturbations violentes. Ainsi privées de chauffage, les résidences se sont graduellement refroidies. Le rôle que joue la

³⁴ R.R. Dynes, *Organized Behavior in Disaster*, Lexington (Mass.), D.C. Heath, 1970, p. 52-55. Dynes retient cinq variables : la prévisibilité, la soudaineté, le temps d'alerte, l'étendue de l'impact et la durée de l'urgence.

soudaineté est important dans la prise de conscience de la catastrophe, car plus vite on perçoit le danger, plus vite on y répond.

■ *La visibilité*

La visibilité joue un peu le même rôle de révélateur que la soudaineté. Plus la perturbation est visible, plus on a d'éléments pour juger de la gravité de la situation. La catastrophe est en effet souvent associée à un paysage ravagé. Au Saguenay, les inondations dévastent les rives sur des kilomètres, des centaines de maisons dérivent, s'effondrent tels des châteaux de cartes ou sont englouties. Les résidents ne peuvent échapper à la réalité de cette vision. Au surplus, une image héroïque émerge, celle d'une petite maison blanche qui résiste, bien solide sur ses fondations alors que de part et d'autre des torrents dévalent et s'échappent par ses ouvertures. Au contraire, les paysages de janvier 1998 sont féériques lors de la tempête de verglas. Le spectacle de givre et lumière qu'offre la nature a fait dire à plus d'un qu'il ne pouvait s'agir d'un sinistre car beauté ne rime pas avec catastrophe. Toutefois, cette vision enchantée est contrebalancée par un autre spectacle étrange, l'effondrement en cascade de pylônes et de poteaux électriques. C'est ce dernier qui révélera l'ampleur de la catastrophe à la population. Enfin, l'incendie de Saint-Basile laisse voir des flammes et peut-être un peu de fumée vite endiguées, mais dans l'ensemble c'est une catastrophe invisible puisque ni le paysage, ni les résidences ne sont visiblement affectés. Lorsque les catastrophes laissent des traces dans la nature, elles en laissent dans les mémoires. Celles-ci ne tarderont pas à investir ces images d'une valeur symbolique. L'image de la petite maison blanche du Saguenay en viendra à symboliser la résistance de la population devant l'adversité. Celle de l'effondrement des pylônes en cascades symbolisera par ailleurs la vulnérabilité de la population devant une source unique d'approvisionnement électrique.

■ **L'étendue spatiale, temporelle et humaine**

L'étendue spatiale des catastrophes du verglas et du Saguenay est bien délimitée. En revanche, celle de Saint-Basile, par son absence de frontières pose plusieurs problèmes. Mis à part le site de l'incendie et les alentours immédiats, la zone « sinistrée » est d'abord déterminée par les vents qui essaient le panache de fumée toxique, puis par l'arbitrage d'experts qui détermineront d'après les analyses des dépôts toxiques qu'une zone est contaminée, mais qu'une autre à quelques mètres plus loin, est sécuritaire. La nature du lieu touchée est aussi d'une grande importance (domaine végétal ou domaine construit, site rural ou site urbain) dans la complexité de l'étendue spatiale de la catastrophe. L'étendue temporelle de son côté doit être découpée en phase pour être pleinement appréciée. Pour Saint-Basile, la durée totale de l'origine de la catastrophe, soit l'incendie, a été d'environ 7 heures, mais la durée de la phase relative aux conséquences de la catastrophe demeure une inconnue. Officiellement elle se termine lorsque l'ordre d'évacuation est levé, 18 jours plus tard, mais un an après la catastrophe, au vu des résultats préliminaires d'analyses sur les petits mammifères, les résidants sont toujours accablés par les doutes sur leur santé³⁵ et sur la qualité globale de leur habitat. Dans le cas de la catastrophe du Saguenay, la phase à l'origine de la catastrophe, soient les inondations, est clairement délimitée et la durée est condensée; alors que la phase de l'après-catastrophe variera selon les conditions personnelles de chaque sinistré. La catastrophe du verglas est elle-aussi bien délimitée puisqu'elle commence avec l'interruption du courant électrique et qu'elle prend fin avec le rétablissement électrique. Mais dans ce cas, c'est précisément l'étendue temporelle – la durée des pannes et la période de l'année à laquelle elles surviennent, qui a transformé la panne électrique en une catastrophe. Enfin, il est important de souligner que c'est avec l'étendue spatiale que l'on mesure la portion de la population visée. Une

³⁵ A. Noël, « Les BPC de Saint-Basile : colère et impuissance de la population », *La Presse*, 8 juin 1989, A12; « Niveaux étonnants de contamination chez les animaux capturés à Saint-Basile », *La Presse*, 3 août 1989, A1; et « Un an après Saint-Basile. Août 1988 : le Québec en état de choc », *La Presse*, 19 août 1989, A1.

situation sera perçue d'autant plus mauvaise qu'elle touchera un nombre important de personnes. Aussi du point de vue strictement social, la catastrophe la plus importante – c'est-à-dire celle qui a touché plus de gens – est, de loin, celle du verglas.

■ ***Les pertes et les conditions de retour***

Dans la plupart des cas, ce sont l'importance des pertes qui détermineront les conditions de retour. Les pertes peuvent être d'ordre matériel ou immatériel; elles sont souvent les deux à la fois. Les pertes dépendent donc de l'évaluation subjective de chacun, ce qui explique que les conditions de retour varient d'une personne à l'autre pour la même catastrophe. Précisons que par conditions de retour, l'on désigne autant la rapidité avec laquelle le foyer retrouve toutes ses fonctions, que les conditions de retour à une vie normale qui s'apparentent aux conditions d'avant la catastrophe. Aussi, plus les pertes sont grandes, comme au Saguenay par exemple, plus les conditions de retour sont difficiles, voire impossibles, alors que des pertes immatérielles, comme la confiance en l'environnement telle que vécue à Saint-Basile, ou encore la confiance dans un réseau d'infrastructure dans le cas du verglas, commandent des conditions de retour rapide mais non un retour aux conditions d'avant la catastrophe.

Ce bref survol des caractéristiques de quelques catastrophes survenues au Québec montrent bien que les catégories ou les définitions nous révèlent peu de chose sur l'événement même puisque son contexte rend chaque catastrophe unique, mais que l'analyse des différentes caractéristiques peut nous aider à cerner ce contexte. Toutefois, des caractéristiques comme la magnitude de l'événement, le nombre de personnes sinistrées et l'étendue des pertes matérielles seraient les principaux

aspects au cœur des prises de conscience sociale qui surviennent après une catastrophe³⁶.

Pour les sociologues et les anthropologues, les catastrophes servent en outre à repenser l'ordre des valeurs et agissent à titre de révélateur de ces valeurs³⁷. De toutes les catastrophes, celles de grande magnitude comme la tempête de verglas, qui touchent des millions de personnes dans leur quotidien seraient ainsi les plus propices à révéler les pratiques de l'habiter.

³⁶ S.M. Hoffman, « After Atlas Shrugs : Cultural change or persistence after a disaster », dans Oliver-Smith et Hoffman, *The Angry Earth*, p. 305.

³⁷ S.M. Hoffman, « After Atlas Shrugs », dans Oliver-Smith et Hoffman, *The Angry Earth*, p. 304.

2.2 LES TEMPORALITES

Le cadre d'analyse qu'offre la catastrophe est celui d'un processus. À l'instar d'autres champs d'études de l'aménagement, comme celui de l'étalement urbain par exemple, la catastrophe se présente comme une suite de phénomènes spatio-temporels. Étudier ce processus implique de recourir à la notion de changement et par conséquent à la prise en compte du temps : « It is impossible to study processes in physical environment independently of time although timeless and timebound approaches have been distinguished³⁸ ». Pour éclairer ce processus nous verrons d'abord comment les dimensions du temps – la chronologie et la chronométrie, c'est-à-dire la succession et la durée des événements – contribuent à la structure de la catastrophe, puis comment les différentes familles du temps – le temps objectif, le temps subjectif et le temps relatif – modulent notre perception de ces phénomènes.

2.2.1 DIMENSIONS

CHRONOLOGIE

Pour décrire et comprendre la catastrophe de façon systématique, le découpage en phases temporelles semble, pour plusieurs auteurs, la manière la plus simple et la plus appropriée d'en décortiquer toute la complexité. Le cycle catastrophique se compose de trois grandes phases diachroniques – l'avant-catastrophe, la catastrophe et l'après-catastrophe – qui se subdivisent à leur tour en d'autres séquences. Selon le type de catastrophe, ces subdivisions seront plus ou moins nombreuses.

Comme le fait remarquer Hélène Denis, ces phases ne sont pas nécessairement nettement découpées et peuvent se chevaucher à l'occasion. Certaines peuvent

³⁸ D. Gregory et J. Urry, *Social Relations and Spatial Structures*, New York, St-Martin's Press, 1985, p. 112.

même, une fois terminées, reprendre : le nettoyage des plages à la suite d'un naufrage de pétrolier par exemple. Il y aurait donc, selon Denis, « un temps social pour ces phases, différent du temps entendu au sens strict³⁹ ».

- Ainsi, l'avant-catastrophe peut comprendre différents « moments ». Pour Denis, cependant, il s'agit en fait d'un seul moment soit la phase prodromique qui « rappelle que chaque catastrophe a une histoire⁴⁰ ». Pour Lepointe, au contraire, il y en a plusieurs : le *statut quo ante* qui décrit les conditions préexistantes au désastre, puis l'alerte qui se développe à partir des indices du danger et finalement les mesures associées comme l'évacuation ou le confinement⁴¹. Pour Denis, ces deux derniers moments font plutôt partie de la phase catastrophe à proprement parler.
- La catastrophe comprend donc, pour cette auteure, l'alerte, la mobilisation, l'acheminement des secours, l'évacuation ou le confinement; alors que Lepointe distingue ici entre l'impact et l'immédiat post-impact.
- Enfin l'après-catastrophe couvre de façon unanime la restauration, la stabilisation ou la normalisation à long terme. Cette phase peut également être le prélude à une autre catastrophe si, comme ce fut le cas à Saint-Basile⁴², les conditions en place demeurent les mêmes que celles qui ont conduit à la catastrophe.

³⁹ H. Denis, *La réponse aux catastrophes*, p. 18.

⁴⁰ H. Denis, *La réponse aux catastrophes*, p. 18.

⁴¹ E. Lepointe, « Le sociologue et les désastre », p. 165.

⁴² En 1992, trois ans après l'incendie de Saint-Basile, les conditions d'entreposage des BPC de l'endroit étaient inchangées, au grand dam de la population locale, d'après H. Denis, *Gérer les catastrophes*, p 32.

CHRONOMÉTRIE

Le découpage du cycle catastrophique sur un horizon chronologique ne saurait être complet sans la durée, sa dimension complémentaire. La durée, qui mesure la longueur d'un événement ou l'écart entre deux événements, continue de se préciser au fur et à mesure que nos instruments se raffinent pour découper le temps « en unités toujours plus petites (les minutes et les secondes ne furent définies qu'au XIV^e siècle!)⁴³ ». La nécessité de définir des unités de temps toujours plus petites vient en parallèle avec le nombre d'événements toujours plus grand que l'on peut réaliser dans ce cadre de temps, en d'autres termes, il s'agit de mesurer la vitesse ou l'accélération. Mais, comme le fait remarquer Paul Virilio, il n'y a pas d'acquis sans perte et à trop vouloir gagner de temps, on perd l'espace; aussi, « quand on inaugure un TGV, on perd le paysage »⁴⁴. A contrario, l'arrêt du temps nous permet de découvrir ce paysage. C'est précisément ce que nous procure la catastrophe : un arrêt, un paysage, une rupture du temps, une dislocation de la routine⁴⁵ et une amplification du présent.

On peut dire du temps chronologique qu'il est un temps linéaire. En ce sens il donne prise aux considérations physiques de la thermodynamique qui nous apprenait au XIX^e siècle que le temps est fléché, c'est-à-dire irréversible⁴⁶. C'est ainsi que le paysage se transforme au fil des années bien que les années (la succession des saisons) nous ramènent les mêmes phénomènes naturels – par exemple l'apparition des feuilles dans les arbres, leur développement, le changement de leur couleur et enfin leur chute. Le temps est un « façonneur » de paysage⁴⁷.

⁴³ E. Klein, *Le Temps*, p. 25.

⁴⁴ P. Virilio, *Cybermonde, la politique du pire*, Paris, Textuel, 1996, p. 34.

⁴⁵ G.A. Kreps rappelle que la catastrophe est un événement concentré dans le temps et dans l'espace; que de ses quatre dimensions, deux ont trait au temps soit la durée de l'avertissement et la durée de l'impact, une se rapporte à l'espace soit l'étendue de la catastrophe et la dernière, la magnitude, aux conséquences sur la société et l'ampleur des dommages. G.A. Kreps, « Disaster as Systemic Event and Social Catalyst », p. 256, 259.

⁴⁶ I. Prigogine et I. Stengers, *La Nouvelle Alliance*, Paris, Gallimard, 1986, p. 269-271.

⁴⁷ Voir P. Jacobs, « Playing with time », *Studies in the History of Gardens and Designed Landscapes*, automne 2000, vol. 20, n° 4, p. 1-15.

2.2.2 LES FAMILLES DE TEMPS

Les philosophes jusqu'à récemment ont divisé le temps en deux familles que l'on voulait opposées et complémentaires à la fois : d'une part le temps objectif, celui dont il vient d'être question ci-dessus, c'est-à-dire le temps social, le temps universel; d'autre part le temps subjectif, le temps individuel, celui qui paraît long ou celui qui file, celui dont on a vraiment conscience⁴⁸. La production du temps est à la fois collectif et individuel, comme le récit de vie est à la fois histoire singulière mais comprise dans un contexte social⁴⁹; le subjectif de l'individu et l'objectif du groupe.

Dans un autre domaine, mais dans le même ordre de pensée, l'on sait depuis Einstein que le temps n'est plus une donnée indépendante de l'espace. Le monde des événements physiques est à quatre dimensions; il est composé d'événements individuels dont chacun est déterminé par quatre nombres, à savoir trois coordonnées d'espace et une coordonnée de temps. Le temps est ainsi une coordonnée complémentaire permettant un positionnement plus précis d'un phénomène, car si un phénomène peut reprendre ses coordonnées d'espace, il ne peut cependant reprendre sa coordonnée de temps. Le phénomène se transforme, il évolue; c'est ainsi qu'on dit du phénomène qu'il génère sont temps et son espace⁵⁰. C'est là où s'opposent les philosophes et les physiciens. Pour les premiers, le temps existe en dehors de toute expérience, alors que pour les seconds le temps ne peut exister en dehors de l'événement⁵¹. Le temps n'est plus absolu, il est relatif.

Ces vues sur le temps montrent que la façon de penser le temps varie selon les contextes, l'élaboration des recherches et qu'il est plus prudent de parler désormais de la pluralité des temps. Pour Pomian, il ne s'agit pas d'une « pluralité apparente et

⁴⁸ A. Adde, *Sur la nature du temps*, Paris, PUF / Perspectives critiques, 1998, p. 5-6.

⁴⁹ H. Gumuchian et C. Marois, *Initiation à la recherche en géographie : Aménagement, développement territorial, environnement*, Montréal, PUM, 2000, p. 340-341.

⁵⁰ A. Adde, *Sur la nature du temps*, p. 28; E. Klein, *Le temps*, p. 44.

⁵¹ A. Adde, *Sur la nature du temps*, p. 29.

derrière laquelle on doit toujours découvrir un temps supposé le seul vrai, mais d'une pluralité réelle et irréductible, et qu'il faut accepter telle quelle⁵² ». La pluralité des temps peut également être entendue au sens d'addition des temps subjectifs de chaque individu. Dans le contexte de la catastrophe, cette addition aurait d'autant plus d'impact qu'elle serait concentrée *dans le temps* et ne manquerait pas d'imprimer un mouvement de changement au temps collectif.

Ce détour par la relativité nous permet d'aborder un autre phénomène qui, dans l'appréciation et l'évaluation des catastrophes, posait le problème de la permanence. Si l'espace, pas plus que le temps, n'est absolu, comme nous le révèlent les physiciens, la permanence ne peut s'apprécier qu'en mouvement, et du coup il ne s'agit plus de permanence fixe et immuable, mais bien d'une permanence fluide en relation avec les événements et la continuité. C'est une permanence qui se charge d'absorber les chocs, grands et petits, du quotidien ou de l'exceptionnel. Aussi serait-il normal que la catastrophe, avec sa force d'impulsion, transporte sur une longue période de temps toutes ses retombées dont plusieurs rejailliront sur les valeurs et les fonctions de l'habitation.

⁵² K. Pomian, *L'Ordre du Temps*, Paris, Gallimard, 1984, p. 349.

2.3 LES PRATIQUES DE L'HABITER

En mettant l'accent sur les défaillances des fonctions du logement, les besoins non satisfaits des habitants et sur leurs modes de vie contrariés, les pratiques de l'habiter que la catastrophe donne à observer nous font prendre conscience de la place qu'elles occupent et de la valeur que les sinistrés leur accordent.

Afin de mieux comprendre le rôle des pratiques, il faut avant tout discerner ce que chacune des notions de l'habiter, des fonctions, des besoins, des valeurs et des modes d'habiter recèlent.

2.3.1 L'HABITER

Les termes qui renvoient à la notion d'occupation de l'espace sont nombreux et les distinctions sont parfois ténues : à preuve, les mots de même racine que sont l'habitat, l'habitation, l'habitable et l'habiter peuvent tous désigner la demeure. De tous ces termes, l'habitat est celui qui couvre le « territoire » le plus vaste : tantôt architectural, tantôt urbanistique ou tantôt écologique, sa portée est même plus étendue en français qu'en anglais puisqu'il correspond également à certaines caractéristiques des termes « housing » et « settlement⁵³ ».

L'emploi nominal du mot habiter au sens de « dwelling » n'est pas attesté par les dictionnaires généraux, quoique son usage dans les textes spécialisés soit fréquent⁵⁴. Ce terme exprime, comme son dérivé adjectival « habité » une vie intérieure intense. Il enrichit donc la notion de demeure d'une caractéristique quasi mystique. Ces deux pôles du registre de l'habitation opposent pour certains « toute

⁵³ OLF, *Le grand dictionnaire terminologique*, à l'article « habitat ».

⁵⁴ Par exemple : M. Clavel « Éléments pour une nouvelle réflexion sur l'habiter », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. 72, 1982, p. 17-32; P. Serfaty-Garzon, *Psychologie de la maison*, Montréal, Méridien, 1999; J.-Y. Authier (dir.), *Du Domicile à la Ville*, Paris, Economica-Anthropos, 2001.

la richesse sémantique et imaginative de l'habiter par rapport à la sécheresse fonctionnelle de l'habitat⁵⁵ ».

L'habitation pour sa part se situe entre ces deux pôles. Son registre est plus neutre et elle désigne plus généralement « le lieu où vit l'homme, seul ou avec sa famille »⁵⁶. C'est toutefois cette neutralité qui fait dire à Clavel qu'elle se rapproche de l'habitat, alors que la maison et la demeure s'apparentent à l'habiter. L'espace habité sera donc désigné ici indifféremment par les termes de logement, résidence, demeure, domicile, habitation et aussi par maison, car « tout espace vraiment habité porte l'essence de la notion de maison »⁵⁷.

2.3.2 LES BESOINS, LES FONCTIONS, LES VALEURS

Besoins

La théorie des besoins (parfois appelée la pyramide des besoins) telle qu'établie par le psychologue américain Abraham Maslow⁵⁸ identifie cinq besoins influençant la motivation des individus et le comportement humain : les besoins physiologiques, les besoins de sécurité, d'attachement, d'estime et d'auto-réalisation.

Les premiers besoins, les besoins physiologiques, concernent les besoins essentiels à la survie, comme l'air, l'eau, la nourriture nécessaires au maintien et au développement de la vie. En deuxième lieu, vient le besoin de sécurité tel que l'abri contre l'agression extérieur, contre l'intégrité de sa personne, contre le chaos. Le troisième besoin est celui de l'attachement (« belongingness and love needs ») ou le besoin de relations sociales, c'est-à-dire le besoin des autres, des amis, de la famille, de la communauté, le besoin d'avoir des racines. Le quatrième besoin a trait

⁵⁵ M. Clavel, « Éléments pour une nouvelle réflexion sur l'habiter », p. 18.

⁵⁶ OLF, *Le grand dictionnaire terminologique*, à l'article « habitation ».

⁵⁷ G. Bachelard, *La poétique de l'espace*, Paris, PUF/Quadrige, 1957, p. 24.

⁵⁸ A. H. Maslow, *Motivation and Personality*, 1970.

à l'estime, l'estime de soi et l'estime des autres, au désir d'accomplissement, de maîtrise, d'indépendance et de liberté et aussi au désir de prestige, d'avoir un statut dans la société. Enfin, le cinquième besoin, le besoin d'auto-réalisation, veut qu'un individu accomplisse ce pour quoi il est doué, qu'il exprime ses talents et qu'il profite au maximum de sa créativité⁵⁹.

Maslow stipule que les besoins s'expriment de façon progressive selon un ordre hiérarchique : au fur et à mesure que les besoins de premier niveau sont satisfaits, d'autres besoins surgissent. Ainsi, les besoins physiologiques seraient des besoins de premier niveau qui, lorsque comblés, laisseraient libre cours à l'expression des besoins de deuxième niveau soit le besoin de sécurité et ainsi de suite. Pour Lewis et Fontaine⁶⁰, les quatre premiers besoins seraient des besoins par déficit pour combler quelque chose que nous n'avons pas. Le besoin d'auto-réalisation serait un besoin d'un tout autre ordre que peu de personnes réussissent à satisfaire en raison, notamment, du temps consacré à satisfaire les besoins par déficit.

L'intérêt que la théorie de Maslow a suscité, notamment chez les économistes où elle a été utilisée pour prédire le développement non plus des individus, mais des nations⁶¹ s'explique par son caractère universel voulant que d'une culture à l'autre, cette classification soit la même. Ainsi les sociétés seraient beaucoup plus semblables que dissemblables et les différences les plus criantes entre deux groupes ne seraient que superficielles et non profondes. Pour Hagerty, les cinq besoins de Maslow réussissent à donner un nouvel essor à la théorie du développement économique traditionnelle en élargissant son champ d'observation. Les indicateurs retenus par Hagerty sont, pour les besoins physiologiques, l'apport quotidien en calories par personne et le PNB; pour le besoin de sécurité, l'espérance de vie, le taux d'homicide...; pour le besoin d'attachement, le taux de divorce et le taux de mortalité infantile...; pour le besoin d'estime, les droits politiques et la place

⁵⁹ A. H. Maslow, *Motivation and Personality*, chap. 4.

⁶⁰ K.J. Lewis et N. Fontaine, *La hiérarchie des besoins selon Abraham Maslow*.

⁶¹ M.R. Hagerty, « Testing Maslow's Hierarchy of Needs : National Quality-of-Life Across Time », *Social Indicators Research*, vol. 46, 1999.

de la femme dans la main d'œuvre; et enfin pour le besoin d'auto-réalisation, l'inscription à l'éducation supérieure qui encouragerait la créativité et la transmission des connaissances. Ces exemples démontrent la grande possibilité d'application de cette théorie.

Dans le domaine de l'habitation, pour ajouter aux exemples déjà mentionnés par Maslow, les *besoins physiologiques* pourraient se rapporter à l'abri contre les intempéries, le froid; le *besoin de sécurité* à celui d'abri contre l'agression extérieure, le bruit, les odeurs, le chaos, contre l'intégrité de sa personne et les dangers pour la santé⁶²; le *besoin d'attachement* ou de *relations sociales* aurait trait à la socialisation, à la communication, à l'épanouissement de la personne et des membres de la maisonnée, à l'enracinement; le *besoin d'estime* pourrait faire cas de l'identité, du besoin d'indépendance des personnes à l'intérieur du logement, de l'intimité et aussi au désir de prestige, d'être bien considéré⁶³; le *besoin d'auto-réalisation* pourrait correspondre à l'appropriation de l'espace, au désir d'accorder son espace à sa personnalité, etc.

En outre, les besoins varieraient au fil des années en fonction du cycle de vie des résidants. D'après Michelson, pour bien identifier les besoins des résidants, il faut connaître leurs pratiques dans leur environnement résidentiel à un moment déterminé. Pour Chombart de Lauwe, « le besoin n'est pas lié seulement à un état de nécessité. Il suppose une fin consciente ou non. Pour y répondre nous voyons apparaître une fonction.⁶⁴ »

⁶² W. Michelson, *Environmental Choice, Human Behavior, and Residential Satisfaction*, New York, Oxford University Press, 1977, p. 21-23.

⁶³ P.-H. Chombart de Lauwe, *Des hommes et des villes*, p. 96; Michelson, *Environmental Choice...*, p. 21-23.

⁶⁴ P.-H. Chombart de Lauwe, *Des hommes et des villes*, p. 97.

Fonctions

Les fonctions de l'habitation sont multiples et si les nomenclatures varient d'un auteur à l'autre et surtout d'un pays à l'autre, il se dégage néanmoins un consensus autour de certaines d'entre elles. Aussi, de façon spécifique trois fonctions seraient plus communément admises, soient celles d'abri, d'espace et de localisation⁶⁵. L'abri fournit non seulement une protection contre les éléments climatiques, mais aussi contre des agents extérieurs comme les intrus, les bruits et les odeurs. La fonction d'espace rend possible la performance des activités des résidants. Enfin, la fonction de localisation fournit la structure de base à la communication, à l'accessibilité, aux relations, en plus d'avoir force de symbole en reflétant le statut social de l'individu.

La fonction d'abri ou de protection individuelle⁶⁶, renvoie principalement au cadre architectural du domicile. La fonction d'espace est constituée d'éléments immuables (superficie du logement, nombre de pièces, etc.), d'éléments fixes (comme les équipements électriques, de plomberie, etc.) et d'éléments semi-fixes (comme les meubles, les accessoires) qui servent de support à la tenue d'activités⁶⁷. Enfin, la fonction de localisation invoque un cadre de référence plus grand que celui du domicile, en l'occurrence, le quartier et la communauté en révélant des informations sur l'identité de ses habitants⁶⁸.

À ces fonctions, s'ajoute ainsi celle d'identification. De fait, plusieurs chercheurs voient en l'habitat un élément qui forge l'identité de ses habitants en établissant une relation réciproque entre l'individu et sa demeure⁶⁹. En s'investissant dans leur domicile, les habitants développent des sentiments profonds à son égard qui, à leur tour, contribuent au développement du sentiment d'appartenance à un quartier, un groupe ou une communauté. En outre, le domicile et le quartier révèlent des

⁶⁵ F. Grünfeld, *Habitat and habitation*, Amsterdam, Samsom – Sijthoff, 1970, p. 4.

⁶⁶ Désignation reprise notamment par Grünfeld et Chombart de Lauwe.

⁶⁷ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, « Redéfinition de l'habitat et santé mentale des sinistrés suite à une inondation », p. 76.

⁶⁸ J.-Y. Authier, *Du domicile à la ville*, p. 6.

⁶⁹ Voir Grünfeld (1970), Lawrence (1987) et Rapoport (1982).

informations sur le statut (classe sociale et mode de vie) des résidants et, partant, sur leur personnalité et sur l'image qu'ils veulent transmettre⁷⁰.

L'habitation possède de nombreuses autres fonctions : les fonctions de socialisation et d'intégration sociale, d'orientation des comportements individuels et l'éducation, de même que d'extension ou de prolongement de l'individu⁷¹. D'un certain point de vue, ces fonctions sont en quelque sorte des subdivisions des fonctions d'abri, d'espace et de localisation. Par exemple, comme le souligne Rapoport⁷², les indices que révèlent le seuil d'une demeure (mobilier, disposition, éclairage, bruits, odeurs, etc.) orientent le comportement de ceux qui le franchissent. Cette fonction d'orientation des comportements participe à la fois des fonctions plus larges d'abri, d'espace et de localisation en nous renseignant sur le type d'abri dont il s'agit – comment s'y protège-t-on contre les autres, contre les bruits, les odeurs – sur le type d'activités que l'on y pratique et sur la personnalité et le statut des habitants.

Lorsque les fonctions d'un domicile cessent de répondre aux besoins de base, on assiste à des altérations de la santé physique et mentale ainsi qu'à une diminution de la qualité de vie réelle ou désirée des individus⁷³.

Les fonctions, pas plus que les besoins, ne sont observables directement. Les médiations nécessaires à leur dévoilement participent de plusieurs stratégies. Toutefois lorsqu'il est question de catastrophe, leur nombre semble se concentrer. En réalité les besoins et les fonctions ne sont peut-être que réorganisés selon des priorités différentes, ce qui laisse néanmoins entrevoir la valeur qu'on leur accorde.

⁷⁰ F. Grünfeld, *Habitat and habitation*, p. 6.

⁷¹ P.-H. Chombart de Lauwe, *Des hommes et des villes*, p. 111.

⁷² A. Rapoport, *The Meaning of the Built Environment*, 1982.

⁷³ P.-H. Chombart de Lauwe, *Des hommes et des villes*, p. 111 et D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, « Redéfinition de l'habitat et santé mentale des sinistrés suite à une inondation » *Santé mentale au Québec*, 2000, vol. XXV, n° 1, p. 75.

Valeurs

Les valeurs révèlent les préférences des individus, les motifs profonds sur lesquels se fondent leurs jugements, leurs espoirs et leurs angoisses⁷⁴. Toutefois, elles s'inscrivent dans une perspective plus large que le paysage personnel puisqu'elles sont forgées par la culture⁷⁵, c'est-à-dire dans l'espace où le niveau individuel rencontre le niveau social. Elles se traduisent par des demandes qui, à leur tour, entraînent des attitudes et des comportements vis-à-vis de l'environnement. Celui-ci offre alors des opportunités et des contraintes facilitant ou faisant obstacle à leur satisfaction. Mais avant tout, en montrant les préférences, elles organisent de manière hiérarchique les fonctions et les besoins en évaluant leur degré de satisfaction et d'efficacité, mais surtout de désirabilité; et en ce sens, elles les mettent en relief.

En outre, l'ensemble de ces facteurs – les besoins, les fonctions et les valeurs – évolue en permanente interaction, « sans qu'il soit possible d'identifier des liens de causalité certaine et permanente⁷⁶ ». Le mode de vie serait précisément le compromis qui permettrait aux valeurs de s'optimiser.

2.3.3 L'HABITATION ET LES MODES D'HABITER

Comme sous-ensemble des modes de vie, les modes d'habiter désignent l'ensemble des comportements, des attitudes et aussi des usages ou des activités qui prennent place dans l'univers résidentiel. Ils sont basés sur des valeurs, des normes, des motifs qui sont déterminés culturellement et qui deviennent manifestes dans des manières de faire et d'être⁷⁷. Au niveau macro-culturel, ils désignent les manières de vivre d'une population donnée, par exemple le mode d'habiter urbain ou le mode

⁷⁴ H. de Jouvenel, « Des valeurs aux modes de vie », *Les Cahiers français*, n° 232, juillet-septembre 1987, p. 56.

⁷⁵ R. J. Lawrence, « What Makes a House a Home ? », *Environment and Behavior*, vol. 19, n° 2, mars 1987, p. 156.

⁷⁶ H. de Jouvenel, « Des valeurs aux modes de vie », p. 56.

⁷⁷ F. Grünfeld, *Habitat and habitation*, p. 5.

d'habiter rural. Au niveau méso-culturel, l'appartenance à un groupe comme la famille par exemple, ou une communauté plus large, vient façonner des manières de faire spécifique à ce groupe.

En réalité, il s'agit des mêmes modes d'habiter puisque tous deux puisent dans le même « catalogue ». L'image linguistique de l'opposition langue/parole peut éclairer cette distinction. La langue est sociale dans son essence et indépendante de l'individu; elle existe dans et par la collectivité. La parole est la contrepartie individuelle de la langue, c'est un acte de volonté individuel qui exprime le côté exécutif de la langue, car l'exécution n'est jamais le fait de la masse, elle est toujours individuelle⁷⁸. Aussi, les modes d'habiter adoptés par les individus ne font sens que s'ils appartiennent aux modes d'habiter d'un corps social qui reconnaît cet individu comme membre de sa communauté. De la même manière, des modes d'habiter qu'aucun individu n'adopterait seraient d'office éliminés de l'inventaire collectif des modes d'habiter.

Les modes d'habiter sont donc en quelque sorte un moyen de communication, car c'est par eux que se manifeste l'appréciation de l'habitation et des paysages et par eux que les pratiques se les approprient. De nombreux facteurs sont susceptibles d'influencer les pratiques de l'habiter de manière déterminante. Une lecture des modes d'habiter en « invoque généralement trois types : (1) les facteurs psychologiques, qui regroupent les habitudes prises dès l'enfance tant au niveau de l'individu que du groupe familial; (2) les facteurs environnementaux qui caractérisent l'habitat, généralement réduit à la taille de l'unité d'habitation et au type de logement; et (3) les facteurs socioculturels, qui réfèrent au système de normes et de valeurs caractérisant le groupe social auquel il appartient⁷⁹. C'est dans cette dernière catégorie que logent les dimensions socio-démographiques comprenant l'âge, le sexe, la structure des ménages, la classe sociale et les croyances religieuses. Par

⁷⁸ F. de Saussure, *Cours de linguistique générale*, Lausanne, Payot, 1972.

⁷⁹ J.-Y. Authier, *Du domicile à la ville*, p. 76.

conséquent, les modes d'habiter, au contraire des besoins, des fonctions et des valeurs, sont observables.

Pour connaître ces modes de vie, l'aménagiste dispose de certains moyens : il peut d'abord miser sur sa propre expérience puisqu'il est lui-même membre d'une communauté et un consommateur d'espace; ensuite lorsqu'il a le privilège de travailler directement avec ses clients, il peut les interroger sur leurs besoins et leurs aspirations; et enfin, il dispose d'analyses comme des études sociales, économiques et démographiques, des statistiques de recensement, etc., qui dessinent les traits de la société de demain. Par exemple, le vieillissement de la population, la modification du groupe domestique, la progression du travail des femmes, ou la réduction du temps de travail sont des tendances susceptibles d'avoir un impact sur les modes d'habiter⁸⁰. Toutefois, pour mieux discerner l'orientation de cet impact, il n'est pas inutile de disposer d'autres méthodes d'observation.

Pour Chombart de Lauwe, « étudier l'habitat [...], c'est observer l'image de la société inscrite sur le sol. Étudier le plan d'un logement, c'est analyser les rapports entre la vie d'une famille et le cadre qu'elle a pu se donner ou que la société lui a imposé. Étudier les transformations de l'habitat et du logement, c'est étudier la transformation de la société et la transformation de la famille.⁸¹ » Toutefois, si l'environnement résidentiel fournit les conditions nécessaires au développement des modes de vie, il ne les générerait pas pour autant. En effet, de l'avis de certains auteurs, l'architecture ne joue qu'un faible impact sur certains aspects des modes d'habiter, aussi faut-il éviter de tabler sur des transformations architecturales pour transformer automatiquement les modes de vie. Toutefois, loin de prétendre qu'il n'existe aucun lien entre les deux, ces auteurs démontrent que si le logement ne joue pas un rôle

⁸⁰ Y. Bernard, « Quelques hypothèses prospectives sur l'usage de l'habitat ... ».

⁸¹ P.-H. Chombart de Lauwe, *Des hommes et des villes*, p. 87.

de moteur dans la transformation des modes de vie, il peut être un frein ou un accélérateur puissant dans l'accès à certains modes de vie⁸².

L'expérience d'une catastrophe telle que la tempête de verglas offre un tableau singulier pour vérifier dans quelle mesure les pratiques des sinistrés révèlent des modes d'habiter dont on croit qu'ils sauront relever le défi du long terme.

⁸² F. Grünfeld, *Habitat and habitation*, p. 103; N. Haumont, « Habitat et modèles culturels », *Revue française de sociologie*, 1968, IX, p.190.

CHAPITRE 3

LA TEMPÊTE DE VERGLAS DE JANVIER 1998 AU QUÉBEC

Il n'en reste pas moins que tous ont été profondément affligés par le fait que leur maison devenait rapidement un milieu fragile, inhospitalier et même hostile. Ils ont assisté à sa rapide dégradation. Pour tous les sinistrés, l'assurance de la relation à la maison ou au logement en tant que « chez-soi » s'est trouvée ébranlée; de là découle la principale facette de la désorientation vécue par rapport aux repères familiers. Dans la mesure où la panne d'électricité impliquait une certaine altération ou une perte de jouissance de ce lieu passible de dommages, la maison devenait inévitablement un enjeu central dans les efforts de résolution de crise.⁸³

Les catastrophes ne sont pratiquement jamais uniévènementielles. C'est-à-dire qu'elles sont le résultat d'une combinaison de causes à facteurs naturels ou humains, ou même les deux.

C'est le cas de la crise du verglas, cette tempête qui a frappé le nord-est de l'Amérique en janvier 1998. Rappelons les faits.

⁸³ Commission scientifique et technique, *Pour affronter l'imprévisible...*, p. 65.

3.1 LE PHÉNOMÈNE MÉTÉOROLOGIQUE

Le lundi 5 janvier 1998, rentrée d'hiver au Québec, après une période des fêtes de fin d'année typique sous la neige avec des températures en dents de scie. On a pris l'habitude, depuis quelque mois, d'imputer ces contrariétés climatologiques à El Niño et ce matin ne fera pas exception. En effet, le petit Sud-Américain pousse sur le sud du Québec et l'ouest ontarien une masse d'air chaud en provenance du golfe du Mexique. Rien d'anormal, un redoux typique de janvier. Mais ce serait sans compter sur ce système stationnaire de haute pression de Terre-Neuve et du Labrador qui a eu la mauvaise idée de migrer juste au-dessus de cette masse d'air chaud. Les météorologues s'interrogent, les bulletins de météo se succèdent, les veilles se transforment en alertes. La tourmente commence.

Car ce qui s'annonce est en voie de devenir le pire sinistre que le Québec ait connu. Toutes les conditions sont en effet réunies pour favoriser le développement d'un important système dépressionnaire qui couvrira la zone la plus peuplée de la province d'une épaisse chape de verglas qui s'abat sur le Québec en trois vagues successives du 5 au 9 janvier. Il s'agit des plus importantes précipitations de pluie verglaçante jamais enregistrées au Québec. La tempête impressionne en effet par ses accumulations extraordinaires : en cinq jours il pleuvra pendant 80 heures. Quand on pense qu'il pleut de 45 à 65 heures en moyenne par hiver, on voit bien l'ampleur météorologique de l'événement⁸⁴. Cette pluie laissera des épaisseurs de verglas variant de 70 à 110 millimètres, soit trois fois plus que les plus importantes chutes de verglas jamais enregistrées. Cette épaisse couche de glace entraîne dans un premier temps des chutes de branches et d'arbres, puis celle des poteaux et des pylônes électriques qui s'effondrent en cascade⁸⁵.

⁸⁴ Environnement Canada, http://text.msc-smc.ec.gc.ca/cd/events/icestorm98/icestorm98the_worst_f.cfm

⁸⁵ La tempête a détruit 120 000 km de lignes électriques et de câbles téléphoniques; 130 pylônes de transport et environ 30 000 poteaux de bois. (Environnement Canada, http://text.msc-smc.ec.gc.ca/cd/events/icestorm98/icestorm98_the_worst_f.cfm)

3.2 LE PHÉNOMÈNE SOCIAL

Plus des deux tiers de la population du Québec sera affectée par cette tempête. Plus exactement, neuf régions administratives regroupant quelque 600 municipalités, et plus de 4,8 millions d'habitants seront touchés⁸⁶. La tempête frappe autant les régions urbaines que les zones rurales. La ville de Montréal, le plus grand centre commercial et industriel du Québec, sera paralysée, entraînant du coup un ralentissement majeur de toutes les activités économiques de la province entière. Au plus fort de la crise, 100 000 personnes seront relocalisées dans des refuges⁸⁷. Plus nombreux encore seront ceux qui seront accueillis par des proches. Certains ne pourront retourner à leur domicile avant un mois. En tout, 30 personnes perdront la vie.

Les importantes chutes de pluie verglaçante entravent les transports – routes fermées, liaisons ferroviaires interrompues, ponts impraticables à cause des immenses plaques de glace qui se détachent des structures supérieures⁸⁸, transport maritime interrompu entre Montréal et Trois-Rivières en raison de l'affaissement des câbles à haute tension au-dessus du fleuve, etc., c'est la panne de courant qui achèvera de paralyser le sud de la province.

⁸⁶ Commission scientifique et technique, *Pour affronter l'imprévisible...*, p. 36.

⁸⁷ Statistiques Canada, *Éconnexions*, n° 16F0021X1B; et L. Dotto, *Le ciel nous tombe sur la tête : Sommes-nous en train de risquer le climat de notre planète*, Montréal, Berger, 2001, p. 3.

⁸⁸ Plus de 100 mm de glace pour un poids d'environ 800 tonnes de glace ont été mesurés sur le pont Jacques-Cartier le 8 janvier 1988. Un tel poids équivaut, en gros, à 75 % d'une charge de voie, c'est-à-dire d'une voie du pont pleine de voitures et de camions. Toutefois, le pont est conçu pour porter deux fois le poids de ses cinq voies pleines. Ce n'est donc pas le poids de la glace qui a engagé la fermeture du pont, mais bien le fait que la glace se détachait en blocs des superstructures et menaçait ainsi la sécurité des usagers (*La Presse*, 26 février, A16).

Loin d'être exhaustive, l'énumération ci-dessous donne un aperçu des conséquences de la panne d'électricité et de l'interdépendance des différents secteurs d'activité.

- Les raffineries de pétrole ne peuvent plus produire et cessent donc d'acheminer le pétrole aux stations services de sorte que ni les génératrices ni les véhicules ne peuvent être alimentés.
- L'usine de traitement des eaux de Montréal cesse de fonctionner faute d'alimentation électrique suite aux bris de ses génératrices. Les réserves d'eau potable s'épuisent rapidement.
- Les banques ferment leur porte et les guichets automatiques ne fonctionnent plus.
- Le service de métro est interrompu, les escaliers mobiles et les ascenseurs s'immobilisent.
- Les câbles électriques et téléphoniques cèdent et jettent les résidences et les lieux de travail dans la noirceur et le silence.
- Dans les résidences, l'impossibilité de se chauffer, de s'éclairer, de se laver, de cuisiner menacent les fonctions domestiques de base qui ne sont plus assurées; les habitations ne sont plus « habitables ».
- Les boutiques d'alimentation ne pouvant plus être approvisionnées suite à l'interruption des transports, et ne pouvant plus conserver les aliments dans des conditions appropriées, cessent leurs activités.

3.3 POURQUOI EST-CE UNE CATASTROPHE ?

Le verglas est considéré comme un événement climatique extrême et compte parmi les plus dommageables et les plus typiques du climat québécois. De toutes les tempêtes hivernales, les tempêtes de verglas sont celles qui entraînent les impacts les plus lourds : pannes électriques et ses conséquences multiples, destruction de végétation, paralysie des transports, etc.⁸⁹ Mais, puisque le verglas n'est ni inhabituel ni imprévisible, il ne fait pas partie de la nomenclature des experts en matière de sinistres et de cataclysmes. En revanche, le caractère extraordinaire de la tempête par son étendue dans l'espace et dans le temps, de même que par son étendue sociale et économique la transformera en catastrophe.

La tempête a malmené une des régions les plus peuplées et urbanisées de l'Amérique du Nord. La région affectée par le verglas est considérable; elle va d'une ligne formée par Muskoka et Kitchener en Ontario jusqu'à la baie de Fundy entre le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse, traversant l'est ontarien, l'ouest québécois et s'étendant jusqu'en Estrie. Aux États-Unis, la glace a touché le nord de l'État de New York et certaines autres parties de la Nouvelle-Angleterre. Si la tempête avait frappé à 100 km plus à l'est ou à l'ouest de sa cible principale, son effet aurait été beaucoup moins dévastateur. La région la plus touchée lors de la tempête de verglas fut celle de la Montérégie, plus particulièrement une zone que l'on a appelée par la suite le « triangle de glace » ou « triangle noir » qui est délimitée, grosso modo, par les villes de Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, et Granby.

Le rétablissement du courant électrique s'échelonna sur plusieurs semaines (voir tableau I), jusqu'à un mois à certains endroits. Aussi, au-delà de tout, c'est l'étendue de la durée qui a fait de cette tempête une catastrophe, car l'interruption d'électricité ne pose véritablement un problème que lorsqu'elle se prolonge au-delà d'une certaine limite. Cette limite peut varier sous diverses conditions, par exemple :

⁸⁹ Environnement Canada, www.ec.gc.ca/climate/ccs/que_resume.htm

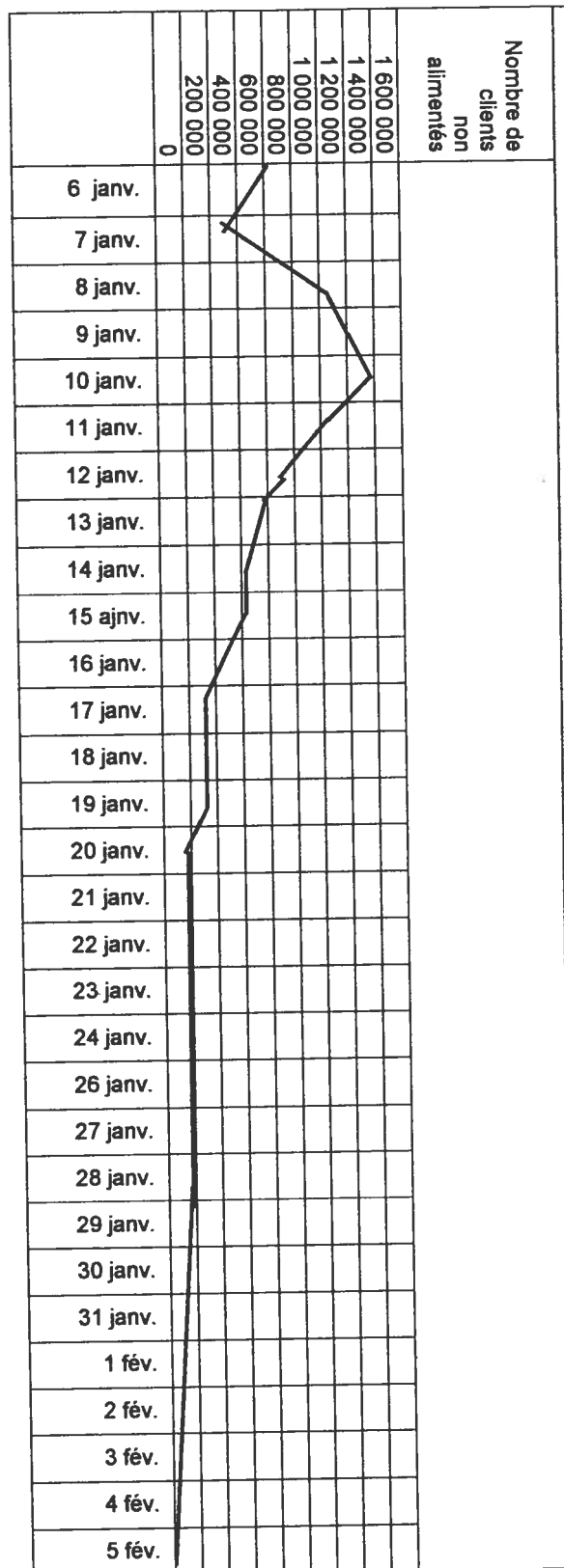
- les conditions climatiques prévalant. (La persistance d'un temps doux aurait retardé et contenu le refroidissement des habitations. L'absence de vent aurait réduit les oscillations sur les lignes électriques responsables dans certains cas de leur effondrement, etc.)
- la période de l'année où elle se produit. (Ainsi en été, une panne est moins préjudiciable qu'en hiver puisque les appareils de chauffage des maisons ne sont plus sollicités, qu'il est facile de cuisiner à l'extérieur – selon les types de logements bien sûr –, que l'éclairage pose moins de problème vu la longueur des journées, etc. De plus, il est bien entendu qu'un verglas est un phénomène hivernal.)
- l'autonomie en matière de chauffage des habitations. (Une habitation dotée d'appareils de chauffage ou d'électroménagers au gaz, de poêles à combustion lente, de foyers, ou équipée d'une génératrice, etc., est plus apte à maintenir ses fonctions de refuge.)

La tempête survient dans une partie du monde qui compte parmi les plus économiquement avancées. Les conséquences de la tempête auraient certainement été beaucoup plus considérables si elle avait frappé dans des pays moins développés, là où les normes de construction sont exposées à d'autres barèmes; où la rapidité, la quantité et la qualité des interventions de secours sont plus rares. Parallèlement, toutefois, elle met en évidence un fait propre à cette culture, la très grande dépendance envers un réseau technologique, en l'occurrence l'électricité. Troisième producteur mondial d'hydroélectricité derrière les États-Unis et le Brésil, le Québec a accordé une place de choix à ce mode énergétique et compte parmi les sociétés les plus électrifiées au monde. Dans le seul domaine du marché de chauffage, l'électricité compte aujourd'hui comme principale source d'énergie dans 72,5% des logements; il s'établissait à 12,2% en 1974⁹⁰. On doit cet engouement à la crise de l'énergie des années 1970 et à la mise en valeur des ressources de la Baie James.

⁹⁰ Commission scientifique et technique, *Pour affronter l'imprévisible...*, p. 372.

Tableau 1

L'évolution du nombre de clients non alimentés



Source : Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998. Pour affronter l'imprévisible : Les enseignements du verglas de 98. Les publications du Québec, 1999, p. 34.

3.3 LES TEMPORALITÉS

3.3.1 LA DURÉE (LA CHRONOMÉTRIE)

La durée totale de la crise du verglas ne fait pas l'unanimité. Si on s'entend pour circonscrire le phénomène à l'origine de la catastrophe naturelle, c'est-à-dire la tempête de verglas, du 5 au 9 janvier 1998 selon l'ensemble des sources responsables de mesurer les accumulations (Environnement Canada par exemple), on cerne plus difficilement dans le temps la catastrophe humaine ou le sinistre technologique qui a suivi.

Il s'agit pour Hydro-Québec d'une crise s'étalant sur 32 jours, du 5 janvier au 7 février, soient à une extrémité la date où les premières pannes se sont produites et, à l'autre extrémité, la date à laquelle le dernier rebranchement a été effectué. Par ailleurs, le rapport scientifique de la Commission scientifique et technique demeure vague à cet effet. Il parle tantôt « de certains abonnés [qui seraient] même restés privés d'électricité plus de trente jours »⁹¹, tantôt il reprend les dates d'Hydro-Québec, tantôt encore, dans un tableau recensant les pertes de vie reliées à la tempête de pluie verglaçante, il fait état des décès survenus entre le 6 janvier et le 17 mars, soit une période de plus de 70 jours⁹². Pour *La Presse*, la crise prend fin après 34 jours, soit le 8 février, au rétablissement de l'électricité. Les quotidiens nous apprennent par ailleurs que les derniers rebranchements effectués le 7 février concernaient des clients *résidentiels*, mais que le travail de rebranchement d'Hydro-Québec n'était pas encore terminé puisqu'on comptait toujours quelque 500 autres clients, principalement des résidences secondaires et des campings, qui n'avaient pas retrouvé le courant⁹³.

⁹¹ Commission scientifique et technique, *Pour affronter l'imprévisible...*, p. 35.

⁹² Commission scientifique et technique, *Pour affronter l'imprévisible...*, p. 46.

⁹³ « Bon dernier : 32 jours après le début des pannes, Hydro effectue le dernier rebranchement », *Le Soleil*, samedi 7 février 1998, A22.

3.3.2 LES PHASES (LA CHRONOLOGIE)

Pendant le sinistre du verglas, on a observé diverses phases qui correspondent à des comportements différents des résidents.

L'avant-catastrophe

- Cette phase correspond à l'incubation, c'est-à-dire au moment où la catastrophe se prépare mais ne se manifeste pas encore, au moment où l'on devient conscient d'un danger imminent, de la menace, mais avant que ne survienne la panne.
- Les points saillants de cette phase sont les passages de l'imprévisibilité à la probabilité, puis à l'attente.
- En habitation, cela se concrétise par l'élaboration d'un plan de lutte contre le froid, pour la survie dans des conditions précaires sans électricité (sans source de chaleur bien souvent, sans eau chaude, sans lumière); par le recensement des équipements, appareils, produits, vivres et réserves disponibles; par le réapprovisionnement si possible et si nécessaire; par la recherche d'informations et l'établissement d'un réseau de contact pour prendre et donner des nouvelles.

La catastrophe (l'événement catastrophique) qui se divise à son tour en plusieurs phases, soient :

- l'éclatement de la catastrophe,
- le court terme,
- et le moyen et long terme

- Cette phase correspond au moment où la panne survient et où l'on ne peut continuer à vivre selon ses habitudes, où la routine familière est compromise par des événements en dehors de sa volonté.

- Les points saillants de cette phase sont l'harmonisation entre les stratégies d'adaptation et les durées, puis les distinctions entre les différents groupes sociaux selon leur répartition démographique, économique et géographique qui feront en sorte que tous les sinistrés ne seront pas touchés de la même façon et que la notion même de « sinistré » en sera affectée.
- En habitation, cela se concrétise par la détérioration des conditions d'habitation; par la décision de quitter ou non son domicile; par la recherche d'un lieu, d'un refuge, de conditions d'habitation acceptables; par la quête d'informations fiables et pertinentes pour faire un choix éclairé; par le souci de protéger la santé, le bien-être de sa propre personne et de ses proches et la préoccupation de préserver ses biens.

L'après-catastrophe

- Cette phase correspond à la fin de la panne, au moment où l'on rentre chez-soi. Cela ne s'est pas produit au même moment pour tous.
- Les points saillants de cette phase sont à court terme le bilan de l'état des lieux et de l'expérience que l'on vient de vivre et, à plus long terme, l'adoption de mesures préventives pour pouvoir affronter une catastrophe similaire.
- En habitation, cela se concrétise par la réintégration progressive, la réappropriation de son domicile; par l'inventaire des dégâts et la remise en l'état; par l'adaptation voire par l'achat de nouveaux équipements susceptibles de nous aider à faire face à une catastrophe du même ordre.

Chacune de ses phases a des durées variables qui vont de l'instant (l'éclatement), au long terme (l'après-catastrophe). De plus, si tous les sinistrés passent par les mêmes phases, elles ne se déroulent pas nécessairement au même moment pour tous; et pour chacun d'entre eux, la durée de chaque phase peut également varier.

Pendant la tempête de verglas, les deux premières phases et – dans une moindre mesure – l'après-catastrophe ont été marquées par l'attente. Pour l'avant-catastrophe, il s'agit de la période d'anticipation de la panne; pour la phase de la catastrophe, c'est l'expectative du retour à des conditions de vie normales et, enfin, pour l'après-catastrophe, c'est l'espoir de retrouver le confort et la confiance en l'habitation de jadis.

C'est en rétrospective que l'on peut « dater » ou établir la durée de ces phases puisqu'il n'y a aucun moyen de les déterminer ni à l'avance ni en cours de déroulement. Ainsi, chaque phase s'accompagne d'incertitude liée à la durée de telle sorte que l'organisation de vie qu'elle supporte ne peut être que *temporaire*.

Ajoutons que la chronologie d'une catastrophe commence par son positionnement dans une autre chronologie, plus grande encore, celle du cycle saisonnier. Le verglas est une manifestation typique de l'hiver; il ne pourrait survenir à un autre moment. Et puisque les hivers sont marqués par des basses températures et des journées courtes, donc de faible éclaircissement, toute perturbation qui y prend naissance devra conjuguer avec ces conditions prégnantes. En outre, les conditions climatiques après le verglas ont eu un impact sur la durée de la catastrophe.

3.4. L'AVANT-CATASTROPHE

L'avant-catastrophe renvoie au moment qui jouxte le déclenchement de la catastrophe et non à la période de normalité qui la précède : nous avons déjà ici quitté le temps objectif pour entrer dans le temps relatif de l'événement.

La phase première de la catastrophe, l'avant-catastrophe ou la phase prodromique comme certains la nomment⁹⁴, signale les premières manifestations du phénomène : c'est la phase où l'on passe de la probabilité quasi nulle que l'événement se produise au possible puis, dans ce cas, au visible, donc au prévisible. En effet, c'est là une des particularités de cet événement car l'avant-catastrophe ne donne habituellement aucun signe visible, puisque la visibilité de la catastrophe est déjà catastrophe. De plus, c'est le visible – notamment la chute des pylônes – qui a laissé prévoir que d'autres ruptures et pannes de courant étaient en route. Le prévisible a ainsi court-circuité la chronologie pour venir se loger à la suite du visible et non avant.

Contrairement à bien des catastrophes industrielles, les phénomènes météorologiques à l'origine de cataclysmes présentent des signes concrets et visibles. Cependant, dans cette tempête, l'aspect technologique donne lui aussi à voir des images bien concrètes comme l'effondrement en cascade des pylônes et des poteaux électriques. Cet aspect du désastre est inhabituel. Comme une panne indique un arrêt de fonctionnement, elle se caractérise par l'absence, par le manque, par ce qui n'est plus et ainsi, par convention, par l'in-visible. Ainsi, l'avant-catastrophe de cette tempête est marquée par le télescopage avec une autre phase, celui du déclenchement de la catastrophe – si on s'entend pour marquer le commencement de la catastrophe avec le début des pannes électriques. Or, il convient de rappeler que ce désastre a frappé des millions de personnes, mais pas

⁹⁴ Denis, *Gérer les catastrophes*, p. 27.

toutes au même moment : certaines ont pu prendre connaissance de l'ampleur de l'événement bien avant qu'elles ne soient à leur tour victimes des pannes.

Les premières accumulations du verglas ont annoncé le début de l'attente et des inquiétudes. Peu à peu, au fil de la progression des accumulations, les inquiétudes se sont multipliées. L'épreuve du verglas renvoie à des expériences antérieures sur lesquelles se construisent les craintes présentes. On sait par expérience comment l'avenir peut se dessiner. Au mieux, les précipitations de verglas se mutent en pluie et font fondre les accumulations de glace. Au pire, la glace accumulée sur les branches entraîne leur chute, qui elle emporte celle de fils électriques à proximité; s'ensuit alors une panne de courant avec son cortège d'incidents. Aussi, basée sur le passé, l'expérience présente nous fait craindre pour l'avenir. Ici, la connaissance de la situation fait naître des craintes.

L'appréhension du froid, de la faim, de la noirceur, de l'isolement se traduit alors concrètement en préparatifs. Au niveau de l'habitation, ces dispositifs actionnent le mode de veille ou d'alerte : on procède à l'inventaire des piles, des chandelles, des transistors, des aliments, des couvertures, des sources d'appoint disponibles pour se chauffer, pour cuisiner (bois de chauffage, BBQ, etc., voir tableau II); on prend des mesures pour prévenir la perte d'aliments congelés, les bris de tuyaux, etc. Toutefois, contrairement à une catastrophe du type de l'inondation, par exemple, où l'on peut en entassant des sacs de sable empêcher l'eau de s'infiltrer, ici on ne peut prendre des mesures pour empêcher la panne d'advenir car la cause de la panne peut prendre sa source en un lieu fort éloigné du lieu du sinistre. Cet écart entre l'origine et la « destination » de la panne contribue à créer un sentiment d'impuissance au moment de lutter contre la catastrophe. Cette impuissance s'exprime par une réaction plus passive de la part des sinistrés puisqu'ils font face à des équipements, ceux d'Hydro-Québec en l'occurrence, qui dépassent de loin leur capacité d'intervention personnelle. Cette perception d'incapacité de répondre à une situation ou d'être en mesure d'en évaluer les conséquences crée à son tour de l'incertitude, un élément déterminant de la catastrophe.

Si la connaissance, issue de l'expérience, fait craindre pour l'avenir, l'incertitude, née de la méconnaissance de la situation, d'une insuffisance d'informations ou d'un conflit de solutions possibles, ajoute également aux inquiétudes. La diffusion de l'information joue un rôle capital à toutes les phases de la catastrophe, mais surtout dans les premières phases de la catastrophe au moment où les sinistrés doivent mettre au point des stratégies de lutte contre la catastrophe et ses conséquences.

Tableau II

LA POSSESSION ET L'ACHAT DE DIVERS ARTICLES DANS LES MÉNAGES				
	Ménages possédant l'article avant le sinistre, en nombre et en pourcentage du total des répondants		Ménages ayant acheté l'article depuis le sinistre	Taux d'augmentation des ménages qui possèdent l'article
	Nombre	%	Nombre	%
Lampe de poche	1 848	87,5	101	5,5
Chandelles	1 794	84,9	188	10,5
Radio à piles	1 612	76,3	134	8,3
Extincteur	1 366	64,7	42	3,0
Piles de rechange	1 273	60,3	391	30,7
Trousse de premiers soins	1 152	54,5	70	6,1
Eau embouteillée	1 096	51,9	155	14,1
Chauffage d'appoint	874	41,4	100	11,4
Trousse d'évacuation	361	17,1	132	36,6
Génératrice	136	6,5	77	56,6

Source : D'après un sondage téléphonique réalisé du 10 juin au 2 juillet 1998 auprès de 2112 répondants ayant vécu le sinistre; tiré du rapport de la Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, Volume 1, *La sécurité civile*, Les publications du Québec, 1999, p. 177.

La justesse de la lecture des informations dépend en grande partie de l'expérience. À ce niveau et à cette étape, le groupe le plus démuni est constitué par les nouveaux arrivants, principalement les gens qui n'ont pas l'expérience de ce climat, ni de ces « pratiques ». S'ils sont capables d'évaluer et d'anticiper dans une certaine mesure la chronologie des événements, ils n'ont cependant aucune idée de la rapidité avec laquelle le froid peut s'installer dans les logements, et ils n'ont pas non plus la connaissance des conséquences du froid sur la santé et les facultés intellectuelles, ou de ses signes avant-coureurs. Ce groupe sera d'autant plus isolé qu'il maîtrisera mal le français ou l'anglais, véhicule des consignes officielles émises par les autorités et retransmises par les médias. De plus, les nouveaux arrivants sont, de tous les résidants, ceux dont le réseau de contacts personnels est le plus restreint, limitant du coup les sources potentielles d'information. Par ailleurs, puisque c'est dans la grande zone métropolitaine que l'on retrouve la très vaste majorité des émigrants, il peut s'ensuivre un sentiment de fausse sécurité de voir son sort lié à celui de milliers d'autres personnes. Ce faisant, les nouveaux arrivants risquent alors de céder à la tentation de minimiser les suites de cette tempête.

Les questions que l'on se pose sont : qu'est-ce qui se passe ? Où cela se passe-t-il ? Comment la situation va-t-elle évoluer ? Sommes-nous en sécurité ? Allons-nous être touchés ? Et que pouvons-nous faire pour parer à la situation ?

Répondre à toutes ces questions de façon satisfaisante exige que l'on ait accès à plusieurs types et sources de renseignements. Il peut s'agir d'informations de première main pour lesquelles le résidant est l'observateur direct. Il peut s'agir aussi de renseignements spécialisés qui demandent donc la médiation d'experts pour une interprétation valable; par exemple les spécialistes des services de météorologie, ou ceux d'Hydro-Québec. Il s'agit encore de renseignements opérationnels qui ont pour objectifs de guider les résidants dans leurs choix, de leur transmettre des informations relatives à la sécurité, à la santé, etc. Bref, chacun doit voir à faire la synthèse des renseignements, procéder à leur évaluation et échauffer des hypothèses provisoires.

Il ne peut y avoir trop d'informations. Il peut cependant y avoir des mauvaises informations et des informations non pertinentes, contradictoires ou incomplètes. Certes des renseignements alarmants causeront encore plus d'inquiétude, mais l'absence d'information sera à coup sûr plus dommageable puisqu'elle engendrera du stress et des frustrations et actionnera la machine à rumeur qui, inévitablement, véhiculera des données erronées.

Le rôle que les télécommunications jouent auprès de la population est alors crucial et principalement, à ce stade, celui des médias électroniques comme la télévision et la radio. D'autres procédés de transmission en temps réel – téléphone, Internet –, plus personnels ceux-là, viennent compléter le tableau des premières sources d'informations auxquelles les résidents ont recours (voir tableau III) dans les situations d'urgence. Même le téléphone n'a pas été épargné dans cette tempête puisque les chutes de branches et d'arbres ont également entraîné dans leur sillage la rupture des lignes téléphoniques⁹⁵. Perdre l'accès à ces sources d'information, c'est perdre le contact, c'est être isolé. L'isolement en pareilles circonstances, avec ses risques de conséquences dangereuses, est un scénario que l'on veut écarter.

On l'a largement rappelé au cours de ce sinistre et aussi plus tard lors des audiences publiques, le réseau aérien pour lequel Hydro-Québec a opté, est en grande partie responsable de la panne d'électricité qui a suivi la tempête de verglas. Toutefois, vu l'ampleur de l'étendue de la tempête et de la panne, les habitations qui avaient choisi l'enfouissement des fils électriques n'ont pu être épargnées, puisque les bris sont survenus bien en amont. Outre les fils électriques, les poteaux d'Hydro-Québec accueillent les lignes de téléphone et de câblodistribution. Des secteurs entiers ont pu être coupés de ces trois services simultanément. Il va sans dire que les rebranchements à ces services n'ont pas été, eux, simultanés. Ces

⁹⁵ Au demeurant, les centrales des compagnies de téléphone et les sites d'antenne des compagnies de téléphone cellulaire ont été largement ébranlés par la tempête et par la panne subséquente et ils ne se sont maintenus en opération que difficilement, grâce à des génératrices.

aménagements si particuliers fragilisent, entre autres, les réseaux de communications résidentiels.

Tableau III

Les moyens utilisés par les sinistrés pour s'informer		
« Durant la période du verglas, quels moyens avez-vous utilisés pour vous informer de l'évolution de la situation, des mesures de sécurité à prendre et des décisions prises par les autorités ? »		
	Première mention (%)	Deuxième mention (%)
Famille, amis	5	9
Voisinage, commerce	2	4
Radio	54	32
Télévision	32	39
Journaux	1	7
Téléphones aux services	2	2
Autre	3	7

Source : D'après un sondage téléphonique réalisé du 10 juin au 2 juillet 1998 auprès de 2112 répondants ayant vécu le sinistre; tiré du rapport de la Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, Volume 1, *La sécurité civile*, Les publications du Québec, 1999, p. 374.

Le rapport de la Commission scientifique et technique résume bien la mise en équation de l'incertitude et de l'information :

« Cette incertitude informationnelle quant à la durée de la panne et à l'étendue du sinistre a eu des répercussions importantes sur les choix auxquels les sinistrés étaient confrontés, surtout dans les premiers jours du sinistre; elle a rendu particulièrement difficile la prise de décision : comment s'organiser ? Partir ou rester ? Envoyer les enfants chez leur grand-mère ou les garder à la maison ? Chercher une génératrice ou du

bois de chauffage ? Le souci de faire le bon choix et de ne pas aggraver une situation déjà fort pénible a de toute évidence été source de stress.⁹⁶»

BREF...

L'avant-catastrophe est marqué par la reconnaissance de signes extérieurs annonciateurs de la catastrophe, par la quête d'informations, par l'appréhension du froid, de la faim, de la noirceur, de la coupure avec le monde extérieur, par la préparation matérielle et psychologique à la catastrophe et par l'approvisionnement de l'incertitude. De toutes les communautés, celle des nouveaux arrivants est la plus problématique : leur méconnaissance du climat, leur manque de ressources et d'expérience et les difficultés qu'ils peuvent éprouver à combler leur déficit informationnel les exposent à un danger qu'ils évaluent d'autant plus mal qu'ils sont, à tort, confortés à l'idée que des milliers d'autres personnes partagent la même infortune.

⁹⁶ Commission scientifique et technique, vol 1, p. 378.

3.5 LA CATASTROPHE

3.5.1 L'ÉCLATEMENT : LES PREMIÈRES HEURES DE LA PANNE

Lors de cette catastrophe, il n'y a pas eu à proprement parler d'éclatement, bien au contraire : la panne d'électricité renvoie plutôt à une lente extinction des fonctions d'un logement, à une dégradation progressive. Le froid, l'inconfort, s'installeront graduellement.

En outre, comme le relate le rapport de la Commission scientifique et technique, les phases « avertissement du danger » et « impact » ou éclatement se sont souvent confondues⁹⁷. Parmi les principaux facteurs responsables de cette confusion, on trouve l'incertitude et la méconnaissance de l'évolution probable de la situation et des risques. Si on ajoute à cela, le fait qu'il n'y a eu que fort peu d'impacts sur le domaine bâti et que même les coups, par ailleurs ravageurs, portés aux écosystèmes ont néanmoins laissé percer « la beauté du paysage glacé »⁹⁸, on comprend le désarroi de la victime du sinistre pour qui catastrophe rime souvent avec environnement dévasté, pertes de vie et souffrance. La comparaison à d'autres types de catastrophes montre bien la spécificité du sinistre du verglas, « mais aussi le caractère exceptionnel d'un sinistre qui survient en pays développé. »⁹⁹. Les sinistrés, dans leur majorité, repoussent le moment où il faudra reconnaître que leur organisation de vie temporaire risque de se prolonger. Les gens touchés par la catastrophe ne se perçoivent pas encore comme des sinistrés : « Peu d'individus ont pris conscience d'être impliqués dans un sinistre de grande ampleur. »¹⁰⁰.

C'est pourquoi la notion de sinistré du verglas n'emporte pas l'unanimité, pas plus d'ailleurs que sa typification. Plutôt, on trouve autant d'interprétations qu'il y a d'intervenants, notamment ceux de l'entreprise Hydro-Québec, et ceux du ministère

⁹⁷ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 58.

⁹⁸ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 41.

⁹⁹ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 43.

¹⁰⁰ Commission scientifique et technique, *Pour affronter l'imprévisible...*, p. 58.

de la Sécurité publique responsable de la sécurité civile aux termes de la Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre.

Hydro-Québec

Pour Hydro-Québec, le sinistré est un client ou un abonné. D'un point de vue administratif, Hydro-Québec a énuméré ses priorités en fonction d'une liste de rebranchement énumérant les diverses clientèles (voir tableau IV). Pour elle, les résidants viennent en fin de liste. C'est un moindre mal, lorsque la panne ne dure que quelques heures, mais lorsqu'elle s'éternise sur de nombreuses semaines, cela est incompatible avec les priorités d'une communauté qui s'efforce de retrouver un semblant de normalité et de réorganiser son quotidien. Consciente de ce problème, Hydro-Québec a raffiné ses priorités. Les priorités induisent un classement qui force un choix d'adhésion. Toutefois les catégories étant poreuses, il arrive, selon cette logique, qu'un client d'Hydro-Québec puisse alors être multi-sinistré pour peu qu'il soit frappé par la panne à la fois à son domicile, à son lieu de travail ou encore, par exemple, que son lieu de travail soit réquisitionné comme centre d'hébergement par les autorités.

Sécurité civile

La sécurité civile ne définit pas à proprement parler le terme de « sinistré » dans le cadre de cette tempête sinon de façon générale en le disant victime d'un sinistre.

La Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, adoptée en 1979, prévoit la possibilité pour le ministre de la Sécurité publique de promulguer un décret reconnaissant officiellement l'état d'urgence de la situation. Toutefois,

« lors de la tempête de verglas, le gouvernement n'a pas souhaité opérer une telle reconnaissance. En fait, ce mécanisme de déclaration d'état d'urgence n'a jamais été utilisé par le gouvernement du Québec, pour quelque sinistre que ce soit. »¹⁰¹

¹⁰¹ Commission scientifique et technique, *Pour affronter l'imprévisible...*, p. 129.

Tableau IV

Priorité du rétablissement du service électrique tel que prévu par Hydro-Québec	
P 1	Hôpitaux, centres d'urgence HQ et le métro
P 2	Usines de filtration, stations de pompage, aérogares, postes d'incendie, postes de police, résidences pour personnes âgées avec ascenseurs
P 3	Tours de communication, tunnels et entrepôts de réfrigération
P 4	Clientèle industrielle
P 5	Clientèle commerciale et institutionnelle
P 6	Clientèle résidentielle
Révision des priorités commandées par l'état d'urgence	
P 1	Hôpitaux, CLSC, métro (actif) et feux de circulation (centre-ville)
P 2	Stations de pompage, résidences pour personnes âgées, police, compagnies de Téléphone
P 3	Centres d'urgence d'Hydro-Québec et lieux d'hébergement des travailleurs
P 4	Centres d'hébergement d'urgence (municipalités)
P 5	Éclairage de rue
P 6	Fournisseurs stratégiques, raffineries
P 7	Commercial prioritaire (épiceries, magasins d'alimentation)
P 8	Clients résidentiels, hôtels
P 9	Fermes agricoles, industries, métro (réserve)
P 10	Commercial (autre que prioritaire)
P 11	Autres (institutions scolaires, etc.)

Source : Hydro-Québec, « Réponses des experts d'Hydro-Québec à la Commission Nicolet », Thème E : Aspects gestion de sinistre ». <http://www.hydroquebec.com/publications/reponses/index.html>

En outre, aucun ordre d'évacuation n'a jamais été émis par un organisme officiel ni pendant ni après la tempête. Pourtant, la plupart des gens ont été convaincus du contraire. Non seulement, le gouvernement n'a jamais décrété l'état d'urgence lors de ce sinistre¹⁰², mais encore, comme le rapporte la Commission scientifique et technique, il a tardé à évaluer la pleine mesure de son impact. Ce n'est que le vendredi 9 janvier – soit bien plus avant dans la catastrophe (voir le moyen et long

¹⁰² Mis à part le recours à des décrets pour disposer de fonds afin de soulager les personnes touchées, aucun autre mécanisme extraordinaire n'a été mis en branle pendant ces événements. Cela s'applique au Québec, car il en va autrement en Ontario où la municipalité d'Ottawa-Carleton a décrété, pour la première fois de son existence, l'état d'urgence.

terme, section 3.5.3) – qu'il passe du mode de gestion d'un sinistre « normal », à celui d'un sinistre « exceptionnel ». Le gouvernement adopte alors une série de décrets visant à instituer plusieurs programmes d'aide financière en faveur des sinistrés.

En gros, ces programmes attribuent une somme de 10 dollars par jour à chaque sinistré dont la résidence principale a subi une interruption d'électricité après le 12 janvier. (Il y a aussi des programmes à l'intention des municipalités, des entreprises, des producteurs agricoles, de divers organismes ou institutions.) Pour déterminer qui a droit à l'aide financière, le gouvernement demande à Hydro-Québec de dresser une liste des municipalités privées de service électrique. Il y aurait au moins 500 000 sinistrés qui auraient reçu une aide financière¹⁰³.

En établissant au 12 janvier la date de début de l'aide, le gouvernement impose un délai de carence allant jusqu'à six jours, puisque des pannes sont enregistrées dès le 6 janvier. Un tel délai de carence n'avait jamais été retenu pour aucun autre sinistre auparavant¹⁰⁴.

3.5.2 LE COURT TERME : LES QUATRE PREMIERS JOURS

Pour la Commission scientifique et technique, la première phase correspond aux premiers jours des pannes, c'est-à-dire au moment où tempête de verglas et panne se chevauchent, soit les quatre premiers jours. Cette période est bien sûr marquée par l'incertitude quant à la durée du sinistre, et donc aussi par une organisation temporaire du chez-soi; on transforme en quelque sorte son habitation en abri d'urgence. Pour les résidants, la notion de sécurité convient encore à l'idée qu'ils se font de leur habitation. Du moins, c'est le cas pour ceux qui choisissent de demeurer à leur domicile, en adaptant leurs habitudes de vie aux circonstances et en essayant

¹⁰³ Commission scientifique et technique, vol. 1, p. 144.

¹⁰⁴ Commission scientifique et technique, vol. 1, p. 146.

de contrer le froid en se pressant, par exemple, « pour s'approvisionner en biens permettant de vivre sans électricité (chandelles, huile à fondue, bois de chauffage, lampes de poche, piles, etc.), démarche nécessitant de nombreux déplacements dans des conditions souvent difficiles »¹⁰⁵.

La période de quatre jours a été retenue parce qu'elle correspond au moment où le gouvernement passe du mode de gestion d'un sinistre « normal » à celui d'un sinistre « exceptionnel », soit le 9 janvier 1998. Toutefois, cette durée de quatre jours ne correspond qu'à titre indicatif à la phase du court terme, car certains individus ont abrégé cette phase et d'autres l'ont prolongée.

Par exemple, parmi les sinistrés pour qui « cette première phase a duré moins longtemps »¹⁰⁶, se trouvent ceux dont le chauffage dépend exclusivement de l'électricité sans aucun autre chauffage d'appoint. C'est-à-dire que même en ne sachant pas à quoi s'attendre en terme de durée, et bien qu'elles n'aient pas cru que cette période s'étendrait au-delà de 48 ou 72 heures, ces personnes n'ont pu se résoudre à vivre chez elles en situation d'abri d'urgence. Elles ont donc cherché refuge ailleurs, un abri à plus long terme.

Pour une tout autre raison, cette phase a également duré moins longtemps pour les résidents des milieux ruraux qui, pourtant, disposent habituellement d'un système de chauffage d'appoint, mais pour qui, souvent, l'alimentation en eau dépend de pompes électriques. Mais la raison pour laquelle ces personnes sont passées plus vite de la première phase à la seconde, c'est-à-dire du court terme au moyen et long terme, tient au fait qu'elles ont su mieux et plus vite jauger la situation. En milieu rural, les signes visibles de l'état de dommage infligé au réseau de distribution de l'hydroélectricité ne soulevaient aucun questionnement. En constatant l'ampleur des dégâts dans leur environnement proche, elles ont pu immédiatement prendre l'initiative de s'organiser en vue d'un sinistre prolongé¹⁰⁷. De plus, les personnes

¹⁰⁵ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 43.

¹⁰⁶ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 50.

¹⁰⁷ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 44.

ayant des fermes d'élevage, n'ont eu d'autres choix que de transformer leurs installations le plus rapidement possible afin de ne compromettre ni la santé des bêtes ni leur production.

Parmi les personnes pour qui la première phase a duré le plus longtemps, se trouvent celles qui doivent poursuivre et concilier la routine métro, boulot, dodo, lorsque le lieu de travail bénéficie toujours de l'électricité ou que l'employeur réclame leur présence, et ce, malgré les difficultés inhérentes aux déplacements et l'inquiétude de laisser son logement et ses proches. Selon les enquêtes menées par la Commission scientifique et technique, on estime que près de 40 % des sinistrés de la zone du « triangle de glace » ne se sont jamais absentés du travail durant cette période critique¹⁰⁸. En maintenant leurs activités au travail, elles voient leur journée fractionnée en activités habituelles, celles du travail, et en activités exceptionnelles telles que le sinistre l'exige. Ces périodes d'absence du logis reportent à plus tard la décision de partir ou de rester. C'est ainsi, qu'au sein d'une même famille, on a pu vivre les mêmes phases de manière décalée, puisque de durées différentes.

Pour nombre de sinistrés, la conciliation des activités du travail et des responsabilités domestiques a constitué la plus importante difficulté du sinistre du verglas : 42% (des 1161 répondants) ont dit avoir éprouvés des difficultés qu'ils qualifient de très importantes et d'assez importantes¹⁰⁹.

¹⁰⁸ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 45.

¹⁰⁹ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 58.

3.5.3 LE MOYEN ET LONG TERME : APRÈS PLUS DE QUATRE JOURS

Le samedi 10 janvier, soit 5 jours après le début de la tempête, les autorités annoncent que le rétablissement de l'électricité pourrait s'échelonner sur plusieurs jours voire plusieurs semaines. Cette date, rappelons-le, coïncide également avec le changement de mode de gestion qui hisse le sinistre du niveau « normal » au « niveau exceptionnel ». À partir du moment où il devient évident pour tous que le réseau électrique ne pourra être remis en l'état avant un certain temps, l'évacuation devient une alternative des plus envisageables attendu que la vague de froid annoncée est bel et bien arrivée.

À cette date, le nombre de logements privés d'électricité s'élève à 1,4 million; de ce nombre, 72 % sont chauffés à l'électricité, soit 1,008,000 logements. Pourtant, la majorité des sinistrés (60 %) est resté à la maison pendant toute la durée des pannes.

Le maintien à domicile

Les résidants disposant d'un système de chauffage d'appoint ont été très nombreux à demeurer à la maison malgré l'absence d'éclairage et de commodités pour cuisiner et se laver. Parmi les raisons invoquées pour être resté à la maison pendant le sinistre, il y a la crainte du vol ou du vandalisme et la prévention des dommages à la résidence (voir tableau V). Aussi, n'est-il pas étonnant de trouver davantage de propriétaires parmi les « résistants ».

Les gens qui ont un réseau de contacts restreint sont défavorisés au niveau des choix d'hébergement. C'est ainsi que 21 % des gens disent être restés chez eux parce qu'ils n'avaient reçu aucune offre d'hébergement et 23 % parce qu'ils n'avaient pas vraiment de contact avec l'extérieur¹¹⁰!

¹¹⁰ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 52 note 13.

Les familles nombreuses sont également au nombre de ceux qui ont décidé de rester à la maison. S'il est relativement facile d'accueillir une, deux ou même trois personnes, cela s'avère beaucoup plus compliqué lorsqu'il s'agit d'accueillir une famille plus nombreuse. Désireuses de ne pas imposer un tel fardeau à leurs proches, ces familles choisissent le plus souvent de rester regroupées. Si toutefois ces familles comptent de très jeunes enfants, il arrive alors qu'elles choisissent de se disperser. Également, « les couples d'âge moyen ayant des enfants hésitent énormément à quitter leur domicile, un pôle d'investissement matériel et affectif dominant pour eux »¹¹¹.

Presque 53 % des personnes sondées qui sont restées chez elles pendant le sinistre (voir tableau V) ont avoué être restées pour prendre soin de leur animal domestique. La relation avec les animaux domestiques « prend parfois beaucoup d'importance dans la manière de vivre émotionnellement les événements et dans le choix de solutions d'hébergement. Il s'agit d'une relation d'attachement et de familiarité, mais aussi de responsabilité »¹¹². En général, les gens qui avaient des animaux domestiques ont développé un sentiment d'inquiétude et ont ressenti, par conséquent, un important problème de stress. Cela a soulevé beaucoup d'inquiétude au sein des autorités, car les personnes âgées qui possédaient un animal domestique ont été nombreuses à rester à la maison plutôt que d'abandonner leurs fidèles amis¹¹³. Dans la région de Saint-Jean-sur-Richelieu, 500 personnes ont évacué leur domicile seulement après avoir été assurées qu'un maillage avec les SPCA permettrait de recueillir leurs animaux dans des installations chauffées¹¹⁴.

¹¹¹ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 65.

¹¹² Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 66.

¹¹³ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 52.

¹¹⁴ D. Arcand, « Jour 27 : La SPCA veut être entendu lors des audiences sur le verglas », *La Presse*, 1^{er} février 1998, A3.

Tableau V

Les raisons invoquées pour rester chez soi pendant le sinistre	
Raisons	Taux (%)
Présence d'une source de chauffage d'appoint	92,4
« C'était plus pratique »	78,5
« On croyait que l'électricité reviendrait plus vite »	71,6
Prévenir des dommages à la résidence	53,3
S'occuper des animaux domestiques	52,7
Crainte du vol ou du vandalisme	28,4
Absence de contact extérieur	13,9
Pas d'offre d'hébergement	12,4
Pas d'hébergement où c'était prévu	7,1

Source : D'après un sondage téléphonique réalisé du 10 juin au 2 juillet 1998 auprès de 2112 répondants ayant vécu le sinistre; tiré du rapport de la Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, Volume 1, *La sécurité civile*, Les publications du Québec, 1999, p. 177.

Ceux qui sont restés sont souvent aussi ceux qui ont hébergé d'autres sinistrés comme eux : des voisins, des proches¹¹⁵. Si les motivations qui ont favorisé le recours à l'évacuation pour les sinistrés sont assez bien connues, les desseins qui ont conduit les hébergeants à offrir leur demeure aux sinistrés le sont beaucoup moins. On peut toutefois supposer que la possession d'un système de chauffage d'appoint a été la première condition. Viennent ensuite l'espace, puis des considérations autres que matérielles telles que la disponibilité et le souci d'égard et d'hospitalité des hôtes.

Les premiers à partir

Les résidants qui n'ont aucune autre source de chauffage que l'électricité ou de chauffage d'appoint comptent parmi les premiers à quitter leur domicile.

¹¹⁵ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Les conséquences de la tempête de verglas [...]* en fonction du mode d'habitation, p. 122.

De tous les groupes, les malades, ou les gens vivant avec des personnes malades, les gens âgés et les femmes seules avec enfants sont les premiers à quitter leur logement. Les premiers parce que leur condition ne leur permet pas de vivre dans des circonstances précaires, les dernières parce qu'elles ne se sentent plus capables d'assurer seules un hébergement confortable aux enfants. Cette situation est d'autant plus difficile que nombre d'entre elles doivent continuer à travailler pendant que les enfants sont souvent en congé forcé d'école.

Les gens qui peuvent se reloger facilement comme ceux qui habitent seuls, de même que les couples sans enfant, suivis par les parents avec de très jeunes enfants, et qui ont reçu une offre d'hébergement (voir tableau VI) vont plus facilement laisser leur logement.

Enfin, les personnes à faible revenu qui n'ont ni les moyens ni les ressources pour se procurer des biens permettant de vivre sans électricité ont aussi quitté leur logement plus vite.

Tableau VI

Les raisons invoquées pour recourir à de l'hébergement extérieur	
Raisons	Taux (%)
Problèmes matériels (froid, repas, hygiène)	83,3
Offre d'hébergement	78,3
Problèmes d'approvisionnement	30,2
Problèmes de santé antérieurs au sinistre	12,8
Ordre d'évacuation*	6,5
Problèmes de santé durant le sinistre	5,3

*Même s'il n'y a eu aucun ordre d'évacuation pendant le sinistre du verglas, cette raison faisait partie des motifs pour lesquels certains répondants ont dit avoir décidé de quitter leur domicile.

Source : D'après un sondage téléphonique réalisé du 10 juin au 2 juillet 1998 auprès de 2112 répondants ayant vécu le sinistre; tiré du rapport de la Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, Volume 1, La sécurité civile, Les publications du Québec, 1999, p. 177.

Aux raisons énumérées au tableau VI s'ajoutent les motifs suivants recensés par Maltais, Robichaud et Simard¹¹⁶ :

- l'absence d'eau courante;
- l'annonce de la prolongation de la crise ou de l'interruption du service d'électricité;
- la plus grande facilité perçue de vivre la situation en compagnie de la famille ou d'autres sinistrés;
- les difficultés de transport pour le travail; et
- la possibilité de rendre service à des amis en demeurant à leur domicile.

Les lieux de refuge

Les sinistrés qui ont quitté leur domicile ont eu recours – dans une immense majorité, soit 96,4 % – à des ressources familiales ou personnelles. Ils sont donc hébergés chez des membres de leur famille ou chez leurs proches, ou encore ils vont habiter leur résidence secondaire, ou ils vont à l'hôtel. Si près des trois quarts de ces gens n'ont connu qu'un seul lieu d'hébergement, de nombreuses personnes ont dû se relocaliser et parfois même à plusieurs reprises (voir tableau VII). Les périodes d'hébergement varient bien sûr en fonction des zones touchées et de la rapidité avec laquelle les rebranchements y ont été effectués, mais dans la plupart des cas, soit 34 %, les gens ont été hébergés pendant 2 à 3 jours. Le rapport de la commission ne nous indique pas si le nombre de jours d'hébergement est en rapport avec le nombre de lieux d'hébergement, mais nous pouvons le supposer

Le recours aux ressources personnelles est réalisé selon un schéma convenu, en choisissant, là où c'est possible, de multiplier les sources d'aide pour éviter de surexploiter le réseau social. Aussi fait-on appel dans un premier temps à la famille (66 %, selon l'enquête téléphonique menée aux fins du rapport de la Commission

¹¹⁶ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Les conséquences de la tempête de verglas sur la santé biopsychosociale des familles, personnes âgées et agriculteurs sinistrés en fonction du mode d'habitation*, p. 25.

scientifique et technique) en ce qui concerne l'hébergement car la question de l'intimité est plus facilement résolue dans le cercle familial qu'à l'extérieur (25 % selon l'enquête ont d'abord fait appel à des amis et 2 % à des voisins¹¹⁷).

Tableau VII

Les changements de lieux d'hébergement			
Nombre de lieux d'hébergement	%	Nombre de jours hébergés	%
1	73	1	27
2	22	2 à 3	34
3	2	4 à 7	24
plus de 3	2	8 à 14	9
		plus de 14	7

Note : nombre de répondants : 819, d'après une enquête de la Commission.

Source : d'après le tableau tiré du Rapport de la Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998. Volume 2. Les impacts sociaux, économiques et environnementaux, Les publications du Québec, 1999, p. 54.

Les gens financièrement à l'aise choisissent d'aller soit à leur résidence secondaire, si toutefois elle est située en dehors de la zone sinistrée, soit à l'hôtel : « parmi les sinistrés qui ont dû quitter leur résidence, 10 % des ménages ayant un revenu de 70 000 \$ et plus ont préféré l'hôtel ou la résidence secondaire comme lieu d'hébergement... »¹¹⁸. Ils acceptent volontiers de quitter leur maison parce qu'ils vont s'installer dans un autre chez-soi¹¹⁹. Ils n'ont donc à sacrifier ni intimité ni autonomie, ni même d'avoir recours à leurs réseaux personnels !

À l'opposé, les gens les plus démunis, que ce soit en terme de réseau de contacts ou de moyens financiers, n'ont souvent eu d'autre choix que d'aller en centre de services aux sinistrés : « pour la majorité, le centre de services aux sinistrés a été

¹¹⁷ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 78

¹¹⁸ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 97.

¹¹⁹ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 65.

perçu comme un service de dernier recours, réservé à ceux qui ne pouvaient faire autrement, c'est-à-dire aux « défavorisés des liens sociaux », à ceux privés de réseau pour les accueillir ou incapables de rester chez eux »¹²⁰. Cette indigence apparaît clairement puisque « le tiers des sinistrés hébergés dans les centres ont mentionné qu'un des plus importants impacts du sinistre sera d'avoir fait ressortir la pauvreté de leur réseau personnel »¹²¹. Pour ceux-ci, l'aide a été plus difficile à obtenir : « chez certaines personnes, le réseau personnel ne dépasse pas le cercle familial : elles ne nourrissent pas de liens assez étroits avec des amis, des collègues de travail ou des voisins pour pouvoir leur demander de l'aide. Dans cette perspective, il était difficile d'obtenir assistance d'un réseau personnel si limité: il a fallu se diriger vers des centres de services aux sinistrés. D'autres, n'ayant pas du tout accès à un réseau familial en raison de conflits, de décès ou d'une récente immigration ont été encore plus vulnérables. Il leur a souvent fallu se débrouiller seuls et se rendre dans des centres de services aux sinistrés »¹²².

Seulement 4 % de la population sinistrée a eu recours aux centres de services aux sinistrés. Les sinistrés qui fréquentent les centres y vont pour dormir, mais également pour prendre des informations, pour briser la monotonie et l'isolement, pour prendre un repas chaud et aussi pour prendre une douche. Ces centres sont localisés dans des endroits qui peuvent accueillir plusieurs dizaines de personnes, la plupart du temps il s'agit de gymnases d'écoles ou de centres municipaux ou communautaires¹²³. Ces centres offrent des services visant, d'une part, à minimiser l'impact du sinistre auprès des sinistrés et, d'autre part, à assurer leur sécurité et satisfaire leurs besoins essentiels. Ils sont offerts pendant une durée limitée, c'est-à-dire pendant la durée de la panne dans la région qu'ils desservent.

¹²⁰ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 93.

¹²¹ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 101.

¹²² Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 81.

¹²³ En tout, pendant le sinistre, 454 centres ont été ouverts avec une capacité totale de 130 000 lits (Commission scientifique et technique, vol. 1, p. 128).

La gestion de la cohabitation

La gestion des offres et des demandes d'hébergement a parfois semblé échapper aux hébergeants et explique pourquoi, malgré les conditions précaires, ils ont souvent reçu plus d'une personne à la fois. Les résultats de l'enquête téléphonique menée aux fins du rapport de la Commission scientifique et technique « indiquent d'ailleurs que seulement 16 % des hôtes n'ont reçu qu'une personne, alors que 42 % en ont hébergé deux ou trois et 43 % en ont accepté quatre ou plus »¹²⁴.

Les problèmes spécifiques à la cohabitation proviennent en grande partie de l'exiguïté des lieux d'hébergement. À l'exception des habitations permanentes d'hébergement ou de séjour temporaire comme les hôtels, les autres lieux d'hébergement auxquels les sinistrés du verglas ont eu recours n'étaient pas destinés à accueillir un aussi grand nombre de personnes, du moins en situation d'hébergement (les centres communautaires peuvent recevoir plusieurs personnes, mais pas pour y habiter). Les lieux d'hébergement, dans leur usage original, ne sont pas exigus en soi, mais ils ne sont pas conçus pour une fréquentation achalandée étalée sur une longue période de temps.

Cette cohabitation, lorsqu'elle se réalise en dehors des conditions de catastrophe, rappelle pourtant des situations plus heureuses, par exemple la période du temps des fêtes, ou les vacances. De fait, plusieurs personnes ont rapporté avoir vécu les premiers jours de l'évacuation à un rythme de vacances comme s'il s'agissait d'une grande fête, d'un grand party où l'on se couche tard¹²⁵. Cette exubérance des premiers jours de cohabitation assure un double rôle : celui de rapprocher les invités et les hôtes tout en les rassurant sur leur sort commun, et celui de dédramatiser la situation¹²⁶ en offrant une apparence de normalité. Cependant, comme la plupart continuent de travailler à l'extérieur, un rythme plus sobre prend vite le relais.

¹²⁴ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 79.

¹²⁵ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 70.

¹²⁶ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 82.

Aller habiter ailleurs, là où les conditions sont meilleures veut aussi dire, en revanche, renoncer à son autonomie, à son intimité, à ses habitudes, bref, à ses modes d'habitation. La cohabitation, fût-elle avec des proches, demande un assouplissement des exigences et des habitudes propres à chacun qui ne doivent pas entrer en conflit avec celles des autres membres de la maisonnée. La cohabitation avec des membres de sa famille comparativement à celle avec des gens que l'on ne côtoie qu'occasionnellement offre un avantage bien évident, celui de connaître sinon de partager une vision des habitudes de vie et d'occupation de l'habitation. En outre, le savant dosage entre les besoins de sécurité et d'intimité de chacun, que demande l'exercice de l'hospitalité, se calibre plus facilement quand il s'agit de gens de sa connaissance ou de son milieu. Toutefois, la cohabitation avec des proches a aussi connu sa part de ratés. La présence de jeunes enfants, d'animaux domestiques, de fumeurs parmi des non-fumeurs, de personnes passives ou dépendantes, de personnes sans obligations et sans contraintes d'horaire parmi des travailleurs, de même que des règles de savoir-vivre et d'hygiène différentes et le partage inégal des tâches et des coûts sont tous des sources d'exaspération que les hébergés et les hébergeants ont éprouvé.

En situation d'hébergement de masse, en l'occurrence dans les centres de services aux réfugiés, les situations de heurts se multiplient du seul fait que les sinistrés ignorent les modes d'habitation de leur voisin d'infortune. Conjuguées à l'exiguïté des lieux, à la promiscuité que cela suppose et au sous-équipement des installations sanitaires, les difficultés rencontrées par les sinistrés dans ces centres sont venues alimenter le stress, l'inconfort et le sentiment de perte d'intimité et d'identité des hébergés. Ceci explique pourquoi seulement une minorité de sinistrés ont passé un long séjour en centre de services aux sinistrés. Cette situation se complique encore lorsqu'un centre d'hébergement dessert une zone multiethnique. En effet, de tels centres, tous situés en milieu urbain, voient défiler de nombreuses identités culturelles avec la langue, les valeurs et les modes qui leur sont propres et qui, parfois, s'opposent à ceux des autres.

Tableau VIII

LES DIFFICULTÉS DES FAMILLES HÉBERGÉES	
CHEZ DES PARENTS OU DES AMIS	DANS LES CENTRES D'HÉBERGEMENT
<ul style="list-style-type: none"> ■ La désorganisation des règles et des habitudes de vie coutumières de sinistrés; l'adoption du mode de vie des hôtes ■ Le manque d'intimité; la vie commune dans des lieux exigus; la promiscuité dans les lieux d'hébergement ■ Le manque de combustible ou d'autres biens nécessaires à la poursuite des activités quotidiennes (bougies, huiles, batteries, bois, nourriture, essence...), l'approvisionnement et la conservation des denrées périssables ■ L'approvisionnement en eau chaude pour les soins d'hygiène, le lavage des vêtements et autres tâches domestiques quotidiennes ■ La préparation des repas à l'aide d'équipements non habituels ou non conventionnels ■ L'abandon des animaux domestiques au domicile ■ La surveillance ou la vérification quotidienne du domicile quitté; les difficultés de transport ou de déplacements; les inquiétudes pour les bris et les dommages au domicile ■ Le maintien continu des sources de chauffage (alimentation du poêle à bois) ■ L'invitation ou les pressions subtiles à quitter le lieu d'hébergement ■ Le sentiment de déranger ■ La crainte de vivre des conflits familiaux en situation d'hébergement, que les jeunes enfants importunent les hôtes 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les difficultés à bénéficier d'un sommeil adéquat et réparateur dans un milieu bruyant et étranger ■ L'absence d'intimité, le manque de liberté ■ La vie en communauté ■ L'intégration à de nouveaux groupes ■ Le manque de tranquillité, le froid, la promiscuité ■ Le manque de confort, le manque d'éclairage ■ Le manque d'hygiène ■ L'absence de règles de vie ■ La privation du chez-soi et de ses effets personnels ■ L'absence d'aires pour les fumeurs ■ L'absence de douches ■ La présence de personnes âgées démentes ou séniles ■ L'approvisionnement en nourriture, l'absence de repas chauds, la distribution de repas non équilibrés ou nutritifs ■ Les déplacements d'un lieu à un autre pour effectuer des activités de la vie quotidienne (lavage, hygiène, repas)

Source : Tiré de D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Les conséquences de la tempête de verglas sur la santé biopsychosociale des familles, personnes âgées et agriculteurs sinistrés en fonction du mode d'habitation*, Groupe de recherche et d'intervention régionales, collection « Notes et rapports de recherche », Université du Québec à Chicoutimi, 2001. Adaptation des tableaux 11, 12, 13 et 35, p. 28-31, 71-73.

Le rôle de l'information

Les citoyens « avaient besoin de connaître, le plus précisément possible, d'une part la durée estimée des pannes de courant dans leur secteur résidentiel en vue de définir leur stratégie de mobilisation des ressources et, d'autre part, les ressources mises à leur disposition par les autorités »¹²⁷. Par conséquent, la justesse des informations viendra déterminer le type de ressources auxquelles il sera nécessaire d'avoir recours et la durée de l'assistance qui sera requise. « Plus les autorités donnent l'heure juste sur la durée des événements, plus les citoyens sont en mesure de mobiliser des ressources en évitant épuisement et tensions. On peut par exemple penser aux hébergeants qui auraient peut-être mieux partagé les tâches et les coûts, s'ils avaient mieux évalué ou anticipé la durée de la panne »¹²⁸.

Toutefois, l'incertitude liée au déficit informationnel a joué un rôle de premier ordre dans l'organisation de l'entraide. « Accueillir des gens pour une période de deux à cinq jours est une chose, savoir qu'ils risquent d'être là pour un mois en est une autre »¹²⁹. Aussi, peut-on se demander quel aurait été le degré de mobilisation des réseaux individuels si tous avaient connu au départ la durée totale des pannes.

Plusieurs sinistrés avaient conscience de la difficulté que les autorités éprouvaient à leur fournir des informations précises et définitives quant aux dates de rebranchement des résidences, bien que cela « a sans aucun doute été la dimension la plus éprouvante du sinistre »¹³⁰. En plus des renseignements se rapportant aux dates de rebranchement, les sinistrés réclamaient des informations spécifiques, à savoir des conseils techniques à propos de la tuyauterie, de l'aération du domicile et du déglacage ou du déneigement des toitures; des conseils juridiques

¹²⁷ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 90.

¹²⁸ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 78.

¹²⁹ Commission scientifique et technique, vol. 1, p. 379.

¹³⁰ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 63.

portant sur les obligations et les droits des locataires et des propriétaires; et des conseils relatifs à la santé publique et à l'hygiène concernant la conservation et la cuisson des aliments, les dangers d'intoxication, les risques d'épidémie dans les centres d'hébergement et autres risques liés à la promiscuité et au délabrement des installations et des équipements sanitaires.

Tableau IX

Les principaux constats sur les besoins en information des sinistrés
Pour ce qui est de leurs besoins en information et en communication, les sinistrés veulent en priorité :
Une information rapide, qui leur dit clairement et sans délai que la situation en est une d'urgence ou de crise.
Une information transparente, qui ne cache pas les incertitudes qui subsistent.
Une information facile d'accès, qu'on peut obtenir sans obstacle ni tracasseries inutiles.
Une information contextualisée, qui tient compte de la situation des personnes qui la reçoivent, c'est-à-dire les différents publics.
Une information ouverte, qui ne soit pas monopolisée par la situation qui existe dans les grands centres, en particulier Montréal, où l'on retrouve les médias les plus importants.
Pour ce qui est des sources d'information, le jugement des sinistrés comprend les éléments suivants :
Dans de nombreux cas, et notamment au cours des premiers jours du sinistre, les sinistrés ont privilégié l'information de proximité, surtout parce qu'elle était plus facile d'accès et plus pertinente.
Le téléphone a joué un rôle essentiel, même si ce n'est pas un média de masse, et la perte du service téléphonique a souvent été source de stress.
La radio a été le média du moment.
Les municipalités et les mairies ont été largement absentes du processus communicationnel.
La presse écrite a surtout contribué à éveiller les citoyens à l'ampleur et à l'étendue du sinistre.
La télévision a joué un rôle ambigu : essentielle pour présenter le portrait d'ensemble, elle était cependant trop portée sur le sensationnalisme et ne pouvait rejoindre les sinistrés privés d'électricité.

Source : Tiré du rapport de la Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998, Volume 1, *La sécurité civile*, Les publications du Québec, 1999, p. 380.

L'information issue des réseaux personnels transite par trois voies : le contact direct, le téléphone et l'internet.

Les contacts directs avec les forces de police, les autorités de la sécurité civile et même avec les techniciens d'Hydro-Québec croisés dans la rue ou ceux qui venaient à la porte ont été des sources d'information parmi les plus prisées. Les sinistrés ont également obtenu de l'information en s'adressant à leurs proches, aux commerces avoisinants et en visitant les centres de services aux sinistrés qui se sont vite avérés des centres privilégiés d'information.

Quant au téléphone, il a été « pour l'ensemble des sinistrés, un moyen privilégié d'échanger avec les proches et de s'informer sur les moyens d'avoir de l'aide [...] ils l'ont utilisé abondamment... »¹³¹ Aussi les pannes de téléphone, qui ont touché 43 % des sinistrés, ont-elles été ressenties avec beaucoup d'acuité¹³². De plus, le manque d'information sur l'étendue des dommages au réseau téléphonique et sur le rétablissement du service a été déploré par plusieurs. L'utilité des systèmes de téléphonie cellulaire a été limitée pendant la catastrophe puisque leur durée d'autonomie sur pile est réduite et que leur rechargement est électrique. En revanche, les abonnés « au service de boîte vocale de Bell, et qui avaient quitté leur domicile, ont régulièrement utilisé leur système de messagerie pour prendre des nouvelles de leurs proches »¹³³.

La technologie internet s'est montrée des plus vulnérables et n'a pu jouer de rôle signifiant lors de ce sinistre, puisque tous les services qu'elle offre, qu'il s'agisse de la consultation d'informations ou de la messagerie électronique, requièrent un accès à un réseau de distribution électrique, de téléphonie ou de câblodistribution.

¹³¹ Commission scientifique et technique, vol. 1, p. 373.

¹³² Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 66.

¹³³ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 75.

L'une des enquêtes rapportées dans le volet de la Sécurité publique de la Commission scientifique et technique¹³⁴ rapporte que les sinistrés ont, dans une très large proportion (86 %), obtenu des informations par le biais de la radio et de la télévision (voir tableau III). Cependant, le volet portant sur les aspects psychosociaux de la même Commission (volume II) indique que c'est d'abord par l'entremise des réseaux personnels que les sinistrés sont allés puiser leur information¹³⁵. En particulier, on y dit que les informations transmises par la radio et la télévision étaient d'ordre trop général pour être utiles (voir tableau IX). Néanmoins, la radio a été le lieu d'échanges entre les victimes du verglas qui ont pu se servir des ondes pour réclamer des provisions, des chandelles, des conseils et du réconfort.

Le milieu urbain

Le milieu urbain soulève des problèmes particuliers dans le cas des catastrophes en raison, d'une part, de la densité de la population et, d'autre part, de la typologie du parc domiciliaire, les deux étant par ailleurs étroitement liés. De plus, la zone urbaine regroupe de nombreux services et coïncide de ce fait au milieu de travail de la majorité : c'est ainsi que les résidants qui n'ont pas été affectés par les pannes à leur domicile ont pu l'être au travail.

Parmi les centres urbains frappés par les pannes, Montréal représente un cas d'espèce. En outre, l'« impraticabilité » des ponts et l'arrêt du métro ont rappelé brutalement aux Montréalais leur condition d'insulaires.

Les diverses communautés qui modèlent la région métropolitaine sont des plus hétérogènes, autant en terme de composition ethnique, linguistique, confessionnelle ou sociale qu'économique ou démographique. Les découpages territoriaux sont souvent sensibles à cette mosaïque. Aussi, la typologie du parc domiciliaire que

¹³⁴ Commission scientifique et technique, vol. 1, p. 374.

¹³⁵ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 90.

sous-tendent ces parcelles évoque-t-elle des conduites et des réponses qui lui sont propres.

Par exemple, les tours d'habitation et autres complexes d'habitation à haute densité, que l'on voit principalement en milieu urbain, ont mis en évidence une vulnérabilité unique lors du sinistre du verglas. Les pannes électriques ont d'une part privé d'ascenseur ces édifices, rendant les déplacements ardu, et, d'autre part, elles ont interrompu l'alimentation en eau aux étages supérieurs habituellement relayée par système hydraulique qui est le plus souvent secondé par un système électrique. La grande dépendance de ce type de logement à l'électricité, l'absence d'une source de chauffage de remplacement et la mauvaise isolation des logements concourent à une rapide déperdition de chaleur dans ces grands édifices et, partant, à une dégradation des conditions d'habitabilité des logements¹³⁶.

Seulement 45% des sinistrés de Montréal possédaient un chauffage d'appoint, comparativement à 94 % des sinistrés de l'Estrie, 90 % de ceux du Centre-du-Québec et 83 % de ceux du « triangle de glace ». Et bien que les pannes aient duré moins longtemps à Montréal, les montréalais ont été plus nombreux à quitter leur domicile pour trouver refuge ailleurs.

La vague de construction d'appartements condos qui déferle à Montréal, comme en périphérie du reste, vise entre autres à gagner des locataires à la propriété. Cette nouvelle affectation du logement s'accompagne souvent de rénovations, s'il ne s'agit pas carrément d'une nouvelle construction, et de la mise en valeur de certains équipements domiciliaires comme le foyer, dont l'attrait ne cesse de se confirmer, et les espaces à aires ouvertes. Les résidents de ces appartements se sont toutefois vite aperçus que ces appareils de chauffage sont plus esthétiques qu'efficaces et qu'en outre la chaleur est bien difficile à contenir dans ces grands espaces. Néanmoins, certains de ces appareils se sont révélés assez pratiques pour ralentir

¹³⁶ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 51.

le processus de refroidissement des appartements et retarder le départ des occupants.

C'est également en milieu urbain que les gens de passage sont les plus nombreux. Qu'il s'agisse d'étudiants étrangers, de travailleurs itinérants, d'émigrants non encore fixés, les populations en transit ont sur ce territoire, du fait de leur non-enracinement ou de leur récente implantation, un réseau de contacts restreint.

« Ceux d'entre eux [les immigrants récents] qui ont participé à l'enquête semblaient effectivement avoir des réseaux personnels très restreints et vivaient dans des immeubles plutôt anonymes. Pour eux, le stress de la désorganisation et de l'incertitude était fortement lié au manque d'argent, à leur incertitude ou à leur incapacité à surmonter financièrement le sinistre »¹³⁷.

Toutefois, il semble que même les citoyens qui sont établis de longue date aient en général moins de contact avec leurs voisins, leur communauté :

« à Montréal, dans la banlieue sud et en Outaouais, plusieurs sinistrés ont pris conscience qu'ils avaient peu de relations avec leur communauté. Cela a d'ailleurs constitué un problème important pour près de la moitié des résidents de la partie ouest de l'île de Montréal, comparativement au tiers seulement des sinistrés de la région du Centre-du-Québec ou de l'Estrie »¹³⁸.

Ces mêmes citoyens ont néanmoins un réseau social qui, à la différence des ruraux et des émigrants, déborde souvent de leur milieu immédiat, et qui a eu comme conséquence de mettre à leur disposition un lieu d'hébergement à l'extérieur de la zone sinistrée¹³⁹. En général, il ressort qu'un réseau pauvre, lié à des ressources financières également pauvres, entraînent forcément une évacuation vers les centres de services aux sinistrés. L'engorgement des centres d'hébergement de Montréal a aussi contribué à augmenter la perception du sinistre en zone urbaine.

¹³⁷ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 71.

¹³⁸ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 101.

¹³⁹ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 82.

L'importante concentration d'émigrants qu'on trouve à Montréal a été la source de problèmes spécifiques dans les centres d'hébergement, malgré la connaissance relativement juste que chaque arrondissement a de sa clientèle et des innombrables statistiques démographiques dont il dispose.

« La diversité de habitudes de la clientèle multiethnique de plusieurs centres créait des situations qu'il fallait régler avec tact et diligence »¹⁴⁰.

En effet, l'environnement inconnu et contraignant que représente le centre d'hébergement peut être perçu comme hostile. En outre, les difficultés de communication interethnique viennent accentuer l'impression d'être en milieu inhospitalier.

Les familles urbaines semblent pourtant avoir mieux vécu la relocalisation en centres que les familles rurales¹⁴¹. La durée plus importante des pannes en milieu rural, l'inadéquation des lieux de refuge et leur éloignement en seraient responsables.

Les pannes d'électricité postérieures à la tempête de verglas ont affecté l'une des fonctions les plus fondamentales du logement, celle de l'approvisionnement en eau potable, lorsque l'interruption du courant aux deux usines d'eau potable de la Ville de Montréal a privé d'eau 16 municipalités, dont la population totalise plus d'un million et demi de personnes. Non seulement les résidences de ces municipalités étaient privées d'eau courante, mais aussi les centres d'hébergement de ces municipalités, qui ont dû pallier cette pénurie par divers moyens : toilettes sèches, eau en bouteilles, etc.¹⁴²

¹⁴⁰ Commission scientifique et technique, vol. 1, p. 129.

¹⁴¹ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Les conséquences de la tempête de verglas [...] en fonction du mode d'habitation*, p. 122.

¹⁴² Commission scientifique et technique, vol. 1, p. 136.

Le milieu rural

Le milieu péri-urbain et le milieu rural se démarquent l'un de l'autre par la densité de leur population, les infrastructures, le marché de l'emploi et les composantes de leur paysage, mais se rapprochent par la structure plus homogène de leur population et par la typologie de leur parc domiciliaire qui est généralement davantage constitué de résidences unifamiliales. Les principales caractéristiques du milieu rural qui apportent un éclairage sur le déroulement du sinistre se résument ici à la spécificité de l'environnement, à l'isolement qu'apportent la distance et le manque d'information, à l'importance de l'autonomie de la débrouillardise et des réseaux d'entraide des résidents et, enfin, à l'évolution de la cohabitation de différents modes d'habitation en milieu rural.

L'environnement et en particulier le domaine sylvicole a canalisé la quasi-totalité des dégâts matériels de la tempête¹⁴³. Le tableau d'un paysage ravagé offert aux résidents ruraux a marqué la perception que les individus avaient de leur situation et l'évaluation qu'ils en faisaient :

« [...] le sentiment de vulnérabilité a été particulièrement ressenti par les habitants de la région du « triangle de glace » (80 % des sinistrés) et ceux du secteur ouest de Montréal (80 % par rapport à une moyenne de 71 % pour le reste des régions sinistrées), là où les dégâts, en particulier aux arbres, ont été les plus visibles. Dans les entrevues, c'est très souvent par rapport à ces visions du verglas que les répondants ont admis explicitement avoir ressenti de la peur »¹⁴⁴.

Du fait de leur éloignement, les résidences rurales sont déjà mieux préparées à faire face à une tempête hivernale : elles possèdent souvent un poêle à bois, quelquefois une génératrice ou une source de chauffage autre que l'électricité; elles sont

¹⁴³ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 191; voir aussi p. 62.

¹⁴⁴ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 63.

également bien approvisionnées en bois de chauffage et en denrées alimentaires, de sorte qu'elles ont une autonomie de plusieurs jours voire plusieurs semaines.

« À la campagne, ils sont habituellement mieux en mesure de faire face à des pannes d'électricité que les citadins.

Rapidement, ils réorganisent la maison autour du poêle à bois, fermant certaines pièces pour y garder la chaleur. [...] Souvent, ces sinistrés possèdent des lampes à l'huile pour s'éclairer »¹⁴⁵.

L'isolement en milieu rural se traduit souvent par des difficultés accrues de communication qui découlent des distances importantes qui séparent les résidences les unes des autres, des commerces ou des divers lieux d'échange et par des conditions routières difficiles. Les résidants des zones rurales ont été particulièrement accablés par la perte du téléphone¹⁴⁶.

Néanmoins, le sinistre du verglas a donné l'occasion de vérifier l'efficacité des réseaux personnels des résidants ruraux. De fait, la communication a très largement reposé sur les réseaux des individus en milieu rural, puisque les médias de masse étaient surtout accaparés par ce qui se passait à Montréal. De plus, conscients de leur faible représentation, les ruraux supposent plus facilement qu'ils ne sont pas entendus et qu'ils passent en second, derrière les métropolitains. En période de sinistre, cette sensation tend à être exacerbée :

« À peu près tous les sinistrés des régions rurales ont dit que le stress de se savoir isolés a été le plus difficile à supporter. Ils avaient besoin d'information leur permettant de se situer par rapport à l'ensemble, mais aussi par rapport à leur milieu immédiat.

[...] Les citoyens des régions rurales estiment aussi qu'on a surtout parlé des villes, de Montréal notamment, leur laissant ainsi le sentiment d'être exclus du circuit de l'information. [...] Si certains sinistrés se sont dits frustrés de ne pas voir leur situation rapportée dans les médias, plusieurs

¹⁴⁵ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 51.

¹⁴⁶ Commission scientifique et technique, vol. 1, p. 373.

citoyens, même de Montréal, ont déploré ne pas avoir une vue d'ensemble du sinistre. Ils auraient voulu une présentation à l'échelle du Québec, en savoir davantage sur ce qui arrivait, ce qui se faisait d'une région à l'autre »¹⁴⁷.

Le milieu rural, peut-être en raison d'une situation historique d'isolement, d'« excentricité » et d'un système productif à prépondérance sylvo-agricole où les petits et grands coups de main ont toujours eu leur place, a depuis longtemps reconnu les privilèges de l'entraide. Le réseau de contacts personnels des ruraux est par conséquent bien entretenu.

« La relation entre voisins était différente, selon que les sinistrés provenaient du milieu rural ou du milieu urbain. À la campagne, ces relations sont souvent établies depuis plusieurs années et suscitent l'amitié : une relation d'entraide existe déjà. Plusieurs caractéristiques du milieu rural expliquent l'existence de cette entraide : le partage d'activités communes liées à l'agriculture, la stabilité résidentielle des gens, l'homogénéité de la communauté, etc. De nombreuses personnes du milieu rural ont d'ailleurs souligné la facilité avec laquelle elles ont pu mobiliser leurs réseaux personnels »¹⁴⁸.

[...] L'entraide se fait beaucoup plus facilement au sein d'un réseau où les liens entre les gens sont stables et de longue durée. Or, certaines autres conditions importent, telle la proximité géographique et la stabilité résidentielle »¹⁴⁹.

Ceci explique que la circulation de l'aide s'est faite beaucoup plus facilement en milieu rural qu'en milieu urbain :

« Généralement, à la campagne, les gens déménagent moins fréquemment et arrivent à mieux se connaître. La plupart du temps leur réseau social s'intègre à leur milieu de vie. Il existe une proximité géographique entre les membres du réseau. À l'inverse, les gens de la

¹⁴⁷ Commission scientifique et technique, vol. 1, p. 372.

¹⁴⁸ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 80.

¹⁴⁹ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 81.

ville déménagent plus souvent et connaissent peu leurs voisins : leur réseau social est souvent plus dispersé, géographiquement, que pour les premiers... Or la distance constitue une entrave à la circulation de l'aide »¹⁵⁰.

Des résidences plus autonomes, la volonté de se débrouiller seul, l'incertitude persistante quant à la durée des pannes, tout concourt à favoriser le maintien à domicile des sinistrés du milieu rural :

« En milieu rural, beaucoup ont surtout été « hébergeants » plutôt qu'hébergés et ont gardé la maison tout le long de la panne »¹⁵¹.

BREF...

La catastrophe mobilise les sinistrés derrière un même but : assurer, pour soi et pour ses proches, un logement offrant confort et sécurité. Pour y parvenir les écueils sont nombreux et les stratégies fluctuent en fonction des différents groupes selon leurs caractéristiques sociales, économiques ou démographiques et des informations recueillies. De l'éclatement, on retiendra qu'il n'y a pas eu véritablement de rupture ni d'urgence, seulement un glissement de la tempête vers les pannes, et une progression de l'état d'inhabitabilité du domicile au fur et à mesure que le froid gagne la demeure. Le court terme est quant à lui entièrement voué à l'obtention d'informations pertinentes, à lutter contre le froid, à s'approvisionner en produits et en denrées permettant de tenir sans électricité, à établir des contacts avec l'entourage et à organiser la vie quotidienne. Enfin, le moyen et long terme de la catastrophe sont consacrés à poursuivre les activités amorcées sous le court terme et à ajuster ses stratégies en fonction de la durée qui s'annonce par la recherche d'un hébergement adapté à cette durée, par la résolution de conflits de cohabitation, par la quête d'informations, de moyens et d'équipements propres à assurer la vie en situation d'habitation temporaire.

¹⁵⁰ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 82.

¹⁵¹ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 54.

3.6 L'APRÈS-CATASTROPHE

Pour plusieurs, le rétablissement de l'électricité signifie la fin de la catastrophe et le retour à la normale. Mais le soulagement auquel s'attendent les sinistrés n'est pas au rendez-vous et la fin de la catastrophe ne met pas un terme à leurs incertitudes. De même qu'il n'y a pas eu véritablement d'éclatement, de même que les pannes ne sont pas survenues au même moment pour tous, de même les rebranchements se feront à différents moments avec, en bout de ligne, des décalages importants entre les sinistrés. Entre les premières pannes, survenues le 5 janvier, et les derniers rebranchements, aux environs du 7 février, les équipes d'Hydro-Québec se sont employées à remettre *graduellement* le réseau en l'état. La phase de rétablissement ne sera pas vécue par tous les sinistrés au même moment. Nombre de personnes estiment que les pires moments de la catastrophe ont été vécus lorsque d'autres sinistrés retrouvaient l'électricité alors qu'ils en étaient encore privés eux-mêmes. Une résidente témoigne :

« Quand tu voyais tout le monde, l'électricité revenir chez eux et pas chez toi, tu étais toujours sans électricité. Les gens revenaient puis étaient dans un monde où la vie recommençait. Il y avait une espèce de décalage entre les réalités de chacun »¹⁵².

Les sinistrés se démarquent donc *graduellement* en clans : les sinistrés « chanceux » et les sinistrés « malchanceux », ceux qui ont recouvré l'électricité et ceux qui en sont toujours privés. Au fur et à mesure que l'électricité regagne les foyers, le temps relatif de la catastrophe se fissure :

« Certaines personnes ont recouvré l'électricité quelques jours plus tard que leurs voisins. [...] Des groupes de gens hébergés ensemble se sont fragmentés progressivement, à mesure que chacun récupérait l'électricité... »

¹⁵² Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 60.

Les premiers rebranchés sont les Montréalais, alors que les résidents de l'Outaouais et de la Montérégie sont parmi les derniers. Aussi, bien des sinistrés doivent reprendre le travail dans des conditions difficiles : toujours privés d'électricité à leur domicile, mais devant poursuivre leurs activités professionnelles aux côtés de collègues ayant parfois peu de compassion. Certaines personnes, bien qu'elles aient recouvré l'électricité, ont retardé sciemment leur rentrée chez elles, comme ces personnes âgées chez qui on a constaté une perte d'autonomie marquée pendant leur séjour en centre d'hébergement et qui s'estimaient mieux au centre de services pour les sinistrés qu'à leur domicile.

Pour bien des gens, le pire moment de la catastrophe a été l'après-catastrophe. C'est le moment où les sinistrés réintègrent leur logement, où ils procèdent au nettoyage et à la recension des dégâts : tuyaux éclatés en raison du gel, murs fissurés par les infiltrations d'eau, lave-vaisselle et lessiveuse endommagées, etc. Cette phase correspond aussi au moment où ils se retrouvent seuls face à leurs problèmes, après avoir vécu « ensemble » la catastrophe. Ces ex-sinistrés hésitent – et souvent renoncent – à faire appel à nouveau à leurs proches pour obtenir de l'aide, considérant qu'ils les ont déjà suffisamment sollicités :

« Si la période du verglas et de la panne a donné lieu à l'expression de l'entraide entre voisins, amis et membre de la famille, à l'opposé, l'après-sinistre, au chapitre des corvées de nettoyage, de réparation et de déblaiement de branches, a été vécu de façon isolée ou individuelle »¹⁵³.

Du côté des « hébergeants » – qu'ils aient été sinistrés ou non –, le retour de l'électricité chez leurs hôtes donne lieu à des désertions : les invités se dispersent, laissant les hôtes seuls avec la corvée de nettoyage.

¹⁵³ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 47.

« Ils [les hébergeants] ont senti une forme d'injustice : ils étaient là quand les autres avaient besoin d'aide; ainsi, au retour de l'électricité, ils auraient bien aimé avoir un coup de main, mais chacun s'occupait de la réintégration de son propre domicile et de sa réinstallation »¹⁵⁴.

En outre, si la plupart des hébergeants sont heureux de récupérer leur milieu de vie, d'autres cependant éprouvent l'étrange sentiment d'être étrangers dans leur propre maison, alors qu'un sentiment de vide envahit le lieu¹⁵⁵. D'autres encore ressentent le besoin de se retirer, de limiter leurs contacts, de reconstruire leur intimité¹⁵⁶. Il leur faut réapprivoiser le quotidien, retrouver les gestes et les activités de jadis avec leurs temporalités propres, tous des avantages tenus comme acquis avant les pannes.

Il arrive aussi que certains sinistrés « chanceux » voient leur chance tourner lorsqu'ils trouvent leur logement dans un état si piètre qu'ils ne peuvent le réintégrer. Ils sont donc contraints de prolonger leur séjour en hébergement provisoire, au moment où les réseaux s'épuisent et où l'empathie s'étiole. Certains devront même déménager pour de bon.

« Certains répondants montréalais n'ont simplement pas pu réintégrer leur logement, devenu insalubre. D'autres ont passé quelques jours dans une situation de grande désorganisation, des pièces de leur domicile n'étaient plus habitables... »¹⁵⁷.

La vétusté des installations de plomberie d'une partie du parc de logements de Montréal a contribué à retarder la rentrée de plusieurs locataires. D'après les réclamations produites auprès des assureurs, les dommages aux bâtiments

¹⁵⁴ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 56.

¹⁵⁵ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 99.

¹⁵⁶ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 61.

¹⁵⁷ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 46.

concernent les infiltrations d'eau et les dommages aux toitures, au système de chauffage et à la plomberie pour une moyenne de 3 000 \$ environ par réclamation. Cependant ces réclamations ne totaliseraient que 25 % de toutes les réclamations se rapportant au sinistre du verglas, les autres 75 % se rapportant à la perte d'aliments congelés avec, dans ces cas, une valeur moyenne de 330 \$¹⁵⁸. Toutefois, les assurances résidentielles privées ne couvrent pas les dommages subis par le paysage végétal, lequel a subi tout le poids de la tempête de pluie verglaçante.

Les pertes et les dommages les plus importants semblent avoir été subis par les agriculteurs. La portée de ces dommages et les pertes relatives à la production risquent d'affecter les agriculteurs et les acériculteurs à plus long terme¹⁵⁹.

C'est en grande partie l'ampleur des dommages aux bâtiments et des corvées qui attendent les résidants qui détermineront la rapidité et la facilité de la réintégration du domicile et de la routine de ces activités. Le bilan des dégâts et la corvée de nettoyage a pu commencer bien avant cette phase de l'après-catastrophe. En effet, plusieurs sinistrés n'ont pas attendu la fin de la catastrophe pour entreprendre, qui des démarches auprès des assureurs, qui des réparations. Pour eux, la réintégration s'est alors effectuée sans heurts, facilitant du coup la récupération du bien-être et de la qualité de vie d'avant.

L'après-catastrophe correspond en outre au moment des bilans, des constats, des « si cela se reproduisait », des « si j'avais su ». C'est aussi la prise de conscience de la vulnérabilité de l'habitation, des modes de vie qu'elle entretient, des infrastructures ou de la relativité des notions de sécurité, d'autonomie, de confort; c'est la réalisation que l'on vient de vivre une catastrophe. D'après les sondages effectués par la Commission scientifique et technique, plusieurs hébergeants ne

¹⁵⁸ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 190.

¹⁵⁹ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Les conséquences de la tempête de verglas [...] en fonction du mode d'habitation*, p. 123 et 127.

répéteraient pas l'expérience, et nombre d'hébergés iraient loger à l'hôtel plutôt que chez des parents. Cependant, d'après les entrevues rapportées par Maltais, Robichaud et Simard, les répondants sinistrés affirment ne pas avoir adopté de mesures ni même envisager le faire, en cas de sinistre de nature indéterminé. Les raisons évoquées sont l'absence de moyens financiers, le manque d'information sur les mesures de sécurité à adopter, la faible probabilité qu'un désastre survienne et l'impossibilité de prévoir une telle situation et donc de s'y préparer¹⁶⁰.

L'après-catastrophe fut l'occasion pour beaucoup de prendre conscience « du peu de maîtrise qu'ils avaient sur leur maison »¹⁶¹ et de leur méconnaissance de leur lieu d'habitation, des systèmes électriques, de chauffage ou de tuyauterie, par exemple. Or la maîtrise de tous les équipements du domicile n'était jamais apparue avant comme étant nécessaire à la pleine jouissance du lieu. Ce sera pour plusieurs l'occasion de remédier à ces insuffisances d'une part, et, d'autre part, de procéder à l'achat de nouveaux équipements : l'après-verglas a donné lieu à la vente massive d'appareils de chauffage d'appoint allant de la génératrice aux poêles à bois ou à mazout¹⁶².

Les sinistrés ne passeront pas à côté des occasions d'apprentissage qu'offre l'après-catastrophe. Après avoir souffert d'incertitude, ils veulent désormais parer à d'éventuels « répliques » de tels épisodes de verglas. L'achat d'équipement de chauffage, d'éclairage, de cuisine entre dans cette stratégie de prévoyance et vise essentiellement à éliminer une part d'incertitude et de risque. Les sinistrés, de même que ceux qui les ont côtoyés de près, reconnaissent ici les vertus de la planification des mesures d'urgence et d'habitation temporaire, car il faut avant tout rebâtir la

¹⁶⁰ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, Les conséquences de la tempête de verglas... en fonction du mode d'habitation, p. 117.

¹⁶¹ Commission scientifique et technique, vol. 2, p. 66.

¹⁶² D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, Les conséquences de la tempête de verglas... en fonction du mode d'habitation, p. 115-116.

confiance en la valeur d'abri et de refuge que présente l'habitation, et dont la réputation a grandement souffert pendant ce sinistre.

BREF...

Les sinistrés retrouvent leur domicile et tente de se réapproprier l'espace et le temps d'avant. Marqué par la fin de l'entraide, la fin des squats, l'après-catastrophe ne signe toutefois pas la fin de l'incertitude puisque nombre de sinistrés découvrent alors l'ampleur des dégâts qui ont touché leur domicile. Malgré tout, le retour à l'équilibre se fera rapidement car le milieu bâti est presque intact, tout le poids du verglas étant retombé sur l'environnement naturel. L'après-catastrophe correspond au moment où l'on récupère son chez-soi, où l'on dresse des bilans, où l'on procède au nettoyage, aux réparations, au ravitaillement et à l'achat d'équipements en vue d'affronter ou de parer à de nouveaux épisodes catastrophiques.

RÉSUMÉ

3.7 RÉSUMÉ

Le portrait de la catastrophe en quelques chiffres

- La tempête de verglas s'étend sur une période de cinq jours pendant lesquels il a plu 80 heures (la moyenne pour tout l'hiver est de 45 à 65 heures), laissant des accumulations variant de 70 à 110 millimètres, soit trois fois plus que les plus importantes chutes de verglas jamais enregistrées.
- Au Québec, la tempête touche 600 municipalités, soit quelque 4,8 millions de Québécois.
- 2 000 000 d'hectares de forêt sont dévastés.
- Le réseau de distribution électrique est endommagé sur une longueur de plus de 3 000 kilomètres. Plus de 16 000 poteaux en bois du réseau de distribution, ainsi que 3 000 structures du réseau de transport - dont 1 000 pylônes en acier - sont endommagés. Près de 4 000 transformateurs sont hors d'usage.
- 1 400 000 abonnés ou environ 3 500 000 personnes ont été privés d'électricité pendant des périodes allant de quelques heures jusqu'à 30 jours.
- 72,5% des foyers québécois dépendent de l'électricité pour le chauffage. Ainsi, 1 008 000 abonnés ou environ 2 520 000 personnes ont été privées de chauffage, dont certaines pendant 30 jours.
- Seulement 45% des sinistrés de Montréal possédaient un chauffage d'appoint, comparativement à 94 % des sinistrés de l'Estrie, 90 % de ceux du Centre-du-Québec et 83 % de ceux du « triangle de glace ».
- 43 % des sinistrés ont aussi connu des pannes de téléphone.
- Plus de 1 500 000 de personnes ont été privées d'eau pendant une courte période.
- Le sinistre a fait 30 décès directement liés aux conditions climatiques et compte 354 intoxications au monoxyde de carbone reliées à certaines pratiques de l'habiter.

RESUME

Les temporalités

- La durée des pannes est un facteur déterminant pour le choix d'un refuge : sur l'ensemble des sinistrés qui sont demeurés à la maison, 74 % sont restés parce qu'ils s'attendaient à un retour plus rapide de l'électricité.
- Les stratégies de relocalisation ou de lutte pour le maintien à domicile en dépit de la panne de courant électrique étaient toutes fondées sur la connaissance des durées potentielles des pannes. Cependant l'ignorance de la durée des pannes a été instrumentale dans l'offre d'entraide et notamment de l'hébergement. En effet, si les hébergeants avaient su au départ qu'ils accueilleraient leurs hôtes pour plusieurs jours, voire plusieurs semaines, ils se seraient peut-être abstenus d'offrir l'hospitalité.
- La durée prolongée des pannes est la seconde raison évoquée, après le manque de confort, pour une deuxième relocalisation.
- Au sein de la communauté des sinistrés, plusieurs temporalités coexistent créant parfois des tensions, voire des ruptures. Ainsi il y a parfois eu rupture d'une part entre la population touchée par les pannes et celle qui ne l'est pas : les deux vivant dans des temporalités différentes et souvent irréconciliables (par exemple, les patrons non sinistrés qui nient les besoins spécifiques de leurs employés sinistrés ou leur refusent plus de latitude); et d'autre part entre membres d'une même maisonnée quand l'un s'absente du logis pour le travail par exemple.
- Dans la population sinistrée qui doit conjuguer travail, responsabilités familiales et domestiques coutumières, de même que des activités exceptionnelles comme l'exige la catastrophe, 42 % éprouvent des difficultés importantes à composer avec ces différentes temporalités. Cependant, pour certains résidents, le fait de devoir continuer à conjuguer différentes temporalités comme le travail et les responsabilités domestiques présente une coupure bienvenue avec la catastrophe (40 % des sinistrés du triangle de glace ne se sont jamais absentés du travail pendant le sinistre).
- Les sinistrés identifient la perte de contact avec un rapport au temps et à l'espace domestique comme étant un des impacts majeurs du sinistre. Ceux qui vivaient constamment en zone sinistrée se trouvaient plongés dans un espace clos et des repères de temps restreints, coupés du rythme de vie de la société élargie. Cependant, au terme du sinistre, le retour au temps individuel, a été pour plusieurs le pire moment de la catastrophe. En effet, quand le temps relatif de la catastrophe a commencé à se fissurer, les sinistrés se retrouvent seuls face à leurs problèmes, après avoir vécu « ensemble » la catastrophe, souvent sans oser faire appel de nouveau à leurs proches.

RÉSUMÉ

Les choix des sinistrés : le maintien à domicile

- La majorité des sinistrés (60 %) sont restés à la maison pendant toute la durée des pannes évoquant d'une part la possession d'un chauffage d'appoint et d'autre part par l'absence d'offres d'hébergement jugées satisfaisant.
- Presque 53 % des personnes sondées ont avoué être restées pour prendre soin de leur animal domestique.
- 21 % des gens disent être restés chez eux parce qu'ils n'avaient reçu aucune offre d'hébergement et 23 % parce qu'ils n'avaient pas vraiment de contact avec l'extérieur.
- Ceux qui sont restés sont souvent aussi ceux qui ont hébergé d'autres sinistrés comme eux. Les sinistrés sont parfois restés parce que ils hébergeaient d'autres sinistrés.
- Les sinistrés sont demeurés à domicile pour prendre soin de leurs biens.
- Les résidants sont aussi restés par besoin de préserver leur intimité.
- Le maintien à domicile a été facilité par la distribution du bois de chauffage.
- Un réseau de contacts bien développé contribue au maintien à domicile en facilitant l'approvisionnement en produits de première nécessité et en équipements.
- La satisfaction de se débrouiller seul et la valorisation qui en résulte ont contribué au maintien à domicile de nombreux résidants.

Les choix des sinistrés : la décision de partir

- Les résidants qui n'ont aucune autre source de chauffage que l'électricité quittent leur domicile.
- Les malades, ou les gens vivant avec des personnes malades, les gens âgés et les femmes seules avec enfants sont les premiers à quitter leur logement.
- Les gens qui peuvent se reloger facilement comme ceux qui habitent seuls, de même que les couples sans enfant quittent plus vite leur domicile.
- Les sinistrés qui ont reçu une offre d'hébergement vont aussi laisser leur logement plus vite.
- Les personnes à faible revenu qui n'ont ni les moyens ni les ressources pour se procurer des biens permettant de vivre sans électricité vont aussi quitté leur logement.

RESUME

Les choix des sinistrés : les lieux de refuge

- 96 % des personnes affectées par la panne se sont débrouillées par leurs propres moyens, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas eu recours à des services officiels d'hébergement.
- 66 % font appel dans un premier temps à la famille; 25 % ont d'abord fait appel à des amis et 2 % à des voisins.
- D'autres sinistrés choisissent d'aller à l'hôtel ou à leur résidence secondaire.
- Seul 4 % de la population a eu recours à des centres de services aux sinistrés.
- De ceux qui ont évacué leur domicile, 73 % des sinistrés n'ont connu qu'un seul lieu d'hébergement, alors que 22 % ont dû se reloger une seconde fois, que 2 % ont dû se déplacer une troisième fois et qu'enfin un dernier 2 % ont dû changer plus de trois fois.
- 27 % des gens hébergés ne l'ont été que pour une période de 24 heures, alors que 34 % l'ont été pendant 2 à 3 jours, 9 % pendant une période allant de 8 à 14 jours, et 7 % pendant plus de 14 jours.
- La proximité est identifiée par plus de 50 % des gens hébergés comme un des critères de choix du premier lieu d'hébergement; 97 % des gens hébergés chez un voisin au déplacement initial ont dit que c'était pour demeurer près de chez eux.
- Le sinistré choisi un refuge en fonction d'abord d'un facteur d'identité : c'est-à-dire un endroit qui lui ressemble et qui rassemble une grande partie de son identité symbolique. Les premiers signes d'identité reliés à la maison sont extérieurs et ont trait à sa localisation (le quartier) et au type de logement. Voilà pourquoi les sinistrés choisissent de demeurer à proximité de leur résidence.
- Après l'identité, les notions de sécurité et surtout d'intimité, de même que l'idée générale de confort viennent ensuite compléter la liste des critères de sélection pour la recherche d'un refuge.
- La recherche de confort est la raison principale d'une première relocalisation.

RESUME

Les choix des sinistrés : Les problèmes de la cohabitation

- Les centres de services aux sinistrés localisés dans des endroits qui peuvent accueillir plusieurs dizaines de personnes comme des gymnases d'écoles ou de centres municipaux ou communautaires, ne disposent pas d'équipements suffisant pour venir en aide et subvenir aux besoins de tous leurs hôtes (lits et couvertures en quantité insuffisante, équipement sanitaire déficitaire, etc.)
- Près des deux tiers de la population hébergée ont dit avoir eu des problèmes de stress importants en rapport au manque d'intimité et à l'inconfort qui résultait de la cohabitation.
- Les logements ne sont pas destinés à accueillir un grand nombre de personnes en situation de cohabitation pour une période de temps prolongé. La surutilisation de l'espace et la surpopulation des logements entraînent des problèmes importants de promiscuité et de perte d'intimité.
- La cohabitation est rendue plus difficile par la présence de jeunes enfants, d'animaux domestiques, de fumeurs parmi des non-fumeurs, de personnes passives ou dépendantes, de personnes sans obligations et sans contraintes d'horaire, de même que par des règles de savoir-vivre et d'hygiène différentes et par le partage des tâches et des coûts.
- Les problèmes de l'intimité sont plus facilement résolus dans le cercle familial.
- En situation de cohabitation avec des proches, ce sont le manque d'intimité, la perte d'autonomie et de ses habitudes (horaire, alimentation, soin) qui ressortent.
- Dans les centres pour sinistrés, les principales conséquences de la cohabitation sont la perte quasi totale d'intimité et d'identité.
- La perte d'intimité est le fruit d'une promiscuité résultant d'une surpopulation du logement et d'une surutilisation de l'espace. La surpopulation est d'une part en corrélation avec l'exiguïté des lieux et d'autre part consécutive d'une mauvaise gestion des offres d'hébergement qui a parfois échappé aux hébergeants et explique pourquoi, malgré les conditions précaires, ils ont souvent reçu plus d'une personne à la fois : 16 % des hébergeants n'ont reçu qu'une personne, alors que 42 % en ont hébergé deux ou trois et 43 % en ont accepté quatre ou plus.
- La fréquentation multiethnique de plusieurs centres montréalais a accentué l'inhospitalité des lieux, par la diversité et la méconnaissance des habitudes de chacun, la difficulté de communication en plus des problèmes usuels d'intimité, de promiscuité, et de salubrité.

RÉSUMÉ

Les choix des sinistrés : Le rôle de l'information

- Les citoyens veulent connaître la durée estimée des pannes de courant dans leur secteur résidentiel en vue de définir leur stratégie d'hébergement et les ressources mises à leur disposition par les autorités.
- Les sinistrés réclamaient aussi des informations spécifiques, à savoir des conseils techniques à propos de la tuyauterie, de l'aération du domicile et du déglacage ou du déneigement des toitures; des conseils juridiques portant sur les obligations et les droits des locataires et des propriétaires; et des conseils relatifs à la santé publique et à l'hygiène concernant la conservation et la cuisson des aliments, les dangers d'intoxication, les risques d'épidémie dans les centres d'hébergement et autres risques liés à la promiscuité et au délabrement des installations et des équipements sanitaires.
- Pour obtenir ces informations, les sinistrés ont favorisé l'information dite de proximité, c'est-à-dire celle obtenue par le biais des réseaux personnels : contacts directs et téléphone.
- Les pannes de téléphone, qui ont touché 43 % des sinistrés, ont été durement ressenties par les résidants, de même que le manque d'information concernant les dommages aux réseaux téléphonique.
- Des médias de masse, on retient surtout le rôle important qu'a joué la radio. Les victimes du verglas ont pu se servir des ondes pour réclamer des provisions, des chandelles, des conseils et du réconfort.
- Le déficit informationnel a joué un rôle de premier ordre dans l'organisation de l'entraide. Les hébergeants n'auraient peut-être pas offerts d'accueillir des sinistrés s'ils avaient su au départ la durée de ces séjours.

RÉSUMÉ

Les choix des sinistrés : Le milieu urbain

- Les Montréalais ont été plus nombreux à quitter leur domicile; ils ont plus fréquenté les centres de services aux réfugiés que les gens des zones rurales.
- Les résidents urbains ont en général moins de contact avec leur communauté, réduisant du coup les possibilités d'entraide.
- Tours et autres complexes d'habitation à haute densité du milieu urbain sont particulièrement fragiles aux pannes d'électricité et ont vu leurs infrastructures sapées suite à la dégradation rapide des conditions d'habitabilité : ascenseur, alimentation en eau par système hydraulique électrique, chauffage, façades exposées au vent.

Les choix des sinistrés : Le milieu rural

- Le milieu rural a connu des difficultés accrues de communication dues à son isolement exacerbé par les pannes de téléphone et par le manque d'attention des médias à leur égard. Les résidents ruraux ont plus durement ressenti les pannes de téléphone qui les contraignaient à se déplacer parfois sur des distances importantes et dans des conditions difficiles pour obtenir de l'information.
- Les résidents ruraux sont plus aptes à faire face à une panne de longue durée car, du fait de leur éloignement, elles emmagasinent généralement davantage de provisions (denrées alimentaires, bois de chauffages, etc.).
- Cependant, les manifestations d'entraide sont plus nombreuses en milieu rural ou péri-urbain qu'en milieu urbain. Le milieu rural connaît et entretient depuis longtemps les bénéfices de l'entraide. Pendant le sinistre, il a donc été facile d'y faire appel.
- Cependant, à l'exception de Montréal, la majorité des demeures sinistrées possédaient un chauffage d'appoint (en moyenne 89 % hors Montréal), démontrant en cela l'autonomie relative de ces résidences.

CHAPITRE 4

RETOUR D'EXPERIENCE¹⁶³

La tempête de verglas de janvier 1998 a peu endommagé les superstructures résidentielles. Cependant, les infrastructures de l'habitation ont été presque entièrement paralysées par la catastrophe technologique qui a suivi. Cette paralysie se résume en une déficience des fonctions motrices de l'habitation attribuable principalement à des pannes de courant électrique et, dans une moindre mesure, à la perte des liaisons téléphoniques et de l'approvisionnement en eau potable. Les pannes d'électricité ont privé la plupart des domiciles de chauffage, d'éclairage et des équipements pour le confort, la cuisine et l'hygiène.

Contrairement à d'autres catastrophes qui entraînent la destruction du milieu de vie, cette catastrophe ne laissait pas de doute quant à la nature provisoire des conditions ayant une incidence sur l'habitation. De fait, en regagnant leur domicile au retour de l'électricité, les résidants ont vite retrouvé leurs modes de vie. En revanche, pendant la catastrophe, ces mêmes résidants ont dû procéder à une réorganisation complète de leurs modes d'habiter.

Le résumé de la catastrophe montre que les pratiques de l'habiter en situation temporaire ne sont ni universelles ni homogènes et qu'elles fluctuent en raison de l'âge des résidants, de leur santé, de leur niveau économique, de leur situation familiale, de leur localisation géographique et de leur unité d'habitation. Par exemple, la fonction d'accessibilité au logement répond, en partie, au besoin de

¹⁶³ Expression empruntée au vocabulaire de la cindynique (étude des catastrophes), signifiant débriefing, mais englobant outre l'analyse des données, les versions historique, subjective et idéale des événements catastrophiques et dont l'emploi est ici quelque peu abusif puisqu'en réalité il s'agit davantage d'un retour sur la théorie que sur tout le processus de recherche. Voir H. Denis, *La réponse aux catastrophes*, p. 241-242.

sécurité des résidants. Ainsi, une personne âgée ou malade, vivant au 10^e étage d'une tour d'habitation qui a été privée d'ascenseur pendant un long moment lors des pannes, a plus durement ressenti cette dysfonction qu'une personne dans le même état vivant dans un autre type de logement ou encore qu'une jeune athlète !

Malgré tout, certaines tendances apparaissent.

1. On constate que la majorité des sinistrés ont opté pour le maintien à domicile et ce, malgré la *dysfonctionnalité* de l'habitation.
2. On remarque que le choix d'un refuge, dans le cas des gens qui ont évacué leur domicile, s'effectue en vertu des fonctions que le domicile temporaire peut offrir afin de répondre aux besoins fondamentaux de confort et de sécurité, mais aussi en matière d'identité, de proximité et d'intimité.
3. On observe que les problèmes générés par la cohabitation avec des membres de sa famille, avec des amis ou avec des voisins sont les mêmes que ceux vécus par les sinistrés dans les centres d'hébergement. Ce sont, dans tous ces cas, les carences en matière d'intimité qui ressortent. La principale différence entre les deux types d'hébergement a trait à la plus grande perte d'identité que les sinistrés en centres d'hébergement ont expérimentée.
4. On relève que la durée, l'incertitude et le manque d'information ont contribué aux stratégies d'hébergement des sinistrés.
5. On note que les principales divergences entre les sinistrés des grands centres urbains et les sinistrés du milieu rural concernent les facilités de communication, de circulation et d'entraide.
6. On retient que la valeur de refuge du domicile, malgré toutes ses dysfonctions, n'a jamais été remise en question.

4.1 LE MAINTIEN À DOMICILE

Les raisons les plus invoquées pour justifier la décision de rester chez soi pendant la catastrophe sont (1) la possession d'un chauffage d'appoint, (2) le désir de ne pas interrompre ses habitudes de vie (3) la volonté de protéger le domicile (4) la possession d'un animal domestique et (5) l'absence d'offre d'hébergement (voir tableau V).

(1) La possession d'un chauffage d'appoint est le seul motif se rapportant à l'équipement de la maison. Cette condition répond essentiellement à un besoin physiologique, celui de contrer le froid, mais aussi en sous-entendu à un besoin de sécurité, celui de réprimer les dangers possibles pour la santé des résidants.

(2) Le désir de ne pas interrompre ses habitudes de vie traduit l'aspect pratique du maintien à domicile et l'ignorance de la durée des pannes électriques. Cette ignorance laisse place à l'attente et repousse les décisions à plus tard, à savoir, rester ou partir avec les actions qui en découlent. Pendant cette attente, les sinistrés acceptent que leurs besoins ne soient pas satisfaits.

(3) La volonté de protéger le domicile contre le vol, le vandalisme et les dommages que pourraient occasionner les bris de tuyauteries par exemple, fait appel au sens des responsabilités des résidants. Des facteurs comme l'aspect financier que pourraient entraîner ces dommages entrent aussi en ligne de compte. Mais cette volonté évoque principalement le besoin de sécurité de résidants, celui de se prémunir contre l'agression extérieure.

(4) Le manque de ressources pour accueillir les animaux domestiques a astreint de nombreuses personnes à leur domicile. Les résidants n'ont pas voulu abandonner les animaux dans un logement où les conditions d'habitabilité étaient dégradées au point d'entraîner des risques importants pour la santé des bêtes et de leur propre personne. De prime abord, cette raison semble défier le besoin de sécurité en

mettant en danger la vie des résidants. Mais, l'affection liant les résidants à leurs animaux – qui répond par ailleurs à un besoin d'attachement – hisse la santé des animaux au même niveau que celle des résidants.

(5) L'absence d'offre d'hébergement est une raison qui s'explique plus difficilement puisque les places mises à la disposition des sinistrés dans les centres semblaient en nombre suffisant pour accommoder la population : la sous-fréquentation des centres corrobore d'ailleurs ce fait. Aussi faut-il comprendre qu'il s'agit plutôt d'une absence d'offre *intéressante* d'hébergement et, en ce sens, cette raison est plutôt à mettre au compte de la pauvreté du réseau de contacts du sinistré.

Le très grand nombre de personnes qui ont continué d'habiter leur logement pendant les pannes donne à penser que le domicile répond encore aux besoins de ses habitants, du moins à un degré jugé encore acceptable par eux.

Par ailleurs, la décision de rester chez soi pendant toute la durée de la catastrophe a donné lieu à des besoins spécifiques, notamment en matière de sécurité. Pour répondre au besoin de sécurité, les résidants cherchent d'abord des informations sur la façon de contrer d'éventuels dangers concernant leur santé, la manipulation d'équipement et l'entretien des infrastructures, de même que sur les approvisionnements en vivres et en équipement d'appoint. Dans ce cadre, le besoin de sécurité fait appel aux fonctions de communication (qui permet d'établir des contacts, de relier le domicile à un réseau extérieur) et d'accessibilité (qui rend possible l'acheminement des secours et des approvisionnements) de l'habitation.

Les qualités d'autonomie et de débrouillardise ont valorisé les résidants et contribué, dans bien des cas, à leur maintien à domicile (voir chap. 3.5.3, milieu rural). Correspondant de façon traditionnelle au besoin d'estime, l'autonomie et la débrouillardise répondent aussi au besoin d'auto-réalisation puisque de nombreux sinistrés ont fait preuve d'une grande créativité lors de cet épisode (par exemple en mettant sur pied des systèmes d'éclairage pour la cuisine avec des batteries

Le maintien à domicile

d'automobile, en utilisant un barbecue pour chauffer des briques qui réchaufferont ensuite la pièce, etc.).

Le maintien à domicile s'est effectué en dépit d'une faible performance des fonctions d'abri, d'espace et de localisation du domicile. De fait, l'abri n'a pu assumer qu'un rôle très limité contre le froid; l'espace a vu son rôle réduit au minimum puisque les activités régulières qu'il permet ont été suspendues et que plusieurs pièces du logement ont été temporairement condamnées afin de concentrer la chaleur en un seul lieu ou dans une seule pièce¹⁶⁴, entraînant du coup une surutilisation et une surpopulation; et que la fonction de localisation a été neutralisée par une accessibilité restreinte (routes impraticables, déplacements dangereux, communication impossible suite aux pannes de téléphone notamment).

Ceci suggère que le maintien à domicile a d'abord été dicté par les besoins des résidents et que les fonctions – ou dysfonctions – du logement ont été secondaires dans cette décision. Que les sinistrés ayant choisi de demeurer à la maison s'accommodent de la rupture du lien entre besoins et fonctions, s'explique en premier lieu par la nature même du sinistre qui n'atteint que les infrastructures du logement et, en second lieu, par la caractéristique plus générale d'incertitude se rapportant à la durée des pannes liée à toutes les catastrophes.

¹⁶⁴ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Les conséquences de la tempête de verglas [...] en fonction du mode d'habitation*, p. 15; et Commission scientifique et technique, vol. 2, p.46 et 51.

4.2 LE CHOIX D'UN REFUGE

Le choix d'un refuge est essentiellement tributaire d'une offre d'hébergement, exception faite des résidants qui, bénéficiant de ressources suffisantes et de moyens d'accès, ont préféré opter pour un hébergement personnel (résidence secondaire, hôtel). Aussi, la décision d'opter pour le centre de services aux réfugiés ne procède pas d'un choix mais d'une nécessité. Que les résidants aient reçu une seule offre d'hébergement ou plusieurs, ils ont tous pesé leur décision en fonction des mêmes critères, à savoir : l'identité, la proximité et l'intimité.

Puisque les sinistrés quittent leur logement parce qu'il n'offre plus la possibilité de contrer le froid et qu'il représente une menace pour la santé des occupants, c'est d'abord vers la satisfaction des besoins plus fondamentaux de confort et de sécurité que les recherches des sinistrés vont se concentrer (voir tableau VI). Ce critère de sélection est sous-entendu chez tous les sinistrés qui ont évacué leur domicile (on quitte pour trouver mieux et non pire). Sitôt cette exigence satisfaite, les sinistrés ont identifié d'autres critères de recherche comme la proximité, l'identité et l'intimité, pour justifier leur choix d'un asile. Ces motifs restent associés à des besoins situés plus haut dans la pyramide de Maslow – qui n'apparaissent que lorsque les besoins plus fondamentaux sont satisfaits¹⁶⁵ – soit les besoins d'attachement évoqués par la proximité (en référence à l'enracinement) et les besoins d'estime, représentés par l'identité et l'intimité¹⁶⁶.

La relocalisation chez des membres de la famille a été le type d'hébergement le plus prisé et le plus fréquent. C'est celui qui répondait le mieux aux besoins d'identité des hébergés. Toutefois, le lieu d'accueil, qu'il ait été sinistré ou pas, s'est vite retrouvé en surpopulation et en surutilisation. C'est ainsi que la fonction d'espace n'a répondu que de façon limitée aux besoins d'intimité et de confort des hébergés.

¹⁶⁵ A.H. Maslow, *Motivation and Personality*, p. 99.

¹⁶⁶ Voir *supra*, section 2.3.1

La performance et le rôle des centres de services aux sinistrés témoignent du même résultat. On ne peut exiger d'un lieu, dont la vocation est autre que domiciliaire, de relever sans plus de préparation la maison de toutes ses fonctions. Il est donc normal que les centres n'aient pu jouer adéquatement ce rôle. Il est néanmoins intéressant de constater que les centres se sont acquittés de certaines fonctions mieux que d'autres, comme des fonctions de socialisation et d'intégration sociale, et d'orientation des comportements individuels en mettant l'accent sur le support, l'entraide et la communication. En effet, la possibilité de faire du bénévolat et de mettre à profit ses capacités et ses connaissances au service des autres comptent au nombre des facteurs facilitant la relocalisation en centres d'hébergement, tout comme l'échange et la transmission d'informations entre les sinistrés¹⁶⁷. Quant à la fonction d'abri, elle n'a pu être assurée par le centre que dans la mesure où elle fournissait une protection contre les éléments climatiques, mais non contre les étrangers, le bruit et les odeurs.

Pour affronter ces dysfonctionnements, les hébergés relativisent leurs besoins et les réorganisent temporairement selon une échelle de valeur remodelée à la faveur des offres d'hébergement d'une part et du lieu d'accueil d'autre part. Ils ne cherchent pas à combler tous leurs besoins, mais plutôt à satisfaire au mieux ceux qui sont jugés les plus importants. Et puisque les besoins d'intimité viennent après ceux de sécurité¹⁶⁸ on comprend mieux pourquoi tant d'hébergés (les deux tiers) ont dit avoir éprouvé des problèmes de stress important découlant du manque d'intimité et de l'inconfort qui en résultait. Ici, les besoins doivent s'adapter aux disponibilités des fonctions du logement. Ceci suggère que le choix d'un refuge est conditionné par les fonctions du logement.

En effet, dans le cas du maintien à domicile, il est acquis pour les sinistrés que le domicile ne « fonctionne » pas, c'est-à-dire qu'il ne peut plus jouer son rôle à des

¹⁶⁷ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Les conséquences de la tempête de verglas [...]* en fonction du mode d'habitation, p. 34 et 38

¹⁶⁸ Voir supra, section 2.3.1.

fins d'habitation. Malgré tout, les sinistrés estiment que leur demeure répond encore à leurs besoins de base. Par ailleurs, les sinistrés qui, eux, ont décidé d'évacuer leur domicile parce qu'il menace leur intégrité et leur sécurité, tentent de trouver un refuge « fonctionnel » offrant des propriétés aptes à satisfaire, d'une part, ces besoins fondamentaux et, d'autre part, à combler les besoins de relations sociales et les besoins d'estime, situés à un niveau plus élevé dans la pyramide des besoins¹⁶⁹.

4.3 LES PROBLÈMES DE COHABITATION

Les principaux problèmes de cohabitation qui résulte de cette situation d'hébergement temporaire concernent le manque d'intimité. Qu'il s'agisse d'un hébergement dans un centre ou chez des proches, les sinistrés ont tous éprouvé de la difficulté à combler leur besoin d'intimité dans des lieux surpeuplés et souvent de dimensions restreintes. L'étroitesse des liens entre les occupants d'un refuge facilite la gestion de l'intimité : c'est pourquoi ce besoin a été plus facilement comblé par un hébergement chez des parents ou des amis. D'autre part, si l'intimité dépend en partie de l'espace disponible, la disponibilité d'espace ne garantit pas en retour un accès à l'intimité comme en témoigne les problèmes vécus par les sinistrés dans les centres d'hébergement, où l'espace est plus vaste. L'intimité exige un espace privé¹⁷⁰. Les centres d'hébergement n'offraient qu'un territoire à partager entre de nombreuses personnes, souvent étrangères et pour de nombreuses activités. Les bénéficiaires se sont plaints de la promiscuité, du manque de tranquillité, de devoir dormir dans un lieu commun en présence de nombreux étrangers (voir tableau VIII). Ces doléances traduisent notamment des insatisfactions face au besoin d'estime que procurent l'autonomie et l'intimité, et face au besoin de sécurité qui préserve contre le chaos, en assurant la tranquillité, la routine et le maintien des habitudes de vie.

¹⁶⁹ A.H. Maslow, *Motivation and Personality*, p. 99.

¹⁷⁰ P. Serfaty-Garzon, *Psychologie de la maison*, p. 18.

Les résidants ont parfois été hébergés par des proches qui étaient eux-mêmes sinistrés. Dans ces cas, les problèmes d'intimité s'ajoutaient aux problèmes de confort, de froid, de dangers potentiels pour la santé et de différences de règles de vie. Par ailleurs, ceux qui ont été accueillis par des proches épargnés par les pannes ont quand même eu à subir l'inconfort dû à l'exiguïté des lieux et à la promiscuité en plus de devoir s'adapter à des règles de vie différentes. Dans tous les cas, les sinistrés, hébergés ou hébergeants, ont vu leur indépendance réduite.

Deux facteurs ont facilité la cohabitation chez des proches : l'étendue du réseau de contacts personnels des sinistrés et le désir d'entraide. Le premier a été déterminant dans l'offre d'hébergement (en augmentant les chances de recevoir une offre adéquate d'hébergement) et le second a été essentiel dans l'harmonisation des rapports entre sinistrés une fois l'offre d'hébergement acceptée. Les besoins de relations sociales et d'estime dont ils témoignent ont été appuyés par la fonction de socialisation de l'habitation. Comme le précise Grünfeld, cette fonction devient essentielle dans les situations où la mobilité des résidants est restreinte¹⁷¹.

Pour Lawrence, la maison est le reflet de l'individu; elle est constituée de divers éléments qui révèlent l'identité des occupants et qui contribuent à augmenter ou à diminuer l'estime de soi¹⁷². Dans les centres d'hébergement pour les sinistrés, la perte d'intimité et d'autonomie s'accompagnent d'une perte d'identité qui se manifeste par le sentiment de dépossession (la privation du chez-soi et de ses effets personnels, voir tableau VIII). Le rapprochement entre intimité et identité est bien relevé par le fait que les hôtes en accueillant des sinistrés dans l'intimité de leur demeure, leur dévoile en même temps leur identité.

La fonction d'orientation des comportements individuels, l'influence du lieu sur les comportements que joue l'habitation est ici confirmée. En effet, les sinistrés hébergés chez des proches disent avoir dû *adopter* le mode de vie des hôtes. Alors

¹⁷¹ F. Grünfeld, *Habitat and habitation*, p. 7.

¹⁷² R.J. Lawrence, « What makes a house a home ? », p. 163.

que dans les centres d'hébergement, c'est l'absence de règles de vie que les sinistrés ont relevé.

4.4 DURÉE, INCERTITUDE ET INFORMATION

L'ignorance de la durée des pannes est un des motifs majeurs qui a contribué au maintien à domicile. Alors que les stratégies d'action reposent sur la connaissance d'une situation, la méconnaissance de la situation ou l'ignorance de la durée de cette situation débouche sur l'attente. Dans ce cas, l'attente, toujours dans des conditions domiciliaires à la limite de l'habitabilité, s'est souvent opérée au détriment de la sécurité des habitants. Le désir de savoir n'est pas identifié comme un besoin dans la théorie de Maslow, mais il en fait une condition préalable à la satisfaction des besoins de base¹⁷³. L'ignorance, la censure, le secret, le blocage des communications et des connaissances menacent tous les besoins de base, mais plus particulièrement celui de sécurité, estime Maslow.

Mais l'ignorance de la durée a aussi été déterminante dans l'affluence des offres d'hébergement. En effet, les hébergeants n'auraient peut-être pas fait les mêmes propositions s'ils avaient su au départ que les pannes dureraient si longtemps.

L'information demeure au cœur des stratégies de mobilisation des ressources des sinistrés. L'accès à l'information est facilité par la proximité, car les sinistrés préfèrent obtenir des renseignements à partir de leur réseau de contacts personnels. La fonction de localisation de l'habitation a pu jouer son rôle dans la mesure où la résidence était accessible (routes praticables, service de téléphone et d'ascenseurs fonctionnel, etc.).

¹⁷³ A.H. Maslow, *Motivation and Personality*, p. 47-48.

4.5 MILIEU URBAIN ET MILIEU RURAL

Les résidants urbains ont, en général, moins de contacts avec leurs voisins que les habitants des milieux ruraux. Cette absence de contact a défavorisé la relocalisation des urbains à proximité de leur domicile. De même, la tradition d'entraide en milieu rural a encouragé le maintien à domicile des sinistrés ruraux qui ont pu facilement trouver à s'approvisionner en combustible, nourriture et autres produits de nécessité.

Par ailleurs, les difficultés accrues de communication qu'ont expérimentées les résidants des milieux ruraux – avec la perte du service de téléphone, l'isolement des résidences et les distances plus importantes à parcourir –, ont pu être compensées par un réseau de contacts bien pourvu. Malgré tout, en milieu rural, il semble que les relocalisations aient été plus fréquentes et les séjours plus longs dans les centres d'hébergement, ce qui laisserait supposer une capacité moindre d'identifier ou de mettre sur pied les infrastructures nécessaires¹⁷⁴. Toutefois, on peut supposer qu'il s'agit là de capacités relevant d'un cadre d'organisation officiel et non de solidarité personnelle.

Loin de pouvoir conclure que le milieu rural est plus à même de combler les besoins de relations sociales que le milieu urbain, on peut néanmoins souligner que les modes de vie ruraux favorisent le réseau de contacts de proximité.

¹⁷⁴ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard *Les conséquences de la tempête de verglas [...] en fonction du mode d'habitation*, p. 121.

4.6 LA VALEUR DE REFUGE

Le domicile, malgré les défaillances qu'il a enregistrées pendant la catastrophe, a maintenu son rôle de refuge. Il a continué à représenter un lieu où l'on se sent le plus en sécurité au sens où il établit une cloison entre soi et autrui, où l'identité peut s'exprimer et où l'intimité peut être protégée. Aussi est-il normal que les sinistrés qui ont choisi de quitter leur domicile, aient d'abord choisi un refuge similaire à leur chez-soi, à savoir la demeure d'un membre de leur famille avec qui il est plus facile de partager son intimité, d'exprimer son identité et ses valeurs.

La catastrophe du verglas nous apprend donc que, s'il est normal qu'en situation de crise personnelle ou sociale la maison soit le premier refuge, elle le demeure même lorsque elle est au cœur d'un sinistre et de bouleversements.

Plus généralement se fait jour ici l'idée que la valeur principale du logement réside non pas dans la satisfaction de tous les besoins des résidents, ni même dans la performance des fonctions de l'habitation, mais dans sa signification symbolique d'identité et de refuge.

CONCLUSION

L'étude des catastrophes a donné lieu à une abondante littérature en provenance de nombreuses disciplines. Au Québec seulement, à la faveur des événements climatiques extrêmes de la dernière décennie, des chercheurs dans le domaine de la santé, de l'intervention sociale et de la gestion, pour n'en nommer que quelques-uns, de même que des commissions d'enquête mises sur pied à la suite d'événements catastrophiques, ont laissé une documentation importante sur le sujet. Abordant des thèmes aussi variés que les communications, les services essentiels, la logistique, le bénévolat ou la culture, ces écrits ont en commun de s'intéresser aux victimes, bien sûr, mais aussi à leur habitation. En aménagement, cependant, l'attention des spécialistes en matière de catastrophe a davantage porté sur la prévention, que sur les impacts sur les modes d'habiter.

L'étude de la catastrophe nous consent un recul par rapport à la normalité du quotidien et elle remet en mémoire la place qu'occupe le logement dans nos vies car « comme le corps en bonne santé, le bon logement se fait oublier¹⁷⁵ ». Ce recul permet ainsi de mieux distinguer comment s'articulent les modes d'habiter autour des besoins des individus et des fonctions du logement. L'étude des catastrophes a aussi l'avantage de faire ressortir des modes d'habiter qui ne sont pas que le fait d'un seul individu, mais d'une importante portion de la population, et de souligner, d'un point de vue collectif et non individuel, les mécanismes d'adéquation entre fonctions et besoins liés au logement. Dès lors, les observations qui en résultent nous gardent d'une généralisation hâtive.

¹⁷⁵ M. Periañez, L'habitat évolutif : du mythe aux réalités. Paris, Ministère du logement [s.d.], conclusion. <http://www.archivue.net/lectures/textes/hab-evolutif0.html>

La tempête de verglas comme champ d'observation

À cet égard, la tempête de verglas qui a frappé le nord-est de l'Amérique du Nord en janvier 1998 se révèle éloquentة puisqu'elle a touché près de la moitié de la population québécoise, dévastant une grande partie de son réseau d'électricité et privant de courant électrique en plein hiver des centaines de milliers de personnes, dont plusieurs pendant un mois. De plus, la vaste superficie de la catastrophe couvre autant le territoire urbain, où la population est davantage hétérogène, que des zones rurales, exposant ainsi toute la complexité et la richesse des différentes pratiques de l'habiter. C'est en ce qu'elle nous fait prendre conscience de la fragilité, non pas de la vie, mais de nos modes de vie, que cette catastrophe se distingue, comme en témoignent les résultats des enquêtes portant sur la tempête qui ont fait ressortir que la catastrophe a eu plus d'impact sur les infrastructures que sur les structures de l'habitation, sur l'habitabilité que sur l'habitable.

En effet, du point de vue de l'étude de modes d'habiter, les particularités de la crise du verglas offrent plusieurs avantages sur d'autres types de catastrophes, notamment :

- Cette catastrophe a comme caractéristique de n'avoir à peu près pas endommagé le domaine bâti. De la sorte, elle n'a pas privé les résidents de leur logement, mais elle a profondément altéré l'usage qu'ils pouvaient en faire.
- La catastrophe n'a pas anéanti les modes d'habiter des résidents, elle les a seulement interrompus. Du reste, les sinistrés avaient parfaitement conscience qu'au retour de l'électricité, ils retrouveraient à la fois leur domicile et leur mode de vie.
- Enfin, cette catastrophe technologique est une catastrophe de son temps. Cinquante ans plus tôt, cette même tempête aurait touché une zone beaucoup moins peuplée, une société beaucoup moins électrifiée et, par conséquent, moins dépendante des ressources hydroélectriques et son fonctionnement n'aurait été que superficiellement perturbé. Sous d'autres coordonnées spatiales et temporelles, ce « grand verglas » n'aurait été qu'une tempête

ordinaire, certes dévastatrice pour la forêt, mais typique des phénomènes régulateurs de la nature¹⁷⁶.

Identification de certains modes d'habiter de la catastrophe

Le retour d'expérience expose comment les résidants ont dû réorganiser leur quotidien et leurs modes d'habiter pendant la catastrophe. Cette réorganisation s'est effectuée soit dans le cadre du domicile – celui des sinistrés ou celui de leurs proches –, soit dans le cadre d'un centre d'hébergement pour sinistrés, soit encore dans le cadre d'un hôtel ou d'une résidence secondaire. Seuls les deux premiers cas ont retenu notre attention.

Le maintien à domicile a été facilité par la possession d'un chauffage d'appoint, par les manifestations d'entraide, par la solidarité et aussi par le désir d'autonomie et les qualités de débrouillardise des sinistrés. Les personnes qui n'avaient pas un réseau de contact étendu ont eu moins d'offres d'hébergement; dans certains cas, c'est l'absence d'offre qui a contribué au maintien à domicile des sinistrés; dans d'autres cas, au contraire, les sinistrés sont restés parce qu'ils hébergeaient d'autres sinistrés. L'ignorance de la durée des pannes, de même que la possession d'un animal domestique ont aussi été déterminants dans la décision de rester.

Le maintien à domicile, pour lequel ont opté la majorité des sinistrés, confirme que le logement répond encore aux besoins de ses habitants malgré ses dysfonctionnalités. La décision de rester chez soi a donné lieu à l'expression de besoins spécifiques en matière de sécurité. Les collectes d'informations, de produits de première nécessité, d'équipement d'appoint contribuent à combler ces besoins et

¹⁷⁶ Le Grand Verglas de 1998 n'a pas été qu'une calamité pour la forêt puisqu'il a permis d'ouvrir la canopée et ainsi favoriser la croissance d'autres espèces. *Verglas et forêt : qu'en est-il cinq ans plus tard ?* Colloque, Sherbrooke, janvier 2003, <http://radio-canada.ca/radio/lumiere/>

font appel aux fonctions de communication et d'accessibilité du logement. Pour contenir la chaleur, les sinistrés concentrent leurs activités dans quelques pièces du logement, souvent une seule. Cette surutilisation de l'espace, avec la surpopulation qu'elle engendre, font naître des besoins accrus en matière d'intimité.

Les sinistrés qui laissent leur logement cherchent à satisfaire d'abord leurs besoins de confort (chaleur) et de sécurité, puis ceux d'intimité et d'identité. C'est pourquoi la relocalisation chez des parents a été le type d'hébergement le plus prisé et le plus fréquent. Cette relocalisation s'accompagne des mêmes problèmes de surutilisation de l'espace et de manque d'intimité notés dans le cas du maintien à domicile.

Dans les centres de services aux sinistrés, les bénéficiaires se plaignent aussi du manque d'intimité. Par ailleurs, les centres se sont bien acquittés des fonctions de socialisation et d'intégration sociale, et d'orientation des comportements individuels en mettant l'accent sur le support, l'entraide et la communication.

Les problèmes de cohabitation sont dus à l'inconfort, à l'exiguïté des lieux et à la promiscuité et traduisent des insatisfactions face au besoin d'estime que procurent l'autonomie et l'intimité et face au besoin de sécurité qui préserve contre le chaos, en assurant la tranquillité, la routine et le maintien des habitudes de vie. Certains facteurs, néanmoins, ont facilité la cohabitation : l'étendue du réseau de contacts personnels des sinistrés et le désir d'entraide. Le premier a eu comme effet de promouvoir ou de diversifier les offres d'hébergement et le second a contribué à l'harmonisation des relations.

Dans les centres d'hébergement, ce sont la perte d'identité et d'intimité qui ont été les plus durement ressentis par les bénéficiaires. La cohabitation a en outre démontré l'influence du lieu sur les comportements et validé la fonction d'orientation des comportements individuels du logement.

L'information a été au cœur des stratégies d'hébergement des sinistrés. Le désir de savoir – identifié par Maslow comme une condition préalable à la satisfaction des besoins de base –, lorsqu'il est contrarié, menace tous les besoins de base mais principalement le besoin de sécurité¹⁷⁷. L'accès à l'information a été facilité par la proximité et fait plus spécifiquement appel à la fonction d'accessibilité de l'habitation. En contrepartie, l'ignorance de la durée des pannes a également été déterminante dans l'affluence des offres d'hébergement et de l'entraide.

L'absence de contacts avec les voisins, plus fréquent en milieu urbain, a défavorisé la relocalisation de ces sinistrés à proximité de leur domicile. En milieu rural, où les interruptions de courant ont été plus longues, les difficultés de communications ont été aiguës par la perte du service téléphonique, par l'isolement des résidences et par les distances plus importantes à parcourir.

La catastrophe du verglas nous apprend que la maison demeure le premier refuge même lorsqu'elle est au cœur d'un sinistre. En effet, la demeure n'a jamais cessé de représenter le lieu où l'on se sent le plus en sécurité, où l'identité est le mieux préservé et où l'intimité peut être le mieux protégée. La valeur symbolique du refuge ressort intacte de la catastrophe du verglas.

Les besoins, les fonctions et les valeurs que souligne la catastrophe

En même temps que le sinistre révélait la vulnérabilité des infrastructures et des systèmes essentiels, il dévoilait une capacité insoupçonnée de débrouillardise et de mobilisation de la solidarité collective. C'est ainsi que l'autonomie et la débrouillardise se sont hissées parmi les meilleurs souvenirs de la catastrophe pour bon nombre de sinistrés. Ces phénomènes soulignent en outre la valeur que les habitants accordent à leur réseau de contacts. Aussi, la catastrophe a révélé l'importance de la fonction de communication du domicile. C'est ainsi que ceux qui

¹⁷⁷ A. H. Maslow, *Motivation and Personality*, p. 47-48.

ont été privés du service de téléphone pendant le sinistre ont eu beaucoup plus de difficultés à assurer leurs besoins en matière de sécurité et de santé. Il en a résulté une coupure d'avec le monde extérieur qui a ajouté à leur détresse.

Du reste, la solidarité et l'entraide sont des phénomènes associés aux valeurs rurales traditionnelles. Or la société québécoise d'aujourd'hui est une société qui favorise les valeurs modernes symbolisées par la ville. La catastrophe indique donc à cet égard un revirement possible et la remise en question des valeurs urbaines d'une société occidentale marquée par les courants post-modernistes qui favorisent davantage l'éphémère, l'individualisme et les valeurs locales, que les valeurs universelles, le partage, le troc, la solidarité ou l'entraide si appréciés pendant l'épreuve du verglas¹⁷⁸.

La catastrophe a aussi mis en évidence l'importance que les résidants attachent à leurs animaux domestiques. Dans bien des cas, la sécurité des animaux de compagnie a été décisive dans la décision des sinistrés, notamment des personnes âgées, de rester chez eux, au risque parfois de nuire à leur propre santé. Or, les statistiques sur la composition des ménages ne prennent pas en compte cette donnée. Les autorités, surprises par ce phénomène, n'avaient pas les ressources nécessaires pour affronter le problème.

L'expérience de la catastrophe souligne la fragilité et la vulnérabilité de l'habitation. De ce fait, elle met davantage de l'avant les pratiques liées à la sécurité du domicile. Elle exerce ainsi une force d'attraction sur les autres fonctions, rendant difficile la distinction entre accessibilité, localisation et abri qui, tous, jouent un rôle dans le maintien de la sécurité.

Les logements privés de chauffage, d'éclairage et parfois de téléphone n'ont pu répondre aux besoins de base des résidants que d'une manière très limitée. Les besoins de base, nous explique Maslow, s'expriment de façon progressive selon un

¹⁷⁸ H. Gumuchian et C. Marois, *Initiation à la recherche en géographie*, p. 40.

ordre précis¹⁷⁹. Ce n'est que lorsque les besoins physiologiques sont satisfaits, que les besoins de sécurité peuvent commencer à être comblés, puis, une fois ces derniers comblés, les besoins de relations peuvent commencer à être contentés et ainsi de suite pour les besoins d'estime et les besoins d'auto-réalisation¹⁸⁰.

Ainsi, le manque de chaleur dont les sinistrés ont souffert relève à la fois des besoins physiologiques et des besoins de sécurité, c'est-à-dire des besoins de premier et de deuxième niveau dans la hiérarchie des besoins. D'autre part, le maintien à domicile a été facilité, on vient de le voir, par les nombreuses expressions d'entraide et de débrouillardise des sinistrés. Ces manifestations répondent à la fois au besoin de relations et au besoin d'estime identifiés par Maslow, soit des besoins de troisième et de quatrième niveau.

Par conséquent, dans le cas du maintien à domicile, l'ordre de satisfaction des besoins n'a pas été conforme à la théorie de Maslow puisque les besoins de premier et de deuxième niveau étaient loin d'être satisfaits lorsque les besoins de troisième et de quatrième niveau sont apparus. L'explication à ce phénomène nous vient aussi de Maslow qui nous dit qu'un besoin qui est satisfait de longue date tend à être sous-évalué et peut ainsi venir bouleverser la hiérarchie. Une autre explication voudrait que l'ignorance de la durée des pannes ou la certitude que cette situation n'est que temporaire, fasse en sorte que les sinistrés puissent se passer, pendant un moment, de leurs besoins les plus primaires. Quoi qu'il en soit, ces explications nous rappellent que la catastrophe constitue bel et bien une situation exceptionnelle, une brèche dans la normalité.

¹⁷⁹ A. H. Maslow, *Motivation and Personality*, chap. 4.

¹⁸⁰ Voir supra, section 2.3.2.

Les conséquences à long terme

Les impacts à long terme de la catastrophe sur les modes d'habiter ne font pas l'unanimité. Pour Maltais et Robichaud, les sinistrés des inondations au Saguenay avaient, deux ans après l'événement, toujours peine à se remettre de la perte de leur habitat. Pour ces derniers, « la nostalgie, l'ennui et la déception pèsent lourds [...] éloignement de la famille, attitude distante du voisinage, perte d'un sentiment de sécurité, modification des habitudes de vie (moins de sorties et de loisirs), etc. Pire encore, c'est le sentiment de solitude engendré par la vie dans une demeure encore étrangère qui accable...¹⁸¹ ». À la différence de la catastrophe du verglas, le sinistre de juillet 1996 au Saguenay a totalement détruit l'environnement. Les pertes et les conditions de retour de ce sinistre étaient sans commune mesure avec celles du verglas. Dans ce contexte, l'on conçoit bien que les sinistrés éprouvent les conséquences longtemps après la survenue de la catastrophe.

Pour Sweet – qui a mené une étude sur la cohésion sociale des sinistrés du verglas dans une petite ville américaine un mois après le sinistre –, les effets *positifs* de la catastrophe s'estompent peu de temps après le retour à la normale. La catastrophe n'a, selon lui, que peu d'impact à long terme sur les attitudes des gens telles que la solidarité, le bon voisinage, l'entraide et l'amitié¹⁸². Il est à noter que ces attitudes ne régissent que le rapport entre deux personnes et non celui d'un individu à son environnement, notamment son domicile. Il est également permis de croire que les effets positifs s'affaiblissent plus rapidement que les effets négatifs d'un sinistre. La preuve en est que la seule différence notable entre les réponses obtenues avant et après la catastrophe, dans l'étude longitudinale de Sweet, concerne le désir des résidents de quitter leur communauté. Cette désaffection pour la communauté est une conséquence caractéristique de la catastrophe technologique qui affecte le lien

¹⁸¹ D. Maltais et S. Robichaud, *Le sinistre de juillet 1996 au Saguenay*, p.136-137.

¹⁸² S. Sweet, « The Effect of a Natural Disaster on Social Cohesion », p. 330.
Voir supra section 2.1.1, p. 14.

de confiance des résidants envers leur environnement¹⁸³. Ainsi, les manques, les carences et les besoins non satisfaits lors du verglas auraient plus de chances de marquer à long terme les résidants que ne le feraient des sentiments plus favorables comme la solidarité.

Les impacts à long terme d'une catastrophe sur les attitudes et les modes de vie des sinistrés sont à la hauteur des pertes subies. Or, l'on sait que les sinistrés du verglas ont connu peu de pertes matérielles, ce qui leur a valu de retourner rapidement à leurs modes de vie d'avant la catastrophe. Pourtant, au retour à la normale, ils sont nombreux à faire l'acquisition d'équipements et de produits ou à procéder à l'installation d'un système de sécurité (pour contrer les effets des surcharges électriques, par exemple) afin de parer à l'éventualité qu'un tel épisode ne se produise à nouveau. D'ailleurs les ventes d'appareils de chauffage d'appoint ont connu des hausses marquées pendant plusieurs années de suite. D'autres résidants prévoient diversifier leurs sources d'alimentation énergétique – les conversions au gaz ou à des systèmes de chauffage bi-énergie ont aussi connu des gains notables malgré le coût élevé d'une telle opération et leur faible rentabilité. Enfin, certains encore, envisagent de déménager dans un appartement avec foyer¹⁸⁴. Or, de tels investissements prennent forcément une option sur l'avenir, contrairement à ce que les faibles pertes laissaient présager comme impact à long terme.

La catastrophe, dans ses matérialisations (destruction, visibilité des phénomènes) a une étendue dans l'espace et une durée dans le temps. Le retour à la normalité signe la disparition des manifestations visibles de la catastrophe sans que celle-ci ne s'évanouisse pour autant puisque sa durée se prolonge bien au-delà de ces marques tangibles; elle est en outre assurée par le travail de la mémoire et par toutes les narrations que l'on en fera. La couverture médiatique soulignant le cinquième anniversaire du verglas en janvier 2003, le colloque tenu en même temps

¹⁸³ Voir supra section 2.1.3, p. 24.

¹⁸⁴ ¹⁸⁴ D. Maltais, S. Robichaud et A. Simard, *Les conséquences de la tempête de verglas... en fonction du mode d'habitation*, p. 116.

à Sherbrooke sur les impacts du verglas sur la forêt, les avertissements des météorologues au moindre signe de verglas et les craintes qu'ils réveillent, les publicités des couvreurs et des émondeurs qui, toutes, évoquent cet épisode, ne sont que quelques-unes des manifestations perpétuant la mémoire du Grand Verglas de 1998.

Un outil de recherche en aménagement

Les spécialistes de l'aménagement n'ont pas attendu qu'une catastrophe se produise avant de se pencher sur divers aspects préventifs dans la conception de l'habitation : les codes de construction en sont les plus éloquents témoins. De fait, au niveau concret, les recherches et les développements portant sur de nouveaux produits et nouveaux concepts d'habitation, sur la valorisation des ressources naturelles ou sur une meilleure distribution d'équipement, occupent une grande place en aménagement. Par exemple, il est devenu fréquent de voir la publicité des nouveaux développements résidentiels vanter la qualité de l'environnement, de la construction et des services d'entretien en référant à l'enfouissement des fils électriques, à l'émondage périodique des arbres à proximité des résidences, à des équipements de chauffage bivalents, à un chauffage passif, etc., toutes des dispositions qui auraient certainement eu un impact positif sur les sinistrés du verglas. Du reste, chaque sinistre apporte son lot de suggestions pour l'amélioration des performances des logements. Mais les enseignements que l'on peut tirer de l'expérience du verglas se situent aussi au niveau plus abstrait de la satisfaction des besoins.

Ainsi, la catastrophe du verglas a mis en lumière les besoins des résidents en matière de sécurité, d'intimité et d'identité, en même temps qu'elle sensibilisait les sinistrés aux valeurs de l'entraide, de l'autonomie et de la solidarité. Or, il y a des réponses à ces besoins qui peuvent être en contradiction avec des aménagements favorisant le développement de la solidarité et de l'entraide. En effet, ces dernières

commanderaient des installations privilégiant la proximité, alors que l'intimité demande au contraire de la distance. Le juste dosage entre ces deux pôles adresse un beau défi au spécialiste de l'aménagement : « trop de distance et trop de proximité empêche la vue » disait Pascal.

Les problèmes de cohabitation ont mis l'accent sur les possibilités de conflits dans le partage d'un espace d'habitation : par exemple pour des cohabitants qui ont des horaires de travail différents; pour les fumeurs vivant avec les non-fumeurs, etc. De même, les problèmes en matière de communication que les sinistrés ont éprouvés demandent des solutions durables.

Enfin, le verglas nous a aussi appris l'importance que les individus accordaient à leur animal de compagnie, notamment les personnes âgées, chez qui il répond à des besoins de relation. Or la présence d'animaux dans un logement occasionne parfois des embarras à leur gardien et à leurs voisins – comme les allergies, les odeurs, les bruits – qu'un aménagement adéquat pourrait contenir.

Les possibilités d'extrapolations sont encore bien nombreuses, car ce que les catastrophes nous dévoilent sur nos modes d'habiter, concernent autant nos vulnérabilités que nos valeurs. L'étude de la catastrophe et de ses conséquences sur les modes d'habiter ouvre la porte à de nombreuses réflexions et pistes d'exploration qui peuvent être mises au profit de l'aménagement.

Cette exploration a permis de dégager quelques pratiques de l'habiter telles que dévoilés par la catastrophe du verglas de 1998. En outre, nous comprenons mieux les mécanismes qui règlent la relation que les modes d'habiter entretiennent avec les fonctions du logement et les besoins des résidants. Au même titre que les études démographiques et économiques portant notamment sur la dénatalité, la criminalité, le vieillissement de la population, le travail de la femme, le télétravail, la mondialisation, la modification de la composition des ménages et l'atténuation des valeurs familiales et religieuses ont toutes un impact sur les modes d'habiter, l'étude des catastrophes se révèle, à cet égard, être un outil d'apprentissage performant. Aussi, croyons-nous que le domaine de l'aménagement peut bénéficier de cet outil de connaissance d'autant qu'il expose des réalités négligées par les autres études.

BIBLIOGRAPHIE

- ADDE, Alain (1998). *Sur la nature du temps*. Paris, PUF, 96 p.
- AGNEW, John A., John Mercer et David Sopher (dir.) (1984). *The City in Cultural Context*. Boston, Allen & Unwin (Syracuse University), xvi, 299 p.
- AUTHIER, Jean-Yves (dir.) (2001). *Du Domicile à la Ville*. Paris, Economica-Anthropos, 214 p.
- BACHELARD, Gaston (1950). *La dialectique de la durée*. Paris, PUF, 152 p.
- BACHELARD, Gaston (1957). *La poétique de l'espace*. Paris, PUF/Quadrige, 215 p.
- BELHUMEUR, Claude (1997). *Pour planifier la réponse au sinistre : guide à l'intention des municipalités pour l'élaboration d'un plan de mesures d'urgence en cas de sinistre*. Québec, Direction de la sécurité civile, Direction générale de la sécurité et de la prévention, 95 p.
- BERNARD, Yvonne (1992). « Quelques hypothèses prospectives sur l'usage de l'habitat à l'épreuve de la réalité des pratiques », dans Jean-Claude Driant et François Asher (dir.), *Habitat et villes : L'avenir en jeu*. Paris, L'Harmattan. Aussi disponible sur le site suivant, consulté en février 2003 : <http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/datas/docs/ouvr8/chap5.htm>
- BLAIS, Pamela (2000). *La révolution de l'information et l'aménagement résidentiel : Rapport sommaire*. Ottawa, SCHL, 29 p.
- BOURDIEU, Pierre (1972). *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études d'ethnologie kabyle*. Genève, Droz, 282 p.
- CAZALIS, Pierre, Aubert Ouellet et Thierry Pauchant (1997). *Évaluation de l'intervention de l'organisation de sécurité civile du Québec lors des inondations du Saguenay en juillet 1996*. ÉNAP. Rapport présenté au Ministère de la sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention (DGSP), vii, 95 pages et annexes.
- CHOMBART DE LAUWE, Paul-Henry (1965). *Des hommes et des villes*. Paris, Payot, 249 p.
- CLAVEL, Maïté (1982). « Éléments pour une nouvelle réflexion sur l' "habiter" » *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXXII, p. 17-32.

COMMISSION scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 (1999). *Pour affronter l'imprévisible: Les enseignements du verglas de 98*. Québec, Les Publications du Québec, xl, 444 p.

COMMISSION scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 (1999). Volume 1 : *La sécurité civile*. Rapport sectoriel. Livre 1 : *La gestion de sinistre*. Livre 2 : *Les communications*, Québec, Les publications du Québec, 444 p.

COMMISSION scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 (1999). Volume 2 : *Les impacts sociaux, économiques et environnementaux*. Rapport sectoriel. Livre 1 : *Les personnes et les ménages*. Livre 2 : *Le territoire, l'environnement et les impacts économiques*, Québec, Les publications du Québec, 332 p.

DAVIS, Ian (dir.) (1981). *Disasters and the Small Dwelling*. Oxford, Pergamon Press ix, 220 p.

DENIS, Hélène (1990). *La gestion de catastrophe : Le cas d'un incendie dans un entrepôt de BPC à Saint-Basile-le-Grand*. Québec, Publications du Québec, 116 p.

DENIS, Hélène (1993). *Gérer les catastrophes : L'incertitude à apprivoiser*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 248 p.

DENIS, Hélène (2002). *La réponse aux catastrophes : Quand l'impossible survient*. Montréal, Presses internationales polytechnique, xviii, 318 p.

DEPRAZ, Natalie (1999). *Husserl*. Paris, Armand Colin, 96 p.

DESLAURIERS, Jean-Pierre (1991). *Recherche qualitative : guide pratique*. Montréal, McGraw-Hill, 120 p.

DESLAURIERS, Jean-Pierre et Christine Gagnon (dir.) (1987). *Entre le savoir et l'action : choix éthiques et méthodologiques*. Collection Renouveau Méthodologique, Groupe de recherche et d'intervention régionales, Université du Québec à Chicoutimi, 152 p.

DOMBROWSKY, Wolf R. (1995). «Again and Again: Is a Disaster What We Call a Disaster?», *International Journal of Mass Emergencies and Disasters, Research Committee on Disasters*, vol. 13, n° 3, p. 241-254.

DOTTO, Lydia (2001). *Le ciel nous tombe sur la tête. Sommes-nous en train de risquer le climat de notre planète ?* Montréal, Éditions Berger, xi, 314 p.

- DYNES, R.R. (1970). *Organized Behavior in Disaster*. Lexington (Mass.), D.C. Heath, p. 52-55.
- ELLIS, Sue et Sultan Barakat (1996). « From Relief to Development: The Long-term Effects of 'Temporary' Accommodation On Refugees and Displaced Persons in the Republic of Croatia », *Disasters* [Overseas Development Institute] vol. 20, n° 2, p. 111-124.
- GENEST, Guy et Madeleine Girard (2000). *La Petite Maison blanche. La petite maison qui a résisté au déluge du Saguenay*. Saint-Laurent (Québec), Fides, 174 p.
- GERARD, Hubert et Victor Piché (dir.) (1995). *La sociologie des populations*. Montréal, PUM, 518 p.
- GILBERT, Claude (1995). « Studying Disaster: A Review of the Main conceptual Tools », *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol. 13, n° 3, p. 231-240.
- GOVE, Walter R., Michael Hughes et Omer R. Galle (1983). *Overcrowding in the Household. An analysis of Determinants and Effects*. New York, Academic Press, xix, 335 p.
- GRAWITZ, Madeleine (2001). *Méthodes des sciences sociales*. Paris, Dalloz, 11^e édition, 1020 p.
- GREGORY, Derek et John Urry (1985). *Social Relations and Spatial Structures*. New York, St. Martin's Press, viii, 440 p.
- GRUNFELD, F. (1970). *Habitat and habitation, a pilot study*. Amsterdam, Samson / Sijthoff, 157 p.
- GUMUCHIAN, Hervé et Claude Marois (2000). *Initiation à la recherche en géographie : Aménagement, développement territorial, environnement*. Montréal, PUM, 425 p.
- HAGERTY, Michael R. (1999). « Testing Maslow's Hierarchy of Needs : National Quality-of-Life Across Time ». *Social Indicators Research*, vol. 46, p. 249-271.
- HAUMONT, Nicole (1968). « Habitat et modèles culturels », *Revue française de sociologie*, vol. IX, p. 180-190.
- HEWITT, Kenneth (1995). « Excluded Perspectives in the Social Construction of Disaster », *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol. 13, n° 3, p. 317-338.

- HOFFMAN, Susanna M. (1999). «After Atlas Shrugs: Cultural Change or Persistence after a Disaster», dans Anthony Oliver-Smith et Susanna M. Hoffman (dir.), *The Angry Earth: Disaster in Anthropological Perspective*, New York/Londres, Routledge, p. 302-324.
- HORLICK-JONES, Tom (1995). «Modern Disasters as Outrage and Betrayal», *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol. 13, n°3, p. 305-315.
- HYDRO-QUEBEC (1998). « Mémoire déposé à la Commission scientifique et technique chargée d'analyser les événements relatifs à la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 ». Montréal, 5 mai 1998, 20 p.
- INGALLINA, Patrizia (2001). *Le projet urbain*. Paris, PUF, 128 p.
- JACOBS, Peter (2000). « Playing with time », *Studies in the History of Gardens and Designed Landscapes*, vol. 20, n° 4, p. 1-15.
- JOUVENEL, Hugues de (1987). « Des valeurs aux modes de vie », *Les Cahiers français*, n° 232, juillet-septembre, p. 56.
- KLEIN, Étienne (1995). *Le Temps*. Paris, Dominos - Flammarion, 124 p.
- KLEIN, Étienne (2002). *Le Temps existe-t-il ?* [Paris], Éditions Le Pommier, 64 p.
- KREPS, Gary A. (1995). «Disaster as Systemic Event and Social Catalyst: a Clarification of Subject Matter», *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol. 13, n° 3, p. 255-284.
- LACAZE, Jean-Paul (1995). *L'aménagement du territoire*. Paris, Flammarion, coll. Dominos 57, 125 p.
- LAGADEC, Patrick (1981). *La civilisation du risque : Catastrophes technologiques et responsabilité sociale*. Paris, Seuil, 250 p.
- LAGADEC, Patrick (1993). *Apprendre à gérer les crises : Société vulnérable, acteurs responsables*. Paris, Les Éditions d'Organisation, 120 p.
- LAÏDI, Zaki (1996). *Le temps mondial : Enchaînements, disjonctions et médiations*. Les Cahiers du CERI, n° 14, 38 p.
- LAÏDI, Zaki (1999). *La tyrannie de l'urgence*. Coll. Les grandes Conférences, Montréal, Éditions Fides / Québec, Musée de la civilisation, 45 p.
- LAWRENCE, Roderick J. (1982). « L'espace domestique : typologie et vécu » *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXXII, p. 55-76.

- LAWRENCE, Roderick J. (1987). « What Makes a House a Home ? », *Environment and Behavior*, vol. 19, n° 2, mars, p. 154-168.
- LE POULICHET, Sylvie (1991). *Environnement et catastrophe*. [Paris], Éditions Menta, 101 p.
- LEPOINTE, Eric (1991). « Le sociologue et les désastres » *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. XC, p. 145-174.
- LEROI-GOURHAN, André (1973). *Milieu et techniques*. Paris, A. Michel, nouv. éd., 465 p.
- LEVY-LEBOYER, Claude (1980). *Psychologie et environnement*. Paris, PUF, 212 p.
- LEVY-LEBOYER, Claude (1992). « L'avenir du travail, les modes de vie et leurs conséquences sur les villes et l'habitat », dans Jean-Claude Driant et François Asher (dir.), *Habitat et villes : L'avenir en jeu*. Paris, L'Harmattan.
Aussi disponible sur le site suivant, consulté en février 2003 :
<http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/datas/docs/ouvr8/chap5.htm>
- LEWIS, Karen J. et Nicolas Fontaine (réal.) (1987). *La hiérarchie des besoins selon Abraham Maslow*. Enregistrement vidéo. Montréal, Nuaunce Bourdon Audiovisuel, vidéocassette (15 min.)
- MALTAIS, Danielle et Suzie Robichaud (1999). *Le sinistre de juillet 1996 au Saguenay : Conséquences sur la redéfinition de l'habitat*. Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Série sur le logement des autochtones. Rapport de recherche, viii, 144 p. et annexes.
- MALTAIS, Danielle, Suzie Robichaud et Anne Simard (2000). « Redéfinition de l'habitat et santé mentale des sinistrés suite à une inondation », *Santé mentale au Québec*, vol. XXV, n° 1, p. 74-94.
- MALTAIS, Danielle, Suzie Robichaud et Anne Simard (2001). *Désastres et sinistrés*. Coll. Au cœur des catastrophes. Chicoutimi (Québec), Éditions JCL, 407 p.
- MALTAIS, Danielle, Suzie Robichaud et Anne Simard (2001). *Sinistres et intervenants*. Coll. Au cœur des catastrophes. Chicoutimi (Québec), Éditions JCL, 287 p.
- MALTAIS, Danielle, Suzie Robichaud et Anne Simard (2001). *Les conséquences de la tempête de verglas sur la santé biopsychosociale des familles, personnes âgées et agriculteurs sinistrés en fonction du mode d'habitation*. Groupe de

- recherche et d'intervention régionales, collection « Notes et rapports de recherche », Université du Québec à Chicoutimi, xi, 138 p.
- MALTAIS, Danielle *et al.* (2001). *Les conséquences de la tempête de verglas sur la santé des individus, des intervenants et des communautés*. Rapport synthèse. Groupe de recherche et d'intervention régionales, collection « Notes et rapports de recherche », Université du Québec à Chicoutimi, vii, 92 p.
- MASLOW, Abraham H. (1970). *Motivation and Personality*. New York, Harper & Row Publishers, 369 p.
- MICHELSON, William (1977). *Environmental Choice, Human Behavior, and Residential Satisfaction*. New York, Oxford University Press, xix, 403 p.
- MORIN, Richard, Francine Dansereau et Daniel Nadeau (1990). *L'habitation sociale. Les clientèles et leur vécu, les modes de gestion, les solutions de rechange : Synthèse de la littérature*. Collection « Rapports de recherche », n° 13, INRS-Urbanisation, x, 120 p.
- MORVAL, Jean (1981). *Introduction à la psychologie de l'environnement*. Bruxelles, Pierre Mardaga Éditeur, 190 p.
- NOËL, A. (1989). « Les BPC de Saint-Basile : colère et impuissance de la population », *La Presse*, 8 juin 1989, A12.
- NOËL, A. (1989). « Niveaux étonnants de contamination chez les animaux capturés à Saint-Basile », *La Presse*, 3 août 1989, A1.
- NOËL, A. (1989). « Un an après Saint-Basile. Août 1988 : le Québec en état de choc », *La Presse*, 19 août 1989, A1.
- NOSCHIS, Kaj (1982). « Identité et habitat : une méthodologie psychosociologique », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXXII, p. 33-54.
- OFFICE of the United Nations Disaster Relief Co-ordinator (1982). *Shelter after Disaster: Guidelines for Assistance*. New York, United Nations, vi, 82 p.
- OLIVER-SMITH, Anthony (1999). « "What is a Disaster?": Anthropological Perspectives on a Persistent Question », dans Anthony Oliver-Smith et Susanna M. Hoffman (dir.), *The Angry Earth: Disaster in Anthropological Perspective*, New York/Londres, Routledge, p. 18-34.
- PASCAL (2001). « Il est inutile de définir le temps », dans Alban Gonord (dir.), *Le temps*, Paris, Flammarion, p. 83-87.

- PERIAÑEZ, Manuel (s.d.). L'habitat évolutif : du mythe aux réalités. Paris, Ministère du logement. <http://www.archivue.net/lectures/textes/hab-evolutif0.html> (consulté en mars 2003).
- PINÇON, Michel. (1979). *Besoins et habitus. Critique de la notion de besoin et théorie de la pratique*. Paris, Centre de sociologie urbaine, 140 p.
- POMIAN, Krzysztof (1984). *L'Ordre du Temps*. Coll. Bibliothèque des histoires, Paris, Gallimard, xiv, 365 p.
- PORFIRIEV, Boris N. (1995). «Disaster and Disaster Areas: Methodological Issues of Definition and Delineation», *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol. 13, n° 3, p. 285-304.
- PRIGOGINE, Ilya (1994). *Temps à devenir. À propos de l'histoire du temps*. Coll. Les grandes Conférences, Montréal, Éditions Fides / Québec, Musée de la civilisation, 44 p.
- PRIGOGINE, Ilya et Isabelle Stengers (1986). *La Nouvelle Alliance : métamorphose de la science*. 2^e éd. Collection Folio/essais 26, Paris, Gallimard, 439 p.
- QUARANTELLI, E. L. (1973). *Human Behavior in Disaster*. Chicago, IIT Research Institute, 1973, p. 54.
- QUARANTELLI, E. L. (1984). *Inventory of the Disaster Field Studies in the Social and Behavioral Sciences*, n° 20, University of Delaware.
- QUARANTELLI, E. L. (1995). «What is a disaster», *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*. vol. 13, n° 3, p. 221-229.
- RAPOPORT, Amos (1972). *Pour une anthropologie de la maison*. Paris, Dunod, 191 p.
- RAPOPORT, Amos (1980). « Cross-cultural aspects of environmental design », dans J.F. Wohlwill, A. Rapoport et I. Altman (dir.), *Human behavior and environment advances in theory and research*, tome 4 de *Environment and Culture*, New York, Plenum Press.
- RAPOPORT, Amos (1983). *The Meaning of the Built Environment : On Nonverbal Communication Approach*. Beverly Hills (Californie), Sage, 224 p.
- SAUSSURE, F. de (1972). *Cours de linguistique générale*. Lausanne, Payot, 532 p.
- SCHL (1992). « Comparaison des mesures utilisées au Canada, aux États-Unis et en Angleterre pour déterminer les besoins en logement », *Le point en*

- recherche et développement*. Série socio-économique, n° 7. Ottawa, SCHL, 4 p.
- SCHL (1995). « Le télétravail et le travail à domicile dans les collectivités canadiennes », *Le point en recherche et développement*. Série socio-économique, n° 22. Ottawa, SCHL, 4 p.
- SCHL (1996). « Loger la famille nouvelle : Réinventer le logement des familles », *Le point en recherche et développement*. Série socio-économique, n° 23. Ottawa, SCHL, 4 p.
- SCHL (2002). « Logement des générations issues du baby-boom, de l'effondrement de la natalité et de l'écho du baby-boom », *Le point en recherche*. Série socio-économique, n° 77. Ottawa, SCHL, 6 p.
- SCHL (2002). « Pour améliorer la sécurité urbaine : l'apport des interventions en habitation », *L'habitat en bref*, n° 8, janvier. 4 p.
- SERFATY-GARZON, Perla (1999). *Psychologie de la maison : une archéologie de l'intimité*. Montréal, Méridien, 117 p.
- STENGERS, Isabelle et Judith Schlanger (1989). *Les concepts scientifiques : Invention et pouvoir*. Paris, Éditions La Découverte, 168 p.
- SWEET, S. (1998). « The Effect of a Natural Disaster on Social Cohesion : A Longitudinal Study », *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, vol. 16, n° 3, p. 321-331.
- TUVE, George Lewis (1976). *Energy, Environment, Populations, and Food: Our Four Interdependent Crises*. 264 p.
- VIRILIO, Paul (1986). *Cybermonde, la politique du pire*. Paris, Textuel, coll. Conversations pour demain, 1996, 110 p.
- VIRILIO, Paul (1989). *Esthétique de la disparition*. Paris, Galilée, coll. Biblio/essais, 1989, 124 p.
- VIRILIO, Paul (2002). « Avertissement. », dans *Ce qui arrive*. Catalogue d'exposition (exposition présentée de décembre 2002 à mars 2003 à la Fondation Cartier pour l'art contemporain), Paris, Éditions Galilée.

